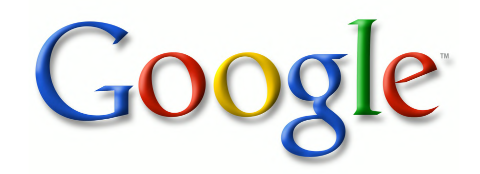
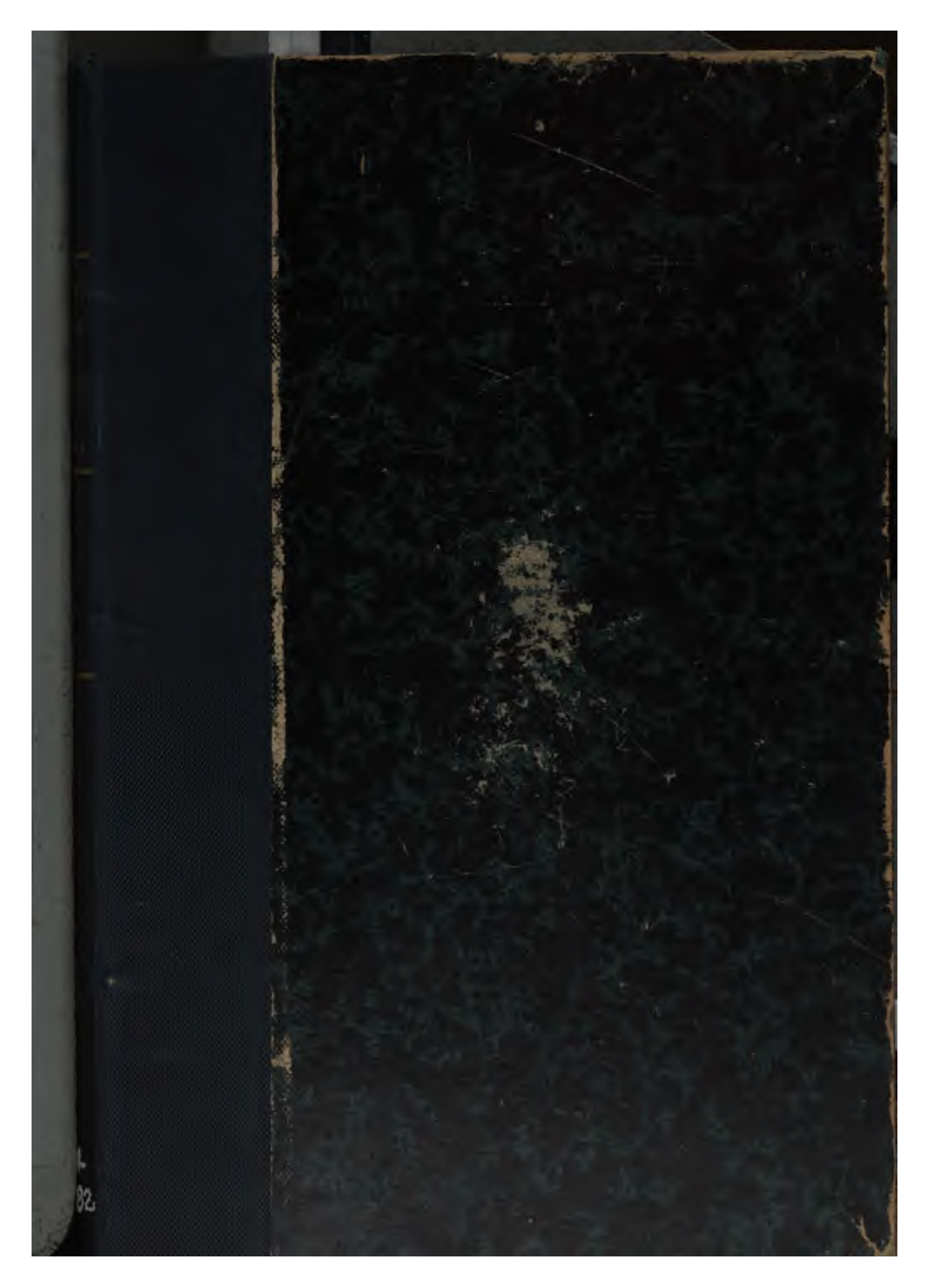





LELAND·STANFORD·JVNIOR·VNIVERSITY



BIBLIOTHÈQUE

DE L'ÉCOLE

DES HAUTES ÉTUDES

PUBLIÉE SOUS LES AUSPICES

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

SCIENCES PHILOLOGIQUES ET HISTORIQUES

CINQUANTE-NEUVIÈME FASCICULE

LES ÉTABLISSEMENTS DE ROUEN, PAR A. GIRY.

TOME SECOND



PARIS

F. VIEWEG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

67, RUE DE RICHELIEU, 67

1885



LES
ÉTABLISSEMENTS
DE
ROUEN

Chartres. — Imp. Durand, rue Fulbert.

LES

ÉTABLISSEMENTS

DE

ROUEN

ETUDES SUR L'HISTOIRE DES INSTITUTIONS MUNICIPALES

DE ROUEN, FALAISE, PONT-AUDEMER,
VERNEUIL, LA ROCHELLE, SAINTES, OLERON, BAYONNE, TOURS
NIORT, COGNAC, SAINT-JEAN-D'ANGÉLY, ANGOULÊME,
POITIERS, ETC.

PAR

A. GIRY

TOME SECOND



PARIS

F. VIEWEG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

67, RUE DE RICHELIEU, 67

1885

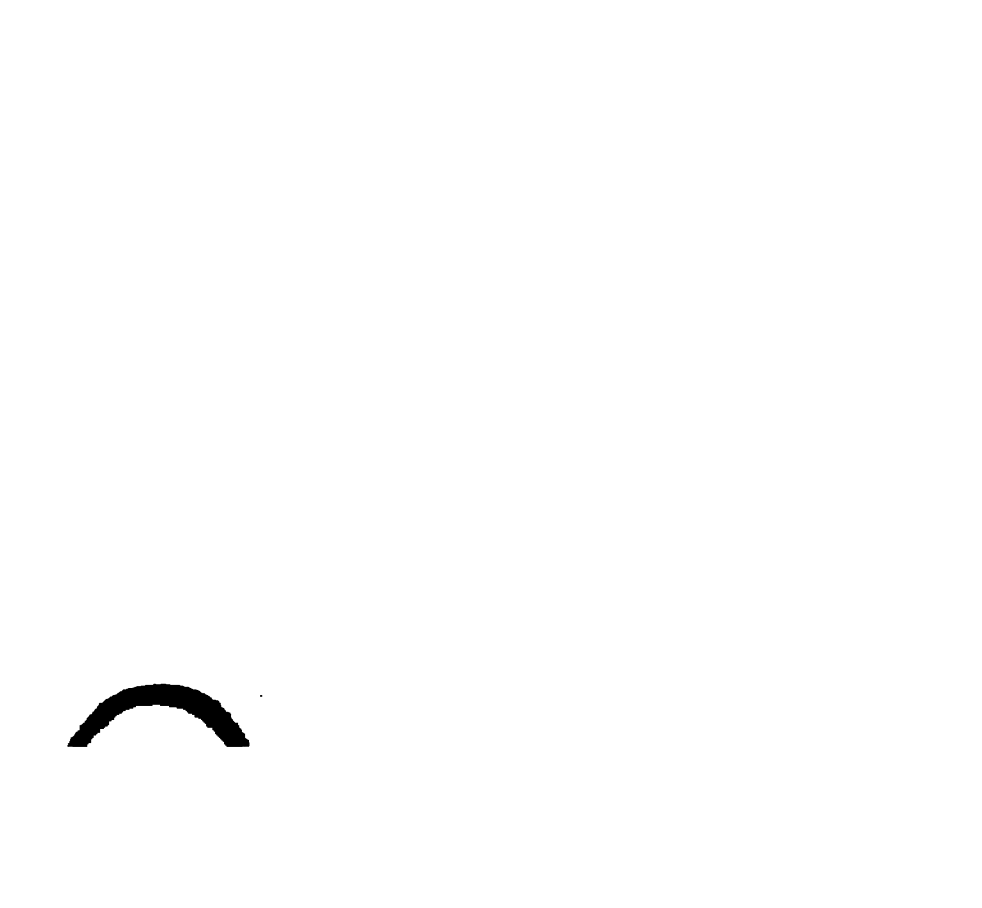


TABLE DES MATIÈRES[1]

[1] Voy. en tête du premier volume la table chronologique des documents publiés in extenso ou par extraits dans tout l'ouvrage.

BAYONNE.

TOURS.



NIORT.

COGNAC.

SAINT-JEAN-D'ANGELY.

ANGOULÊME.

POITIERS.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

TOME Ier

P. 3, *l.* 4. Le reg. F. de Philippe-Auguste ne porte plus la cote sous laquelle il figure ici; c'est aujourd'hui le ms. lat. 9778. Voy. l'*Index bibliographique*.

P. 19, *l.* 34, *au lieu de:* art. 42, *corrigez :* art. 12.

P. 24, *l. dernière*; p. 27, *l.* 30; p. 28, *l.* 2, *etc.*, *au lieu de:* Dungeness, *corrigez :* Downgate. C'est sur la foi de M. Chéruel que j'avais accepté Dungeness comme la traduction du nom ancien qui se trouve dans les divers textes où ce port est mentionné : « *apud Londonium portum de Dunegate.* » Dungeness est le nom de la pointe caillouteuse qui forme l'extrémité sud de l'Angleterre sur le Pas-de-Calais. Autrefois pas plus qu'aujourd'hui il n'a pu y avoir de port à cet endroit; de plus, ni la forme du mot, ni la situation du lieu ne correspondent aux données des textes. C'est à Londres même qu'il faut évidemment chercher le port concédé aux Rouennais. Or *Downgate* était le nom d'une petite anse qui existait autrefois sur la rive gauche de la Tamise entre le pont de Southwark et le pont de Londres, à l'endroit occupé aujourd'hui par les constructions de la gare de Cannon-Street du South-Eastern-Railway. Tout le quartier (*Downgate ward*) fut occupé par des entrepôts du commerce étranger, la gildhalle des Allemands (*gilda aula Teutonicorum*), l'entrepôt de Brême, la maison de la Hanse, la maison des Lombards, la halle des pelletiers, etc.

P. 29, *n.*, *l.* 7, *au lieu de :* 1183, *corrigez :* 1164.

P. 73, *n.*, *l.* 2, *au lieu de :* 574, *corrigez :* 514.

P. 88, *l.* 15 *et suiv.* Ce que je disais ici du sénéchalat avait pour fondement le célèbre traité d'Hugues de Clères, mais j'oubliais alors qu'E. Mabille avait, dès 1871, dans son *Introduction aux Chroniques des comtes d'Anjou*, fait justice de ce document, écrit au XIIe s. uniquement pour favoriser les prétentions des princes angevins. Je reviens donc aujourd'hui sur l'interprétation du passage du diplôme de Louis VII que j'ai discuté, pour reconnaître qu'il ne peut en aucune manière y être fait allusion à Geoffroi Plantagenèt.

P. 93, *l.* 15, *au lieu de:* 1461, *corrigez :* 1462.

P. 96, *n.* 2, *l.* 4, *lisez :* X^{1a} 2, fol. 68 v°.

P. 184, *n.* 3, *l.* 2, *corrigez :* vers 589.

P. 187, *l.* 3, *au lieu de:* le château, *corrigez :* le bourg.

P. 248, *l.* 18, *au lieu de:* 1212, *corrigez :* 1222.

P. 248, *n.* 2, *l.* 2, *lisez:* Aimeri de Thouars; *l.* 4, *lisez:* comte d'Aumale.

P. 271, *n.*, *l.* 5, *au lieu de:* sénéchal d'Angleterre, *corrigez:* sénéchal d'Angoulême.

P. 272, *n.* 6, *corrigez :* n° 2052.

P. 303, *n.* 1, *corrigez : Arm. de Baluze*, t. 26, fol. 369 v°.

P. 304, *l.* 13, *au lieu de:* 1612, *corrigez :* 1621.

P. 304, *n.* 3, *au lieu de :* O[1], *corrigez :* O1.

P. 310, *n.* 2, *au lieu de:* p. 156, *corrigez :* p. 301.

P. 319, *l.* 22, *au lieu de:* qu'il tenait de sa mère Mathilde, *corrigez :* qu'il tenait de sa femme Mathilde.

P. 375, *l.* 1, *au lieu de :* 1478, *corrigez :* 1473.

P. 420, *n.* 1, Philippe le Long, *corrigez :* Philippe le Bel.

P. 423, *n.* 4, *au lieu de :* 1369, *corrigez :* 1329.

P. 436, *l.* 17, LIMOGES. L'influence des Etablissements sur l'organisation municipale de Limoges est certaine, et, comme pour Tours, Angers et Bourges, c'est encore à Louis XI qu'elle est due. Un passage publié par Marvaud, des *Chroniques de Limoges,* jusqu'ici inédites, confirme ce fait que les registres consulaires ne nous avaient pas permis d'affirmer. S'il a passé jusqu'ici presque inaperçu, même des historiens locaux, c'est que le régime imposé par l'autorité despotique de Louis XI était en opposition avec les traditions séculaires de la cité et n'a subsisté que pendant quelques années. En 1470, le roi ayant jugé que le mode d'élection des magistrats municipaux donnait de mauvais résultats, parce que les gens des classes inférieures admis à voter créaient des consuls incapables, « pour ceste cause fust changée » la forme de faire et furent eslus cent des plus notables et apparens » bourgeois de la ville qui furent appelés *centenaux,* auxquels fust » attribuée l'authorité d'eslire des consuls ». En 1476, une mairie fut créée en titre d'office en faveur de François de Pontbriant; l'organisation municipale fut bouleversée et se rapprocha davantage de celle des Etablissements. Les *Chroniques*, après avoir décrit à ce propos l'ancienne constitution de la cité, s'expriment ainsi : « Tout ce fut » transmué en sept échevins qui estoient esleus par soixante-quinze » conseillers et douze personnages, desquels ledit maire et soubs- » maire eslisoient sept eschevins tels que bon luy sembloit qui gou- » vernoient un an seulement comme faisoient les consuls. » Ce régime que les habitants, au témoignage du chroniqueur, considéraient comme « leur totale ruine et destruction du public », ne survécut pas à Louis XI. « Charles VIII estant à Beaugency supprima le maire de » Limoges, destituant François de Pontbriant et son substitué, remet- » tant les consuls comme devant, en leur premier estat, confirmant » les privilèges octroyés par son ayeul Charles VII et autres ses pré- » décesseurs aux habitants de Limoges » (Voy. Marvaud, *Histoire des vicomtes et de la vicomté de Limoges*, t. II, p. 386).

TOME II.

P. 2, col. 1, *l.* 13, *au lieu de :* fr. 9852, 3, *corrigez :* lat. 9778.

P. 7, col. 1, *l.* 4, *au lieu de :* fasse, *corrigez :* facet.

P. 19, col. 1, *l.* 5, *au lieu de :* si, *lisez :* se.

P. 19, col. 1, art. 11, *l.* 6, *au lieu de :* reys, *lisez :* rey.

P. 21, col. 1, art. 14, *l.* 2, *au lieu de :* sur la cité, *lisez :* en la cité.

P. 25, col. 1, *l.* 2, *compléter ainsi la phrase :* [meffait a aucun de la commune].

P. 27, col. 1, *l.* 11-12, *au lieu de :* en la main, *Sir T. Twiss imprime :* en la merci, *qui paraît plus vraisemblable. — Au lieu de :* major, *lisez :* maior.

P. 31, col. 1, *un bourdon a complètement défiguré la fin de l'art.* 22 *qu'il faut compléter après la l.* 5 : et si uns daus XXIIII jurez porte de ce garentie, il en ert creguz par sa parole. Si duy ou trey dos autres jurez en portent garentie, ou sera fine par lor saicrement, etc.

P. 37, col. 1, *un accident du même genre a mutilé la fin de l'art.* 28, *qu'il faut ainsi restituer, l.* 14 : sans congé dau maior ou sans essoine de son cors, il sera en la merci dau maior et daus esquevins.

P. 37, col. 2, art. 30, *l.* 10, *au lieu de :* il aura, *corrigez :* il jouira de.

P. 49, col. 1. art. 48, *l.* 1. *Le texte porte bien :* Si, *mais le sens exige évidemment qu'on corrige :* Li. — *Au lieu de :* Becoins, *il fallait probablement lire;* becoms *ou* vecoms, *comme Sir T. Twiss.*

P. 51, col. 1, *l.* 8, *au lieu de :* sunt, *lisez :* seent. — Art. 50, *l.* 4, *au lieu de :* jusques, *lisez :* juques.

P. 53, col. 1, *l.* 3, *au lieu de :* rey, *lisez* : sey. — Art. 54, *l.* 9, *au lieu de :* allegacions, sans parties, *il faut préférer la lecture de S. T. Twiss :* allegacions daus parties.

P. 61, *l.* 1. Capud de Guines *et n.*, *l.* 1, Capud de Gernes, *corrigez :* Capud de Gerneseio. Grâce à la publication en fac-similé du premier registre de Philippe-Auguste par M. Delisle, il m'a été possible de vérifier que le ms. porte certainement : *Gernes*, abrégé *Gñes*. Il n'existe aucun cap de ce nom sur la route que pouvait suivre un bateau venant d'Irlande dans la direction de Rouen. Il y a lieu de croire que le copiste du registre de Philippe-Auguste aura omis le point indiquant l'abréviation de la finale : *Gñes·*. C'est de cette manière qu'est presque toujours figurée l'abréviation de *Gerneseium* dans les rôles anglais et je ne fais nul doute qu'il s'agisse de la pointe de l'île de Guernesey, au large de laquelle devaient en effet passer les navires venant d'Irlande.

P. 69. *P. Just. V.* Il existe de ce document une copie du milieu du XIIIe siècle aux Archives Nationales, J. 174, n° 1 ; elle a été publiée par Teulet dans les *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, p. 61, n° 92.

P. 81, art. 1, *l.* 4 et art. 4, *l.* 4, *au lieu de :* Seinhaux, *lisez :* Seinhanx.

P. 85, art. 1, *l. dernière. Au lieu de :* uber ceis, *lisez :* ubert teis.

P. 106, *l.* 2, *du texte du document, au lieu de :* P. Thesaurarius, *lisez :* P., thesaurarius.

PRÉFACE

Ce second volume des *Établissements de Rouen,* qui suit le premier à deux ans de distance, est entièrement composé de documents.

Il contient les Etablissements, une série de pièces, la plupart inédites, relatives aux institutions des villes étudiées dans le premier volume, un index bibliographique et une table analytique des noms propres et des matières.

Au texte latin des Etablissements, j'ai cru devoir joindre deux anciennes versions, l'une en dialecte béarnais faite à Bayonne, l'autre en français faite à Oleron, et une traduction pour laquelle j'ai naturellement suivi le texte latin. J'ai pensé qu'il serait commode pour les travailleurs de trouver les articles correspondants de ces textes et de ma traduction publiés en regard les uns des autres, dût l'ordonnance typographique en souffrir quelque peu. Si les anciennes traductions d'un document du moyen âge sont de quelque utilité, c'est à la condition qu'on puisse d'un coup d'œil se rendre compte des secours que les divers textes se prêtent réciproquement pour l'interprétation des passages ou des termes obscurs.

Je n'ai pas à revenir ici sur les éléments que j'ai utilisés pour établir le texte latin, ni sur les manuscrits où j'ai retrouvé la partie qui en était restée jusqu'à ce jour inconnue. On trouvera ces indications, l'exposé des raisons qui

m'ont conduit à prendre pour base de mon édition le rouleau de Niort, et le classement des divers manuscrits, dans le chapitre premier de l'ouvrage et en tête du texte luimême.

J'ai revu sur les manuscrits, et par là notablement amélioré, le texte de la version bayonnaise déjà publiée par J. Balasque et par Jourdan. Elle a l'intérêt de préciser le sens d'un certain nombre de passages. Si on la compare à ma traduction, on verra que, si j'ai presque toujours accepté les explications qu'elle donnait de certaines expressions ou de certains termes, je m'en suis écarté pour l'interprétation de plusieurs dispositions.

La traduction faite à Oleron occupe la troisième colonne. Bien que moins intéressante que la précédente et moins utile pour l'interprétation du texte, je l'ai publiée cependant, d'abord parce qu'elle constitue le témoignage le plus certain de l'adoption des Etablissements par l'ile d'Oleron, et aussi parce qu'il serait intéressant de rendre compte des raisons, encore insuffisamment expliquées, qui y ont fait omettre un certain nombre des dispositions que l'on retrouve dans tous les autres textes. J'avais cru d'abord cette version inédite et ne la connaissais que par la copie faite sur le manuscrit d'Oxford par M. Paul Meyer et qu'il avait obligeamment mise à ma disposition. J'ai su depuis qu'elle avait été publiée, d'après ce même manuscrit, en même temps que la coutume d'Oleron et les autres documents qu'il contient, par Sir Travers Twiss, dans la compilation qui forme l'appendice du recueil intitulé : *The black book of the Admiralty* (Collection des *Chronicles and memorials of Great-Britain and Ireland*). Sir T. Twiss a joint à son édition des notes et une traduction anglaise qui ne sont pas d'un grand secours pour interpréter ce document. Chose singulière ! il a appelé cette coutume : *The constitution of the commune of Royan* et attribué à cette bourgade (*town at the mouth of the Gironde, on the north bank*), la coutume

intitulée dans le texte français : *L'Establimenz de la commune de Roam*. Cette méprise est d'autant plus extraordinaire que Sir T. Twiss explique dans une note que la constitution de *Royan* « s'était modelée sur celle de *Rouen* en Normandie, type de la commune anglo-normande imité dans les localités du sud-ouest de la France soumises à la domination anglaise, » et que, pour interpréter le texte français, il a eu recours à diverses reprises au texte latin des Etablissements publié dans le *Recueil des Ordonnances*. Royan, qui n'était au moyen âge qu'une misérable bourgade de pêcheurs et dont le développement date d'hier, n'a bien entendu jamais été régie par les Etablissements, et l'on ne saurait, sur la foi de Sir T. Twiss, l'ajouter à la liste des localités qui les ont adoptés.

Si l'on ne conteste guère l'utilité de publier avec les textes latins d'anciennes traductions, qui se recommandent d'ailleurs d'elles-mêmes, il n'en est pas tout à fait de même des traductions modernes. On a perdu, à peu près complètement en France, l'habitude de traduire les documents du moyen âge. Me sera-t-il permis de le regretter, au moins en ce qui touche les anciens textes de droit public ou privé, dont le sens est si souvent douteux, l'expression équivoque, les termes peu clairs, et dont il y a intérêt à préciser l'interprétation ?

Je ne me suis pas contenté de publier les textes des Etablissements et de les traduire, je les ai annotés ; j'ai cru utile d'indiquer au lecteur des rapprochements, des points de comparaison, des moyens de contrôle et de vérification. Ce commentaire se compose presque exclusivement de renvois à d'autres textes ou d'extraits de documents.

J'ai également cru bon d'annoter les pièces que j'ai publiées à la suite des Etablissements ; mais pour elles l'annotation est moins copieuse : indépendamment des variantes et des corrections, j'ai, sauf de rares exceptions, borné les rapprochements aux sources mêmes des textes

que je publiais. Il m'a paru intéressant de montrer ainsi comment on composait souvent les chartes concédées aux villes, et comment les mêmes dispositions étaient sans cesse reproduites. Pour mieux mettre en lumière les faits de cet ordre et pour rendre en même temps plus sensibles les changements qui peu à peu s'introduisaient dans les textes, j'ai, lorsque les notes ne suffisaient pas, imprimé en petit texte les passages recopiés, en ayant soin d'indiquer leur origine.

J'ai déjà exprimé le regret d'avoir été obligé de réduire le nombre des documents publiés ; il m'eût été facile d'en ajouter beaucoup d'autres que j'ai dû me contenter de citer au cours de mon travail. Chacune des villes dont j'ai étudié les institutions pourrait fournir la matière d'un curieux et important recueil de pièces. Mais c'est des sociétés provinciales qu'il faut attendre la publication d'ouvrages de cette nature.

L'*Index bibliographique* que j'ai placé à la fin de l'ouvrage a pour but d'abord de faciliter les vérifications et les rectifications, en donnant sur les sources et les ouvrages que j'ai utilisés des indications plus détaillées que celles qui se trouvent dans les notes, où elles sont nécessairement abrégées. J'espère aussi que les travailleurs me sauront gré d'avoir groupé ces indications, qui constituent pour l'histoire des villes de l'ouest de la France une sorte de bibliographie, bien incomplète sans doute, puisqu'elle est restreinte aux seuls ouvrages que j'ai cités, mais où l'on pourra à l'occasion trouver cependant quelques renseignements utiles.

Le volume se termine par une *Table alphabétique* étendue. J'y ai fait figurer non seulement les noms propres, mais aussi les matières et particulièrement les noms des institutions, les titres des magistratures et des offices. J'ai voulu que sur chacun des points traités dans l'ouvrage, sur chacun de ceux sur lesquels les pièces justificatives fournissent des indications, l'on pût, à l'aide de cette table, se

renseigner rapidement et trouver les mentions ou les explications dispersées dans l'ouvrage et dans les documents. J'ai voulu aussi qu'elle pût servir à préciser, à contrôler ou même à rectifier les indications que l'on trouve dans le livre. Pour atteindre ce but, je n'ai pas hésité à lui donner un développement que l'on pourra trouver excessif, mais qu'il était difficile de restreindre, car cette table, embrassant à la fois le texte de mon ouvrage et celui des documents, a pris nécessairement le caractère d'une sorte de dictionnaire, et les explications que j'ai ajoutées à certains mots m'ont semblé à peu près indispensables. Si imparfaite qu'en soit l'exécution, j'ai la confiance de n'y avoir rien omis d'essentiel, d'avoir réussi, grâce à des vérifications multipliées, à atteindre l'exactitude; j'espère enfin qu'on trouvera en elle un instrument commode pour la recherche; ce sont là, si je ne me trompe, les principales qualités qu'on est en droit d'exiger d'un travail de ce genre.

La revision attentive à laquelle je me suis livré pour l'exécution de cette Table, m'a conduit à découvrir un certain nombre de fautes d'impression, d'inexactitudes, d'omissions, ou d'erreurs qui m'avaient échappé ; je les ai relevées dans une série d'additions et de corrections que j'ai placées en tête de ce volume, et qui s'ajoutent à l'*Erratum* du tome premier.

Il est probable qu'il sera facile d'augmenter encore cette liste. Un travail de la nature de celui-ci, qui embrasse une si longue période de temps et qui contient tant de petits faits d'histoire locale, ne peut se flatter d'avoir évité les erreurs. J'ose compter cependant sur une critique indulgente, en faveur de l'effort que j'ai fait pour faciliter son contrôle et ses rectifications.

Paris, Décembre 1884.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

TOME Ier

P. 3, *l.* 4. Le reg. F. de Philippe-Auguste ne porte plus la cote sous laquelle il figure ici; c'est aujourd'hui le ms. lat. 9778. Voy. l'*Index bibliographique*.

P. 19, *l.* 34, *au lieu de:* art. 42, *corrigez :* art. 12.

P. 24, *l. dernière*; p. 27, *l.* 30; p. 28, *l.* 2, *etc.*, *au lieu de:* Dungeness, *corrigez :* Downgate. C'est sur la foi de M. Chéruel que j'avais accepté Dungeness comme la traduction du nom ancien qui se trouve dans les divers textes où ce port est mentionné : « *apud Londonium portum de Dunegate.* » Dungeness est le nom de la pointe caillouteuse qui forme l'extrémité sud de l'Angleterre sur le Pas-de-Calais. Autrefois pas plus qu'aujourd'hui il n'a pu y avoir de port à cet endroit; de plus, ni la forme du mot, ni la situation du lieu ne correspondent aux données des textes. C'est à Londres même qu'il faut évidemment chercher le port concédé aux Rouennais. Or *Downgate* était le nom d'une petite anse qui existait autrefois sur la rive gauche de la Tamise entre le pont de Southwark et le pont de Londres, à l'endroit occupé aujourd'hui par les constructions de la gare de Cannon-Street du South-Eastern-Railway. Tout le quartier (*Downgate ward*) fut occupé par des entrepôts du commerce étranger, la gildhalle des Allemands (*gilda aula Teutonicorum*), l'entrepôt de Brême, la maison de la Hanse, la maison des Lombards, la halle des pelletiers, etc.

P. 29, *n.*, *l.* 7, *au lieu de :* 1183, *corrigez :* 1164.

P. 73, *n.*, *l.* 2, *au lieu de :* 574, *corrigez :* 514.

P. 88, *l.* 15 *et suiv.* Ce que je disais ici du sénéchalat avait pour fondement le célèbre traité d'Hugues de Clères, mais j'oubliais alors qu'E. Mabille avait, dès 1871, dans son *Introduction aux Chroniques des comtes d'Anjou*, fait justice de ce document, écrit au XIIe s. uniquement pour favoriser les prétentions des princes angevins. Je reviens donc aujourd'hui sur l'interprétation du passage du diplôme de Louis VII que j'ai discuté, pour reconnaitre qu'il ne peut en aucune manière y être fait allusion à Geoffroi Plantagenêt.

P. 93, *l.* 15, *au lieu de:* 1461, *corrigez :* 1462.

P. 96, *n.* 2, *l.* 4, *lisez :* X[1a] 2, fol. 68 v°.

P. 184, *n.* 3, *l.* 2, *corrigez :* vers 589.

P. 187, *l.* 3, *au lieu de:* le château, *corrigez:* le bourg.

P. 248, *l.* 18, *au lieu de:* 1212, *corrigez :* 1222.

P. 248, *n.* 2, *l.* 2, *lisez:* Aimeri de Thouars; *l.* 4, *lisez:* comte d'Aumale.

P. 271, *n.*, *l.* 5, *au lieu de:* sénéchal d'Angleterre, *corrigez:* sénéchal d'Angoulême.

P. 272, *n.* 6, *corrigez :* n° 2052.

P. 303, *n.* 1, *corrigez : Arm. de Baluze*, t. 26, fol. 369 v°.

P. 304, *l.* 13, *au lieu de:* 1612, *corrigez :* 1621.

P. 304, *n.* 3, *au lieu de :* O[1], *corrigez :* O1.

P. 310, *n.* 2, *au lieu de:* p. 156, *corrigez :* p. 301.

P. 319, *l.* 22, *au lieu de:* qu'il tenait de sa mère Mathilde, *corrigez :* qu'il tenait de sa femme Mathilde.

P. 375, *l.* 1, *au lieu de :* 1478, *corrigez :* 1473.

P. 420, *n.* 1, Philippe le Long, *corrigez :* Philippe le Bel.

P. 423, *n.* 4, *au lieu de :* 1369, *corrigez :* 1329.

P. 436, *l.* 17, LIMOGES. L'influence des Etablissements sur l'organisation municipale de Limoges est certaine, et, comme pour Tours, Angers et Bourges, c'est encore à Louis XI qu'elle est due. Un passage publié par Marvaud, des *Chroniques de Limoges*, jusqu'ici inédites, confirme ce fait que les registres consulaires ne nous avaient pas permis d'affirmer. S'il a passé jusqu'ici presque inaperçu, même des historiens locaux, c'est que le régime imposé par l'autorité despotique de Louis XI était en opposition avec les traditions séculaires de la cité et n'a subsisté que pendant quelques années. En 1470, le roi ayant jugé que le mode d'élection des magistrats municipaux donnait de mauvais résultats, parce que les gens des classes inférieures admis à voter créaient des consuls incapables, « pour ceste cause fust changée » la forme de faire et furent eslus cent des plus notables et apparens » bourgeois de la ville qui furent appelés *centenaux*, auxquels fust » attribuée l'authorité d'eslire des consuls ». En 1476, une mairie fut créée en titre d'office en faveur de François de Pontbriant; l'organisation municipale fut bouleversée et se rapprocha davantage de celle des Etablissements. Les *Chroniques*, après avoir décrit à ce propos l'ancienne constitution de la cité, s'expriment ainsi : « Tout ce fut » transmué en sept échevins qui estoient esleus par soixante-quinze » conseillers et douze personnages, desquels ledit maire et soubs- » maire eslisoient sept eschevins tels que bon luy sembloit qui gou- » vernoient un an seulement comme faisoient les consuls. » Ce régime que les habitants, au témoignage du chroniqueur, considéraient comme « leur totale ruine et destruction du public », ne survécut pas à Louis XI. « Charles VIII estant à Beaugency supprima le maire de » Limoges, destituant François de Pontbriant et son substitué, remet- » tant les consuls comme devant, en leur premier estat, confirmant » les privilèges octroyés par son ayeul Charles VII et autres ses pré- » décesseurs aux habitants de Limoges » (Voy. Marvaud, *Histoire des vicomtes et de la vicomté de Limoges*, t. II, p. 386).

TOME II.

P. 2, col. 1, *l.* 13, *au lieu de :* fr. 9852, 3, *corrigez :* lat. 9778.

P. 7, col. 1, *l.* 4, *au lieu de :* fasse, *corrigez :* facet.

P. 19, col. 1, *l.* 5, *au lieu de :* si, *lisez :* se.

P. 19, col. 1, art. 11, *l.* 6, *au lieu de :* reys, *lisez :* rey.

P. 21, col. 1, art. 14, *l.* 2, *au lieu de :* sur la cité, *lisez :* en la cité.

P. 25, col. 1, *l.* 2, *compléter ainsi la phrase :* [meffait a aucun de la commune].

P. 27, col. 1, *l.* 11-12, *au lieu de :* en la main, *Sir T. Twiss imprime :* en la merci, *qui paraît plus vraisemblable. — Au lieu de :* major, *lisez :* maior.

P. 31, col. 1, *un bourdon a complètement défiguré la fin de l'art.* 22 *qu'il faut compléter après la l.* 5 : et si uns daus XXIIII jurez porte de ce garentie, il en ert creguz par sa parole. Si duy ou trey dos autres jurez en portent garentie, ou sera fine par lor saicrement, etc.

P. 37, col. 1, *un accident du même genre a mutilé la fin de l'art.* 28, *qu'il faut ainsi restituer, l.* 14 : sans congé dau maior ou sans essoine de son cors, il sera en la merci dau maior et daus esquevins.

P. 37, col. 2, art. 30, *l.* 10, *au lieu de :* il aura, *corrigez :* il jouira de.

P. 49, col. 1. art. 48, *l.* 1. *Le texte porte bien :* Si, *mais le sens exige évidemment qu'on corrige :* Li. — *Au lieu de :* Becoins, *il fallait probablement lire;* becoms *ou* vecoms, *comme Sir T. Twiss.*

P. 51, col. 1, *l.* 8, *au lieu de :* sunt, *lisez :* seent. — Art. 50, *l.* 4, *au lieu de :* jusques, *lisez :* juques.

P. 53, col. 1, *l.* 3, *au lieu de :* rey, *lisez* : sey. — Art. 54, *l.* 9, *au lieu de :* allegacions, sans parties, *il faut préférer la lecture de S. T. Twiss :* allegacions daus parties.

P. 61, *l.* 1. Capud de Guines *et n.*, *l.* 1, Capud de Gernes, *corrigez :* Capud de Gerneseio. Grâce à la publication en fac-similé du premier registre de Philippe-Auguste par M. Delisle, il m'a été possible de vérifier que le ms. porte certainement : *Gernes*, abrégé *Gñes.* Il n'existe aucun cap de ce nom sur la route que pouvait suivre un bateau venant d'Irlande dans la direction de Rouen. Il y a lieu de croire que le copiste du registre de Philippe-Auguste aura omis le point indiquant l'abréviation de la finale : *Gñes·*. C'est de cette manière qu'est presque toujours figurée l'abréviation de *Gerneseium* dans les rôles anglais et je ne fais nul doute qu'il s'agisse de la pointe de l'île de Guernesey, au large de laquelle devaient en effet passer les navires venant d'Irlande.

P. 69. *P. Just.* V. Il existe de ce document une copie du milieu du XIII[e] siècle aux Archives Nationales, J. 174, n° 1 ; elle a été publiée par Teulet dans les *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, p. 61, n° 92.

P. 81, art. 1, *l.* 4 et art. 4, *l.* 4, *au lieu de :* Seinhaux, *lisez :* Seinhanx.

P. 85, art. 1, *l. dernière. Au lieu de :* uber ceis, *lisez :* ubert teis.

P. 106, *l.* 2, *du texte du document, au lieu de :* P. Thesaurarius, *lisez :* P.. thesaurarius.

PRÉFACE

Ce second volume des *Établissements de Rouen,* qui suit le premier à deux ans de distance, est entièrement composé de documents.

Il contient les Etablissements, une série de pièces, la plupart inédites, relatives aux institutions des villes étudiées dans le premier volume, un index bibliographique et une table analytique des noms propres et des matières.

Au texte latin des Etablissements, j'ai cru devoir joindre deux anciennes versions, l'une en dialecte béarnais faite à Bayonne, l'autre en français faite à Oleron, et une traduction pour laquelle j'ai naturellement suivi le texte latin. J'ai pensé qu'il serait commode pour les travailleurs de trouver les articles correspondants de ces textes et de ma traduction publiés en regard les uns des autres, dût l'ordonnance typographique en souffrir quelque peu. Si les anciennes traductions d'un document du moyen âge sont de quelque utilité, c'est à la condition qu'on puisse d'un coup d'œil se rendre compte des secours que les divers textes se prêtent réciproquement pour l'interprétation des passages ou des termes obscurs.

Je n'ai pas à revenir ici sur les éléments que j'ai utilisés pour établir le texte latin, ni sur les manuscrits où j'ai retrouvé la partie qui en était restée jusqu'à ce jour inconnue. On trouvera ces indications, l'exposé des raisons qui

TEXTE LATIN

constituti sunt, eligent tres proborum hominum civitatis quos domino regi presentabunt, ut de quo illi placuerit majorem faciat.

[1] sive in Falesia. (C.) — sive in Phalesia. (B.)

2. De centum vero paribus[1] eligentur viginti quatuor, assensu

TEXTE PROVENÇAL

pars eslieran III. prodomes de la biele, los quaus presenteran a nostre seinhor lo rey qui de quau a luys plague fasse maire.

2. Dels cent davant diits pars seran esliits XXIIII., per consen-

1. Cette disposition a sans doute été la source de l'article 1 de l'Ord., de 1256, réglant la nomination des maires en Normandie : « Crastino beatorum Simonis et » Jude (*29 oct.*), major qui illo anno fuerit simul cum aliis probis hominibus ville » eligant tres probos homines, qui tres homines presententur nobis in octabis » S. Martini (*11 nov.*) sequentis apud Parisius. De quibus tribus probis hominibus » nos trademus unum ville in majorem. » (*Ord.*, t. I, p. 83.) Une Ordonn. quelque peu postérieure étendit cette disposition à toute la France. — LA ROCHELLE, 1407. « Selon qu'il est escript et contenu ou *Livre noir*, ou premier folio des *Establimans* de » la ville et commune, escript en latin, les cent pairs qui sont constituez et ordonnez » pour le gouvernement d'icelle, doibvent eslire, chascun an, trois prudhommes de » ladicte ville et iceulx presenter au roy, nostre sire, desquelz il prendra et fera maire » celuy qui lui plaira. » (Extrait rapporté d'ap. Galland par Jourdan, *Mém. cit.*, p. 126). — SAINT-JEAN-D'ANGÉLY et ANGOULÊME. 1373-1374, mars. « S'ensuit la forme » et maniere de l'élection du maire. Et premierement que chascun an le dimenche » devant Pasques fleuries, que l'on chante en saincte Eglise *Judica me* (*Dimanche* » *de la Passion*) le maire ycelli jour par le commandement qu'il faict a ses sergens, » fait sonner a prime haulte le grand sain de la commune bien lalant d'une lieue, et » le sain sonnant, tous les eschevins, conseilliers et pers de la commune viennent en » eschevinage, et quant le sain est achevé de sonner, le maire, les échevins, con- » seilliers et pers s'en vont oudit eschevinage en leur lieu secretaire et illecques assis » ainsi que les sieges le portent, c'est assavoir le maire en son siege, les eschevins » au plus pres de luy et les conseilliers empres et les pers en leur ordinaire, le » soubz-maire devant le maire ou millieu de touz. Et convient en droit nombre » pour faire maire : premierement, le maire, douze eschevins, douze conseilliers, le » soubz-maire, et le demourant en pers jusques au nombre en touz de cent. Et ceulx » cent ainsi assemblez, le maire estant celui jour en son siege, prent le papier de la » commune, ou sont touz les noms dudict nombre de cent, et devise a touz la maniere » de constituer le maire, qui se peut faire en troiz manieres. La premiere pour la » voix du Saint Esperit ; c'est-a-dire que s'il y a aulcun proudomme qui de la volenté » Dieu et de son esmouvement dit : *Beaus seigneurs, s'il vous sembloit a tous que* » *bien soit, le Saint Esperit m'a donné en volenté de vous nommer troiz personnes,* » *pour estre des troiz l'un maire, c'est assavoir tel, tel et tel ; et si aiez aviz sur* » *cecy et s'il gret a touz, plezet le vous savoir.* Si alors, de la volenté Dieu n'y a nul » contredisant, ceulz troiz demouront pour esleuz et seront presentés cellui jour » par le maire au seneschal ou a son lieutenant pour prendre des troiz cellui qui » lui plaira. *Item*, la seconde maniere de faire l'eslecciou est par voye de scrutine : » c'est asavoir que chascun an deviset troiz, telx comme bon lui semblera ; et a les

TEXTE FRANÇAIS

per qui sunt establi esliront treys daus prodeshomes de la cité et les presenteront au roy, que de celuy qui a luys plague fasse mayre.

2. Et da cent pers davant diz esliront liditz cent per vint et

TRADUCTION

constitués pairs éliront trois prud-hommes de la cité qu'ils présenteront au roi, qui nommera maire celui d'entre eux qu'il choisira.

2. Parmi les cent pairs, vingt-quatre seront élus du consentement

» mectre en escript, ainsy comme chascun les deviset, sont tant seulement le maire » qui encore est et le maire qui a esté l'année paravant et le soubz-maire tant » seulement, et sont en un lieu privé ou n'a ame fors que eulx ; et viennent a eulx » illecques l'un apres l'autre ; et quant chascun en a dit sa volenté et il est mis » par escript, les diz maire qui encore est, et le maire qui a esté avant lui et le » soubz-maire regardent leur escript bien et diligemment ; et ceulx troiz a qui il » ont donné plus de voix, ilz prennent ceulx trois noms et rompent alors l'escript » que il ont faict afin que nulz ne puisse avoir aigne ; et ce fait s'en vien- » nent arrieres en leurs sieges et reprent adoncques le maire le parler en disant : » *Beaux seigneurs, nous avons eleccion, loué soit Dieux: c'est assavoir tel, tel et* » *tel.* Et ce fait, encontinent celui mesme jour sont presentés au seneschal ou a » son lieutenant pour prendre celluy qui allui plaira, si comme dessus est dict. *Item,* » la tierce maniere de faire eleccion est par voye de compromis ; c'est-a-dire que » le maire prent ledit papier de la commune et l'ouvre et regarde les noms des pers » et d'iceulx pers en prent quatre telz comme ilz lui vient a plaisir et ceulx quatre » viennent devant lui et lui font serement sur les sains Evvangiles nostre seigneur » que bien et loyaulment il nommeront et ordeneront troiz bons hommes souffisans » pourquoy l'un puisse estre maire ; et ce fait, ces iiij vont en un lieu secret » de l'esclavinage ou il n'a ames mes eulx, et portent avecques eulx ledit » papier et es douze qui sont conseillers, il en prennent deux telz comme bon » leur semble et les viennent nommer au maire et le maire les prent et les fait » venir a soy et leur fait faire le serment comme aus autres iiij ; et ce fait, les » iiij pers et les ij conseillers s'en vont au lieu ou lesdiz pers estoient partiz » et quant il sont touz six ensemble, il prennent le papier derechef et » regardent les douze eschevins et d'iceulx en prennent deux, non mie de ceulx » qui pourroyent cheoir en election, maiz des aultres et viennent nommer au » maire ceulx deux eschevins, et le maire les fait lever et leur fait faire le » serment comme aux autres et s'en vont au lieu ou les autres six sont ; et quant » touz les huit sont assemblez, ilz regardent pour le proufit de tout le commun et » de la ville troiz bons hommes pourquoy l'un des iij soit maire; et quant ils » sont touz a un accort, il apportent et nomment au maire en presence de touz, » les iij que il ont esleuz, et tantost ce fait, cellui mesmes jour, le maire les va » presenter au seneschal ou a son lieutenant par la maniere que dit est. » (*Arch. nat.*, JJ. 105, n° 418). Le même mode d'élection a été employé à Limoges, voy. *Registres consulaires de Limoges*, t. I, p. 45. Cf. *Decret Greg.*, IX, lib. I, tit. VI, cap. XLII et *La vie et passion de mgr. S. Didier par Guillaume Flamang* (mystère de 1482) publ. par Carnandet., p. 15.

TEXTE LATIN

centum parium. qui singulis annis removebuntur : quorum duodecim eschevini vocabuntur. et alii duodecim. consultores. Isti viginti quatuor. in principio sui anni. jurabunt se servaturos jura sancte ecclesie et fidelitatem domini regis atque justiciam, quod et ipsi recte judicabunt secundum suam conscienciam[2], quod et si quid major[3] celari preceperit, celabunt. Hoc quicunque detexerit, a suo officio deponetur et in communie misericordia remanebit.

[1] predictis paribus (B et C). — [2] conscientiam suam (C), conscienciam suam (B). — [3] major forte (C).

TEXTE PROVENÇAL

timent dels c. pars. qui a cascun an seran mudats : dous quans los xII. seran aperads esquevins, eus autz xII., cosseilhedors. Aquetz xxIIII. jureran. en lo comensament de lor an. que garderan les dreituries de sante glizie e le fideutat de nostre seinhor lo rey e justizie. e que dret judgeran segon lor consciencie. e que celerant so que lo maire los manera celar; e qui ag descobrira en paulre, sera despauzat de son offici e armaira en le merce de le comunie.

3. Major vero et duodecim eschevini convenient bis quaque ebdomada pro civitatis negociis[1] ; et si in aliquo agendo dubitave-

3. Lo mayre els esquevins s'amasseran dues vedz cascune sedmane per le coite de la biele; e si dopteran aucue cauze, apere-

2. La Rochelle, 1407. « Selon qu'il est escript ou *Livre noir*, ou second article » de l'Establissement de lad. ville, des cent pairs d'icelle ville doibvent estre elus » XXIV du consentement et volonté des pairs, desquels XXIV, les douze seront » appelez eschevins et les autres douze conseillers, et seront muez chascun an ; » c'est assavoir que ceux qui seront eschevins seront conseillers en l'aultre an » suivant et *e converso*. » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 131.) Comme on le voit par cette citation, à La Rochelle les vingt-quatre étaient nommés à vie et le seul changement annuel était une espèce de roulement entre les échevins et les conseillers. — Saint-Jean-d'Angély et Angoulême, 1373-1374 mars. «..... Et lors le maire qui » maintenant est prent par la main le maire qui avoit esté et lui fait faire serement en telle maniere qu'il lui promet loyalment faire durant son temps office » d'eschevin, c'est-à-dire que il jugera bien et loyalment en son absence : pour

DOCUMENTS

I.

ÉTABLISSEMENTS

TEXTE LATIN

1° *Manuscrits.* — A. Copie du commencement du XIII[e] siècle. Archives municipales de Niort. — B. Copie du commencement du XIII[e] siècle. Archives municipales de Poitiers. — C. Copie de 1204. Cartul. A de Philippe Auguste (Vatican. Ottoboni 2796) fol. 30. — D. Copie de 1211. Cartul. C. de Ph. Aug. (Arch. nat., JJ 7) fol. 47, d'ap. C. — E. Copie de 1220. Cartul. E de Ph. Aug. (Arch. nat. JJ 26) fol. 83 v°, d'ap. D. — F. Copie de 1247. Cartul. F. de Ph. Aug. (Bibl. nat. ms. fr. 9852. 3) fol. 60 v°, d'ap. D. — G. Copie du commencement du XIV[e] siècle. Cartul. B. de Ph. Aug. (Arch. nat. JJ 8) fol. 35, d'ap. C. — H. Copie du commencement du XIV[e] siècle. Cartul. D. de Ph. Aug. (Arch. nat. JJ 23) fol. 58 v°, d'ap. D. — I. Copie du XIV[e] siècle. Bibl. nat., ms. lat. 11032, p. 17. — J. Copie de la fin du XIV[e] siècle. Arch. nat., JJ 105, fol. 418. — K. Copie de 1412. Archives municipales de Poitiers, d'ap. B. — L. Copie de la fin du XV[e] siècle. Archives municipales d'Angoulême. Mémorial A, fol. 1 v° — M. Copie du milieu du XVI[e] siècle. Arch. nat., X[1a] 8616, fol. 418 v°. — N. Copie du XVI[e] siècle. Arch. du Calvados. — O. Copie du XVIII[e] siècle. Arch. nat., K. 184, n° 58, d'ap. L. — P. Copie faite au XVIII[e] siècle par Dom Fonteneau. Coll. Fonteneau (Bibl. de Poitiers) t. XX, p. 127, d'ap. A. — Copie faite en 1863, par M. Paul de Fleury. Bibl. nat., ms. lat., 18,395, d'ap. P.

2° *Editions.* — *a.* Duchesne, *Historiæ Normannorum scriptores*, 1619, p. 1066, d'ap. E. — *b. Les privilèges.....*

TEXTE PROVENÇAL

1° *Manuscrits.* — A. Copie de 1336. Archives municipales de Bayonne, AA 1, fol. 55. — B. Copie du XVI[e] siècle. Archives municipales de Bayonne, AA 3.

2° *Editions.* — *a.* J. Balasque, *Etudes historiques sur la ville de Bayonne*, t. I, 1862, p. 452, d'ap. A. — *b.* Jourdan, *Mémoire sur le statut..... de la Rochelle*, 1863, p. 65, d'ap. *a.*

Aquest es lo privilegi de le comunie que en Johan d'Angleterre de aus ciptadans de Baione.

Johan per le gracie de Diu, rey d'Angleterre, seinhor d'Irlande, duc de Normandie e de Guiayne e coms d'Anjau, als arcibesques, als abesques, als abatz, als comptes, als barons, als justizies, als vescomptes, als probostz, aus foresters et a todz sons bailes e sons fideus, saludz. Sapiadz que nos avem autreiat et ab aqueste nostre carthe confermat, al maire e al cosseilh e als nostres prodomes en la ciptat de Bayone, e a lors

TEXTE FRANÇAIS

Ms. — Cop. de 1344, Oxford, bibl. Bodléienne, ms. Douce, 227, fol. 69.

Ed. — Publ. avec traduction anglaise par Sir Travers Tviss, *The black book of the admiralty*, t. II, p. 399.

(*Table des articles*).

(NOTA. — Les chiffres romains qui précèdent les titres des articles sont ceux qu'ils portent dans le ms. d'Oxford. Les chiffres arabes sont ceux des articles de notre édition).

TRADUCTION

(Cette traduction est faite sur le texte latin sauf pour la Charte de Jean Sans-Terre, concédée à Bayonne, qui ne se trouve que dans le texte provençal.)

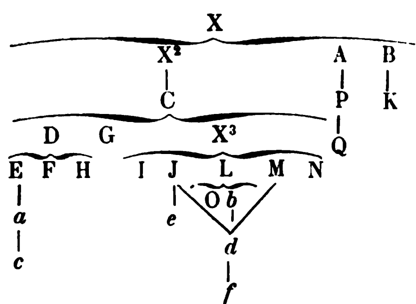
C'est le privilège de la commune que Jean d'Angleterre donna aux citoyens de Bayonne.

Jean, par la grâce de Dieu roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande, duc de Normandie et de Guyenne et comte d'Anjou, aux archevêques, aux évêques, aux abbés, aux comtes, aux barons, aux juges, aux vicomtes, aux prévots, aux forestiers et à tous ses baillis et ses féaux, salut. Sachez que nous avons octroyé et par notre présente charte confirmé au maire, au conseil et à nos prudhommes

TEXTE LATIN

d'Angoulême, 1627, p. 2, d'après L. — *c. Ordonnances des rois de France*, t. I, 1723, p. 306, d'ap. *a*. — *d. Ordonnances des rois de France*, t. V, 1736, p. 671, d'ap. J, M et *b*. — *e*. Michon, *Histoire de l'Angoumois*, 1846, p. 82, d'ap. J. — *f*. Jourdan, *Mémoire sur le statut..... de La Rochelle*, 1863, p. 65, d'ap. *d*.

A, B, K, P, Q, contiennent la rédaction développée, C, D, E, F, G, H, I, J, L, M, N, O, et tous les imprimés contiennent la rédaction abrégée. Si l'on désigne par X l'original perdu, par X², le texte du cartulaire perdu de Philippe-Auguste (voy. Delisle, *Catalogue*, p. IX) et par X³ divers intermédiaires inconnus dérivant de C, on peut établir la filiation des mss. et des éditions de la manière suivaute :



Nous publions le texte de A en donnant en notes les variantes de B et de C.

TEXTE PROVENÇAL

ers, que aien en medisse le ciptat communie de medisse maneire que an los nostres borges de la Rochele en la nostre biele de la Rochele, saubas a nos, en totes causes, nostra perbostat e nostres costumes e nostres franqueses que en medisse la nostra ciptat de Baione devem aver, assi cum avem en le nostre biele de la Rochele. Per que volem e manam fermemens quels davant diitz lo maire el cosseilh els prodomis nostres, estans en nostre ciptat de Baione, e lors hers, aien per todz los temps del mon le davant diite comunie, assi cum es diit. Testimonis son : en W. com. [de] Barenn, W. Brigveir, Savarig de Mauleon, en Vairin, filh de don Geralt, W. de Harecurt, Johan de Baissingebeirn, en Johan filh d'en Hugos, Fulc. de Briaut. Dade fo per le man de maiester Richard de Marisco nost chanceler, au Temple Nau, Londoniarii, hin XIX die d'abriu, hin XVI° an de nost regnement.

Stabilimentum communie Rothomagi[1].

[1] Hoc est stabilimentum communie Rothomagi et Ffalesie et Pontis Audomari. (C.) — Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis et fidelibus suis universis juratis communie Pictavensis salutem et dilectionem. Noveritis quod nos, ad peticionem vestram, vobis mittimus rescriptum communie Rothomagensis in hunc modum. (B.)

1. Si oporteat majorem in Rothomago[1] fieri, illi centum, qui pares

1. Si mestir es de far maire en Baione, los C. qui son establitz

TEXTE FRANÇAIS

Un jurez ert creguz par sa parole [22].
. Quant jurez portent garantie [23].
[. Quant aucuns fait clamor de terre
3].
II. De requerre sa cort de sa terre
4].
De requerre sa cort de depte [25].
Quant aucuns deit debte a aucun
5].
. Si homme estranges fait clamor de
bte [27].
I. Quant la commune deit aler fors
u pais [28].
II. Quant aucuns ha mesdit de la
mmune [46].
V. Qui refudet lo saigrement de la
mmune [47].
. Quant vecoms pot metre mayn au
rez de la commune [48].
I. Si aucuns defors commune mef-
it a aucun de la commune [49].
II. Quiconques trayra cotea ou es-
e [50].
III. Se il convient aler au besoig de
vile [51].
X. Nus ne poet veer sa chevau a aler
r la vile [52].
. Li mayres jurera que il ne fera
iere vers lo seignor dau pais [53].
I. Li mayres jurera a juger dret [54].
II. Li mayres jurera qui il ne pren-
a lougers [54].
III. La peine de celui mayor qui au-
pris lo loger [55].

TRADUCTION

en la cité de Bayonne et à leurs hoirs, qu'ils aient commune en ladite cité de la même manière que l'ont nos bourgeois de la Rochelle en notre ville de la Rochelle, sauf, en toutes choses, la prévôté, les coutumes et les franchises que nous devons avoir en ladite cité de Bayonne, de même que nous les avons dans notre ville de la Rochelle. Pourquoi, voulons et mandons fermement que les devant dits, maire, conseil et prudhommes de notre cité de Bayonne et leurs hoirs aient à perpétuité la susdite commune, ainsi comme il est dit. Sont témoins, Guillaume comte de Warenne, Guillaume Bruyère, Savari de Mauléon, Garin fils de sire Géraud, Guillaume d'Harcourt, Jean de Bassingbourn, Jean fils de Hugues, Foulques de Bréauté. Donné par la main de maître Richard de Marreys, notre chancelier, au Temple neuf, à Londres, le 19e jour d'avril et la 16e année de notre règne (*19 avril 1215*).

est l'Establimenz de la commune de Roam.

Etablissements de la commune de Rouen.

. Si au convent a faire lo
re en la cité de Roam, li cent

1. Lorsqu'il faudra faire un maire à Rouen, les cent qui sont

TEXTE LATIN	TEXTE PROVENÇAL
constituti sunt, eligent tres proborum hominum civitatis quos domino regi presentabunt, ut de quo illi placuerit majorem faciat.	pars eslieran III. prodomes de la biele, los quaus presenteran a nostre seinhor lo rey qui de quau a luys plague fasse maire.
[1] sive in Falesia. (C.) — sive in Phalesia. (B.)	
2. De centum vero paribus[1] eligentur viginti quatuor, assensu	2. Dels cent davant diits pars seran esliits XXIIII., per consen-

1. Cette disposition a sans doute été la source de l'article 1 de l'Ord., de 1256, réglant la nomination des maires en Normandie : « Crastino beatorum Simonis et » Jude (*29 oct.*), major qui illo anno fuerit simul cum aliis probis hominibus ville » eligant tres probos homines, qui tres homines presententur nobis in octabis » S. Martini (*11 nov.*) sequentis apud Parisius. De quibus tribus probis hominibus » nos trademus unum ville in majorem. » (*Ord.*, t. I, p. 83.) Une Ordonn. quelque peu postérieure étendit cette disposition à toute la France. — LA ROCHELLE, 1407. «Selon qu'il est escript et contenu ou *Livre noir*, ou premier folio des *Establimans* de » la ville et commune, escript en latin, les cent pairs qui sont constituez et ordonnez » pour le gouvernement d'icelle, doibvent eslire, chascun an, trois prudhommes de » ladicte ville et iceulx presenter au roy, nostre sire, desquelz il prendra et fera maire » celuy qui lui plaira. » (Extrait rapporté d'ap. Galland par Jourdan, *Mém. cit.*, p. 126). — SAINT-JEAN-D'ANGÉLY et ANGOULÊME. 1373-1374, mars. « S'ensuit la forme » et maniere de l'élection du maire. Et premierement que chascun an le dimenche » devant Pasques fleuries, que l'on chante en saincte Eglise *Judica me* (*Dimanche* » *de la Passion*) le maire ycelli jour par le commandement qu'il faict a ses sergens, » fait sonner a prime haulte le grand sain de la commune bien lalant d'une lieue, et » le sain sonnant, tous les eschevins, conseilliers et pers de la commune viennent en » eschevinage, et quant le sain est achevé de sonner, le maire, les échevins, con- » seilliers et pers s'en vont oudit eschevinage en leur lieu secretaire et illecques assis » ainsi que les sieges le portent, c'est assavoir le maire en son siege, les eschevins » au plus pres de luy et les conseilliers empres et les pers en leur ordinaire, le » soubz-maire devant le maire ou millieu de touz. Et convient en droit nombre » pour faire maire : premierement, le maire, douze eschevins, douze conseilliers, le » soubz-maire, et le demourant en pers jusques au nombre en touz de cent. Et ceulx » cent ainsi assemblez, le maire estant celui jour en son siege, prent le papier de la » commune, ou sont touz les noms dudict nombre de cent, et devise a touz la maniere » de constituer le maire, qui se peut faire en troiz manieres. La premiere pour la » voix du Saint Esperit ; c'est-a-dire que s'il y a aulcun proudomme qui de la volenté » Dieu et de son esmouvement dit : *Beaus seigneurs, s'il vous sembloit a tous que* » *bien soit, le Saint Esperit m'a donné en volenté de vous nommer troiz personnes,* » *pour estre des troiz l'un maire, c'est assavoir tel, tel et tel ; et si aiez aviz sur* » *cecy et s'il qret a touz, plezet le vous savoir.* Si alors, de la volenté Dieu n'y a nul » contredisant, ceulz troiz demouront pour esleuz et seront presentés cellui jour » par le maire au seneschal ou a son lieutenant pour prendre des troiz cellui qui » lui plaira. *Item*, la seconde maniere de faire l'esleccion est par voye de scrutine : » c'est asavoir que chascun an deviset troiz, telx comme bon lui semblera ; et a les

TEXTE FRANÇAIS	TRADUCTION
per qui sunt establi esliront treys daus prodeshomes de la cité et les presenteront au roy, que de celuy qui a luys plague fasse mayre.	constitués pairs éliront trois prudhommes de la cité qu'ils présenteront au roi, qui nommera maire celui d'entre eux qu'il choisira.
2. Et da cent pers davant diz esliront liditz cent per vint et	2. Parmi les cent pairs, vingt-quatre seront élus du consentement

» mectre en escript, ainsy comme chascun les deviset, sont tant seulement le maire » qui encore est et le maire qui a esté l'année paravant et le soubz-maire tant » seulement, et sont en un lieu privé ou n'a ame fors que eulx ; et viennent a eulx » illecques l'un apres l'autre.; et quant chascun en a dit sa volenté et il est mis » par escript, les diz maire qui encore est, et le maire qui a esté avant lui et le » soubz-maire regardent leur escript bien et diligemment ; et ceulx troiz a qui il » ont donné plus de voix, ilz prennent ceulx trois noms et rompent alors l'escript » que il ont faict afin que nulz ne puisse avoir aigne ; et ce fait s'en vien- » nent arrieres en leurs sieges et reprent adoncques le maire le parler en disant : » *Beaux seigneurs, nous avons eleccion, loué soit Dieux: c'est assavoir tel, tel et* » *tel*. Et ce fait, encontinent celui mesme jour sont presentés au seneschal ou a » son lieutenant pour prendre celluy qui allui plaira, si comme dessus est dict. *Item*, » la tierce maniere de faire eleccion est par voye de compromis ; c'est-a-dire que » le maire prent ledit papier de la commune et l'ouvre et regarde les noms des pers » et d'iceulx pers en prent quatre telz comme ilz lui vient a plaisir et ceulx quatre » viennent devant lui et lui font serement sur les sains Evvangiles nostre seigneur » que bien et loyaulment il nommeront et ordeneront troiz bons hommes souffisans » pourquoy l'un puisse estre maire ; et ce fait, ces iiij vont en un lieu secret » de l'esclavinage ou il n'a ames mes eulx, et portent avecques eulx ledit » papier et es douze qui sont conseillers, il en prennent deux telz comme bon » leur semble et les viennent nommer au maire et le maire les prent et les fait » venir a soy et leur fait faire le serment comme aus autres iiij ; et ce fait, les » iiij pers et les ij conseillers s'en vont au lieu ou lesdiz pers estoient partiz » et quant il sont touz six ensemble, il prennent le papier derechef et » regardent les douze eschevins et d'iceulx en prennent deux, non mie de ceulx » qui pourroyent cheoir en election, maiz des aultres et viennent nommer au » maire ceulx deux eschevins, et le maire les fait lever et leur fait faire le » serment comme aux autres et s'en vont au lieu ou les autres six sont ; et quant » touz les huit sont assemblez, ilz regardent pour le proufit de tout le commun et » de la ville troiz bons hommes pourquoy l'un des iij soit maire; et quant ils » sont touz a un accort, il apportent et nomment au maire en presence de touz, » les iij que il ont esleuz, et tantost ce fait, cellui mesmes jour, le maire les va » presenter au seneschal ou a son lieutenant par la maniere que dit est. » (*Arch. nat.*, JJ. 105, n° 418). Le même mode d'élection a été employé à Limoges, voy. *Registres consulaires de Limoges*, t. I, p. 45. Cf. *Decret Greg.*, IX, lib. I, tit. VI, cap. XLII et *La vie et passion de mgr. S. Didier par Guillaume Flamang* (mystère de 1482) publ. par Carnandet., p. 15.

TEXTE LATIN

centum parium, qui singulis annis removebuntur; quorum duodecim eschevini vocabuntur, et alii duodecim, consultores. Isti viginti quatuor, in principio sui anni, jurabunt se servaturos jura sancte ecclesie et fidelitatem domini regis atque justiciam, quod et ipsi recte judicabunt secundum suam conscienciam[2], quod et si quid major[3] celari preceperit, celabunt. Hoc quicunque detexerit, a suo officio deponetur et in communie misericordia remanebit.

[1] predictis paribus (B et C). — [2] conscientiam suam (C), conscienciam suam (B). — [3] major forte (C).

TEXTE PROVENÇAL

timent dels c. pars, qui a cascun an seran mudats; dous quaus los xii. seran aperads esquevins, eus autz xii., cosseilhedors. Aquetz xxiiii. jureran, en lo comensament de lor an, que garderan les dreituries de sante glizie e le fideutat de nostre seinhor lo rey e justizie, e que dret judgeran segon lor consciencie, e que celerant so que lo maire los manera celar; e qui ag descobrira en paulre, sera despauzat de son offici e armaira en le merce de le comunie.

3. Major vero et duodecim eschevini convenient bis quaque ebdomada pro civitatis negociis[1]; et si in aliquo agendo dubitave-

3. Lo mayre els esquevins s'amasseran dues vedz cascune sedmane per le coite de la biele; e si dopteran aucue cauze, apere-

2. La Rochelle, 1407. « Selon qu'il est escript ou *Livre noir*, ou second article » de l'Establissement de lad. ville, des cent pairs d'icelle ville doibvent estre elus » xxiv du consentement et volonté des pairs, desquels xxiv, les douze seront » appelez eschevins et les autres douze conseillers, et seront muez chascun an; » c'est assavoir que ceux qui seront eschevins seront conseillers en l'aultre an » suivant et *e converso*. » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 131.) Comme on le voit par cette citation, à La Rochelle les vingt-quatre étaient nommés à vie et le seul changement annuel était une espèce de roulement entre les échevins et les conseillers. — Saint-Jean-d'Angély et Angoulême, 1373-1374 mars. «..... Et lors le maire qui » maintenant est prent par la main le maire qui avoit esté et lui fait faire sere- » ment en telle maniere qu'il lui promet loyalment faire durant son temps office » d'eschevin, c'est-a-dire que il jugera bien et loyalment en son absence : pour

TEXTE FRANÇAIS

8. Si li maires e li esquevin se seent en l'esquevinage, e aucuns daus jurez dit vilanie a l'autre en la presence et en l'audience dau mayor e daus esquevins, il ert en la merci dau mayor e daus esquevins et sera puniz segont la grandor dau medit et segont ceu que il est acostumé de mesdire.

TRADUCTION

8. Si le maire et les échevins siègent en échevinage et que quelqu'un[1] dise des injures à un autre en pleine audience, il sera à la merci du maire et des échevins qui apprécieront la gravité du délit et les conditions de récidive.

[1] *Aliquis*, je crois qu'il s'agit plutôt ici du public, des plaideurs, que des échevins.

9. Si li mayres trespasse l'Establiment de la commune, il ert par les esquevins puniz a double paine que seret un daus esquevins se il trespassoit, se il n'a aperte desacusance, quar de luy deit estre pris esemple de dreiture et de egauté et de guarder les Establimentz.

9. Si le maire viole les Etablissements de la commune[1], sa condamnation sera le double de celle qui frapperait un échevin, car il doit donner l'exemple de l'observation du droit et de l'équité et du maintien des Etablissements.

[1] Il ne s'agit pas ici d'attentat contre la commune, mais seulement de non-observation des règlements ou plutôt des Etablissements. Le texte français, qui paraphrase un peu, ajoute que le maire sera jugé par les échevins et admet la possibilité d'excuse légitime.

10. Si ol avent que aucuns conoichet aucune choze dau son sur larron ou faussoner pris ou convencu a Roan, et il puche mostrer par leau garentage de ses veysins la choze estre soe, elle li ert ren-

10. Si quelqu'un retrouve quelque chose qui lui appartienne sur un voleur ou sur un faussaire arrêté et convaincu à Rouen, et qu'il puisse prouver par loyal témoignage de ses voisins qu'il est

» deu cap,..... quent lo contrari fera, sera punit per lo conseilh per doble pene » que sons justiciables deuren estar, si faren lo semblable. » (Arch. mun. de Bayonne, AA 3, fol. 214). — La Rochelle. xve siècle. » *Item*, selon led. *Livre noir* » et aud. Establimant, se Monseigneur le maire ou aucun des eschevins outre- » passent, transgressent ou font contre les institutions, ordonnances et Establimans » de la commune, ou contre aucun d'iceulx, [seront condamnés] au duple de » pugnition et d'amende que seroit ung autre bourgeois de lad. commune, et » reputez pour manifestes parjures, pour ce que ils doibvent estre l'exemple » (*alias* la lumiere) des autres et sont constituez principalement pour punir les » delinquans contre lesd. statuts et ordonnances. » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 148.)

TEXTE LATIN

centum parium, qui singulis annis removebuntur; quorum duodecim eschevini vocabuntur, et alii duodecim, consultores. Isti viginti quatuor, in principio sui anni, jurabunt se servaturos jura sancte ecclesie et fidelitatem domini regis atque justiciam, quod et ipsi recte judicabunt secundum suam conscienciam[2], quod et si quid major[3] celari preceperit, celabunt. Hoc quicunque detexerit, a suo officio deponetur et in communie misericordia remanebit.

[1] predictis paribus (B et C). — [2] conscientiam suam (C), conscienciam suam (B). — [3] major forte (C).

TEXTE PROVENÇAL

timent dels c. pars, qui a cascun an seran mudats; dous quaus los XII. seran aperads esquevins, eus autz XII., cosseilhedors. Aquetz XXIIII. jureran, en lo comensament de lor an, que garderan les dreituries de sante glizie e le fideutat de nostre seinhor lo rey e justizie, e que dret judgeran segon lor consciencie, e que celerant so que lo maire los manera celar; e qui ag descobrira en paulre, sera despauzat de son offici e armaira en le merce de le comunie.

3. Major vero et duodecim eschevini convenient bis quaque ebdomada pro civitatis negociis[1]; et si in aliquo agendo dubitave-

3. Lo mayre els esquevins s'amasseran dues vedz cascune sedmane per le coite de la biele; e si dopteran aucue cauze, apere-

2. La Rochelle, 1407. « Selon qu'il est escript ou *Livre noir*, ou second article » de l'Establissement de lad. ville, des cent pairs d'icelle ville doibvent estre elus » XXIV du consentement et volonté des pairs, desquels XXIV, les douze seront » appelez eschevins et les autres douze conseillers, et seront muez chascun an; » c'est assavoir que ceux qui seront eschevins seront conseillers en l'aultre an » suivant et *e converso.* » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 131.) Comme on le voit par cette citation, à La Rochelle les vingt-quatre étaient nommés à vie et le seul changement annuel était une espèce de roulement entre les échevins et les conseillers. — Saint-Jean-d'Angély et Angoulême, 1373-1374 mars. «..... Et lors le maire qui » maintenant est prent par la main le maire qui avoit esté et lui fait faire sere- » ment en telle maniere qu'il lui promet loyalment faire durant son temps office » d'eschevin, c'est-a-dire que il jugera bien et loyalment en son absence : pour

en seront chacun an
quaus seront establi
evin et doze conseiller.
et quatre jureront ou
nent de lor année que
nt les dreistures de
ze et la feauté et la
ou rey et que il juge-
ire segont leur escient.
ayres lor commandet
oze a celer, il la cele-
lz qui ou revelera sera
son office et sera en la
mayor et daus esque-
a commune.

des cent pairs[1]; ces vingt-quatre seront changés chaque année; douze d'entre eux seront nommés échevins et les douze autres conseillers. Ces vingt-quatre, au début de leur année, jureront de maintenir les droits de la sainte église, de garder fidélité au roi et de maintenir sa justice[2]; ils jureront aussi de bien juger eux-mêmes selon leur conscience, et si le maire leur confie un secret, ils le garderont; et si l'un d'eux le révèle, il sera révoqué de son office et mis à la merci de la commune.

[1] Quoique le texte prête à l'équivoque, c'étaient bien les cent pairs qui étaient les électeurs des vingt-quatre jurés. C'est ainsi que l'ont entendu le traducteur d'Oléron et tous les commentateurs. — [2] Contre l'opinion des éditeurs des Ordonn. et de M. Jourdan, je pense que *Justiciam* désigne la justice du roi et non celle que doivent exercer les magistrats qui prêtent serment. Le traducteur d'Oléron semble l'avoir interprété ainsi.

yres et li douze esque-
ssembleront chascune
ez fez por les negoyces
; et si il doptent en

3. Le maire et les douze échevins se réuniront deux fois par semaine pour les affaires de la ville, et s'ils hésitent en quelque affaire,

z les eschevins peuent juger en l'absence du maire; et aussi que il
eront bien et loyalment. Et ainsi jusques au nombre de douze esche-
it serement, et empres ce douze conseillers, en telle maniere que il pro-
jurent le conseiller bien et loyalment. » (*Arch. nat.*, JJ. 105, n° 418.)
E, 1296. Cf. pièces justif. XI, art. 8 et 9. — LA ROCHELLE, XV° siècle.
es eschevins et conseillers qu'ilz seront assemblez en l'eschevinage
hascune semaine avec led. M. le maire pour les negoces de la ville;
oir chascun samedy, dedans heure de prime, et les pairs chascun sa-
uinzaine pour faire conclusion de ce que lesd. M. le maire, eschevins et
auront traicté leurd. jour pour lesd. negoces du commung. » (Jourdan,
p. 131). — SAINT-JEAN D'ANGELY ET ANGOULÊME, 1373-1374, mars.
iz les moys une foiz le maire, eschevins et conseillers et pers se

TEXTE LATIN

rint, de duodecim consultoribus quos[2] voluerint convocabunt, super hoc concilio fruituri[3]. Et duodecim consultores cum majore et eschevinis quoquo[4] sabbato simul erunt; et quaque quindena, die sabbati, similiter omnes centum pares.

[1] vel castelli Falesie negotiis (C). — [2] quot (B). — [3] convocabunt, eorum consilio super hoc fruituri (C). — convocabunt eorum consilio fruituri (B). — [4] quoque (C).

4. Quicunque vero predictorum omnium[1] ad dies, ut predictum est, sibi constitutos, antequam prima cantetur, sine submonicione[2], cum aliis non affuerit paribus, si sit eschevinus, paccabit[3] quinque solidos ad negocia[4] civitatis Rothomagi[5], et consultor absens, tres solidos, et si de aliis paribus, duos solidos[6], nisi idoneam excusacionem[7] die precedenti majori notam fecerit. Et quicumque predictorum, sine licentia majoris, abierit de congregacione[8] aliorum, tantumdem paccabit[9] quantum ei paccare[10] statutum est si ad horam prime non venisset. Et si major aliquando aliquibus istorum eguerit predictorum[11], tunc si quis eorum ad ejus mandatum et submonicionem[12] non venerit, preconstitutam sibi emendacionem[13] paccabit[14], nisi apertam excusaci[onem ostenderit][15].

[1] omnium predictorum (B et C). —

TEXTE PROVENÇAL

ran dels XII. cosselhedors se voleran, e sob so aura cosseilh. Els XII. cosselhed(lo maire e ab los esquevins ensemps cascun dissapte; los c. pars autressi, cascue zeie, au dissapte, sien enser lor.

4. Quauque de totz los d diitz no sera, seis amoneste ab los autres pars, aus dies son establitz, cum diit es d: avans que le prime sie canta es esquevin, paguera V. ss. coites de le biele; el cosel qui no i sera, III. ss.; e dous : pars, II. ss., si combien excu: no affeite conneisser lo dava au maire. E quals qui dels d diitz s'en ira, sens licence maire, de l'asemblement ·autres, autretant paguera establit es de pagar, si ad c prime no fos bincud. Et maire aucue vedz ah obs a dous davant diitz, si la betz : de lor no bin a son mant e semoiment, paguera l'a qu'il es establide, si no n uberte teis.

» doibvent assembler en leurs esclavinage pour les afaire de la ville et com
» et tenir leur mezée empres le sain de la commune sonné; et de tout ce

TEXTE FRANÇAIS

ıne choze faire, il apeleront y ou ceaus qu'il voudront des conseillers et useront sus cele :e a lor conseil. E li xii. coner seront assemblé ob lo or et ob les esquevins chas- : quinzaine lou semadi, et tuit ınt per.

E quicumque daus davant esquevins e conseillers et pers endra au davant dit jor avant prime seit chantée, sanz mo- ›n, ob les autres esquevins et eillers, si il est esquevins, il ra V. s. aus affaires de la cité; conseillers qui ne seit pas ı ville, il paiera III. s. et si ›ers, II. s., si il, a aucun jor .t, ne a dit au maior raizo- e escusacion par quei il ne i :et estre. E quicumques daus .nt diz s'en ira, sans congé dau ›r, de l'assemblé daus autres, :a autant comme il paieret se : veneit a l'ore de prime. E si ıyres aucune fet a mestier de n de eos, adonques si au- de eos ne vent a son man- ›nt, il paiera l'avant dite , se il ne mostre aperte excu- ›n.

TRADUCTION

ils appelleront ceux des douze conseillers qu'ils voudront, pour avoir leur avis. Les douze conseillers se réuniront chaque samedi avec le maire et les douze échevins ; et de même chaque quinzaine le samedi, tous les cent pairs [1].

[1] Le texte d'Oléron ne connaît que deux sortes de réunions, celle de l'échevinage deux fois par semaine et la réunion plénière de quinzaine.

4. Quiconque des susdits ne viendra pas aux réunions les jours susindiqués, avant prime chantée, sans convocation préalable, avec les autres pairs, paiera, s'il est échevin, cinq sous au profit de la ville de Rouen. Le conseiller absent paiera trois sous, et l'un des autres pairs, deux sous, à moins que la veille le maire n'ait reçu excuse valable. Quiconque des susdits quittera l'assemblée sans permission du maire paiera la même amende que s'il n'était pas venu à l'heure de prime. Et si parfois le maire a besoin de quelques-uns d'entre eux, si l'un d'eux ne se rend pas à son ordre et à sa convocation, il paiera l'amende établie, à moins qu'il ne produise excuse valable.

ont l'advis et la oppinion de chascun il se doivent tenir a la plus saine tie et le mettre par escript en leur papier. » (*Arch. nat.*, JJ 105, nº 418.)

TEXTE LATIN

[3] submonitione (C). — [3] pagabit (C), pacabit (B). — [4] negotia (C). — [5] vel castelli Falesie (C), vel castelli Phalesie (B). — [6] etsi de aliis paribus. Et solidos (*sic* C). — [7] ydoneam excusationem (C). — [8] congregatione (C). — [9] pagabit (C), pacabit (B). — [10] *Idem* (B et C). — [11] istorum predictorum aliquibus eguerit (B et C). — [12] summonitionem (C). — [13] emendationem (C). — [14] pagabit (C), pacabit (B). — [15] B et C.

5. [Si] [1] quis duodecim eschevinorum in Angliam sive in regionem longinquam vel peregrinacionem [2] abire voluerit, licenciam [3] accipiet a majore et aliis eschevinis, quando erunt sabbato congregati, et ipsi statim communiter eligent [4] quem in loco [5] ejus statuant, donec repatriet.

[1] B et C. — [2] peregrinationem (C). — [3] licentiam (C). — [4] eligent ibi (C). — [5] quem loco (C).

6. Si major et escheveni sederint in eschevinagio, et, loquente majore, aliquis verba ejus interruperit, vel aliquem, quem major auscultari [1] velit, disturbaverit, major ei tacere precipiet, et si postea turbaverit memoriam ejus qui loqui debet, mox paccabit [2] duodecim [3] denarios, si sit de jura-

TEXTE PROVENÇAL

5. Si aucun dels XII. esqu
volera anar en Angleterre,
autre terre loinhau, o in per
nadge, prenera lezer del ma
dels autres esquevins, quant
aiustadz au dissapte; e id
aqui comunaumens eslieran a
que establisquen en log de
trou que tornie.

6. Sil maire els esquevins s
en esquevinadge, quant lo
parlera si aucun l'enteromper
palauras, o desputera aucun
queu maire volera que sie e
tat, lo maire lo manera carar
despuis destorbera le me
d'aquet qui parlar deu, ade
guera XII. dies, si es dels j

4. BAYONNE, 1296. Cf. pièces justif., XI, art. 12. — LA ROCHELLE, XVe
« Quiconque des dessus nommez ne sera aux jours ainsy establis, dans le
» de l'expédition des causes, sans semonces ne estre tremis querir, s'il est escl
» ou conseiller, il paiera cinq sols, et s'il est pair, deux sols six deniers aux n
» de la ville, s'ils ne montrent excusacion ou exoine raisonnable ; et quic
» des dessus nommez se destira de la congregation ou de son lieu jusqu'a c
» la conclusion du conseil soit faicte, sans licence du maire, il payera
» que s'il n'estoit venu dedans le temps dessus dict. Et si led. M. le m
» aucune fois besoin des dessus nommés ou d'aulcun d'eux et s'il [ne] vient

TEXTE FRANÇAIS

TRADUCTION

Si aucuns daus XII. esquevins
ler en Angleterre ou en autre
ais, il deit prendre congé dau
e daus esquevins, quant il
lo samadi assemblé; et il
ues esliront communaument
que il establiront en luec de
uques il seit venuz.

5. Si l'un des douze échevins veut aller en Angleterre ou dans un pays éloigné ou en pélerinage, il en demandera l'autorisation au maire et aux autres échevins, le samedi, quand ils seront assemblés, et ceux-ci aussitôt choisiront d'un commun accord quelqu'un pour le remplacer jusqu'à son retour.

6. Lorsque le maire et les échevins siègent en échevinage et que le maire parle, si quelqu'un l'interrompt ou trouble celui auquel le maire a donné la parole, le maire lui ordonnera de se taire, et si ensuite il trouble de nouveau les idées de celui qui doit parler, il paiera, si c'est un des jurés de la com-

idement, il payera lesd. amandes, s'il n'a exoine ou excusation raisonable. »
lan, *Mém. cit.*, p. 136.)

Bayonne, 1296. Cf. pièces justif. XI, art. 15. — La Rochelle, XVe siècle.
on qu'il est escript ou *Livre noir*, sy aulcuns des douze eschevins veulent
r hors du pays en lointaines parties ou en pelerinage, il doibt prendre congé
icence de monseigneur le maire et des autres eschevins, a ung sabmedy
ls seront assemblez ou le leur faire assavoir. Lesquelz eschevins esliront
ung des pairs, qui exercera l'office d'eschevin tant que led. eschevin sera
ent. » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 138.)

TEXTE LATIN

in communie, quorum octo[4] erunt in usu[5] civitatis Rothomagi[6], et quatuor habebunt clerici et servientes.

[1] ascultari (C). — [2] pagabit (C). — [3] XIIcim (C). — [4] octo *manque* (B). — [5] in usus (B et C). — [6] vel castelli Falesie (C), Phalesie (B).

TEXTE PROVENÇAL

de le comunie; e seran ne los VIII. dies au profit de la biele, eus IIII. dies auran ne los clerxs els serbens dou maire.

7. Si quis eschevinorum, consultorum seu aliorum parium, diebus sibi constitutis, postquam pro recto faciendo cum aliis sederint[1], sine[2] majoris licencia[3], sedem suam consiliandi causa reliquerit[4], paccabit[5] duodecim[6] denarios, octo scilicet urbis Rothomagi[7] proficuo et quatuor[8] clericis et servientibus.

[1] sederit (C). — [2] si sine (C). — [3] licentia (C). — [4] relinquerit (B). — [5] pagabit (C). — [6] XIIcim (B). — [7] vel castelli Falesie (C). — [8] denarios, si sit de juratis communie, quorum octo erunt in usu civitatis Rothomagi vel castelli Phalesie et quatuor (B).

7. Si alcuns dels esquevins e dels cosseilhedors o deus autres pars, en lors dies establitz, posque per dret far sera assetiat ab los autz, lachera son seti per cosseilhar sans lezer dou maire, paguera XII dies, los VIII. au profit de le biele eus quate aus clerxs e aus sirbens.

6. Bayonne. Fin du xiiie siècle. « 1. Si lo maire e conseilh, sedens en tribunal e » fasens dret a les partides, es interromput de son parlar o no es escoutat u obedit » mandan scilenci, tau interrompedor e desobedient sera mes en preson e paguera » cent solz Guians, applicquedeys, le mitad a le vile, e l'autre mitad sera repartide » aus sergens e au greffier et procuredor de la ciutat. — 2. *Item*, e si augun en » judgement fey aucun exces, com es injuria ung abocat o partide a l'autre, o » jura, o blasfemma, sera mes en preson per estar punit a l'arbitre deudit maire » e conseilh. — 3. *Item*, e si augun interrom le opinion e parlar deu maire, son » loctenent, clerc ordinari, esclevin, jurat o vingt quoate, o jurera lo nom de Diu » o mentavera maligne esprit, paguera l'amende de vingt solz tornes per chacune » regade, avans que sailhi deu conseilh, applicquedeyre aus aflars de le ciutat. — » 4. *Item*, e si los deu segrement deu conseilh injurie autre verbaument o reau» ment qui sie deu conseilh, sera punit per los medichs deu conseilh, segretement » chens aver recours a autre judgement ni en autre part. — 5. *Item*, es estat establi » que les gens deu conseilh no sailhin deus setis ne de le crampe chens le congi » deudit maire o son loctenent, sus le peine appliquedeyre come desus. » (Arch. mun. de Bayonne, AA. 3, fol. 117.) — La Rochelle, 1209. « Selon ce qu'il es » escript ou livre de la mairie de sire P. Aimery, l'an M. CC. IX. un appel

mune, douze deniers, dont huit au profit de la ville de Rouen et quatre aux clercs et sergents.

7. Si l'un des échevins, conseillers ou pairs siègeant avec les autres, aux jours déterminés, pour faire droit, quitte sa place sans autorisation du maire pour conseiller[1], il paiera douze deniers dont huit seront attribués à la ville de Rouen et quatre aux clercs et sergents.

[1] *Consiliandi causa :* aucun des anciens traducteurs n'a expliqué cette expression. La Terraudière traduit : pour causer, pour opiner; Balasque : pour conseiller l'une des parties.

» Lucas de Roches, pair et du college, pour ce que luy estant au conseil en l'esche-
» vinage, apres ce qu'il eust faict plusieurs clameurs et empeschements aud.
» conseil, admonesté par trois fois par led. maire qu'il se teust, dont il fut refusant
» et dict aud. maire plusieurs paroles arrogantes, sans luy porter reverence ne
» aud. college, fut led. Lucas en lad. mairie, privé dud. college a jamais et constitué
» en l'amende envers la ville ; laquelle fut depuis taxée par led. college a dix marcs
» d'argent, pour les apporter aud. eschevinage le samedy prochain apres suivant. »
» (Galland, *Discours au roy*, p. 51.) — xv[e] siècle. Selon qu'il est escript ou *Livre noir*
» en l'Establimant de la commune, quand Monseigneur le maire et les cent pairs
» seront assemblez au conseil, se aulcun d'eux interrompt led. maire quand
» il parlera, ou aultre qu'il aura commandé estre ouy et escouté, ledict Mon-
» seigneur le maire luy commandera de faire silence et qu'il se taise ; et sy apres
» ce, il destourbe celuy qui devra parler, il payera pour chascune foys deux sols
» six deniers tournois, desquels vingt deniers seront au proffict de la ville et dix
» deniers au clerc et au sergent de lad. ville. » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 141.) — Ces
dispositions furent renouvelées par un règlement du corps de ville, le 10 juillet 1566. (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 141.)

7. La Rochelle. xv[e] siècle. « Selon qu'il est escript ou *Livre noir* et aux Esta-

TEXTE LATIN

clamat, reddetur[4]; et latro vel falsonarius judicabitur per communiam et ponetur in pillorico[5], ut omnes eum[6] videant atque cognoscant, et si debet habere *merc*, fiet ei; et si forisfecerit[7] menbrum vel amplius, reus et castallus[8] tradentur justiciis domini regis ad faciendum de eo justiciam.

[1] intertiare aliquid (C). — [2] interciare de suo aliquid (B). — [3] vel castello Falesie (C), Phalesie (B). — [4] reddetur ei (B et C). — [5] pilorio (C), pillorio (B). — [6] eum omnes (B. et C). — [7] forifecerit (C). — [8] catellus ejus (C).

11. Si juratus communie juratum suum occiderit, et fugitivus vel convictus inde fuerit, domus sua prosternetur et ipse reus cum castallis[1] suis tradetur justiciis domini regis, si poterit teneri.

[1] catallis (B et C).

12. Si juratus juratum menbro aliquo debilitaverit, placitum inde et emendacio[1] erit domini regis et ipse reus in misericordia communie remanebit, eo quod juratum suum menbro[2] debilitaverit.

[1] emendatio (C). — [2] menbro juratum suum (B et C).

13. Si quis sedicionem[1] in urbe Rothomagi[2] fecerit, et duo de viginti quatuor juratis hoc viderint,

TEXTE PROVENÇAL

sera; eu lairon eu faussari sera judiat per le comunie, e sera pauzat en lo pidloric, que totz lo veien eu coneguen; e si deu aver seinhau, que l'aura. E se a forfeit menbre o autre cause plus, lo coupau e son captau seran livradz a le justizie del rey a far de luy justizie.

11. Si jurad de le communie aucidera son jurat, eu sera faidiu o pravat, sera sa maison darrocade e medis lo coupau sera livrat, ab sons captaus, a les justizies del rey, si pot estar tincut.

12. Si jurad afreblezira son jurad d'aucun menbre, lo pleit et l'amende d'aquero sera de nostre seinhor lo rey, e ed medis armaira en merce de la comunie, per so car son jurad aura afreblezit de son menbre.

13. Si aucun fera discension de barailhe en le biele, e dus dous XXIIII. juradz veiran asso e au-

13. La Rochelle. xv[e] siècle. « Que si aucun fait sedition en lad. ville et deux » des vingt-quatre eschevins et conseillers le voient ou oyent confesser aud. » forfaiteur, par le tesmoignage desd. deux eschevins ou conseillers et par leur

TEXTE FRANÇAIS

8. Si li maires e li esquevin se seent en l'esquevinage, e aucuns daus jurez dit vilanie a l'autre en la presence et en l'audience dau mayor e daus esquevins, il ert en la merci dau mayor e daus esquevins et sera puniz segont la grandor dau medit et segont ceu que il est acostumé de mesdire.

9. Si li mayres trespasse l'Establiment de la commune, il ert par les esquevins puniz a double paine que seret un daus esquevins se il trespassoit, se il n'a aperte desacusance, quar de luy deit estre pris esemple de dreiture et de egauté et de guarder les Establimentz.

10. Si ol avent que aucuns conoichet aucune choze dau son sur larron ou faussoner pris ou convencu a Roan, et il puche mostrer par leau garentage de ses veysins la choze estre soe, elle li ert ren-

TRADUCTION

8. Si le maire et les échevins siègent en échevinage et que quelqu'un[1] dise des injures à un autre en pleine audience, il sera à la merci du maire et des échevins qui apprécieront la gravité du délit et les conditions de récidive.

[1] *Aliquis*, je crois qu'il s'agit plutôt ici du public, des plaideurs, que des échevins.

9. Si le maire viole les Etablissements de la commune[1], sa condamnation sera le double de celle qui frapperait un échevin, car il doit donner l'exemple de l'observation du droit et de l'équité et du maintien des Etablissements.

[1] Il ne s'agit pas ici d'attentat contre la commune, mais seulement de non-observation des règlements ou plutôt des Etablissements. Le texte français, qui paraphrase un peu, ajoute que le maire sera jugé par les échevins et admet la possibilité d'excuse légitime.

10. Si quelqu'un retrouve quelque chose qui lui appartienne sur un voleur ou sur un faussaire arrêté et convaincu à Rouen, et qu'il puisse prouver par loyal témoignage de ses voisins qu'il est

» deu cap,..... quent lo contrari fera, sera punit per lo conseilh per doble pene » que sons justiciables deuren estar, si faren lo semblable. » (Arch. mun. de Bayonne, AA 3, fol. 214). — LA ROCHELLE. XV[e] siècle. » *Item*, selon led. *Livre noir* » et aud. Establimant, se Monseigneur le maire ou aucun des eschevins outre- » passent, transgressent ou font contre les institutions, ordonnances et Establimans » de la commune, ou contre aucun d'iceulx, [seront condamnés] au duple de » pugnition et d'amende que seroit ung autre bourgeois de lad. commune, et » reputez pour manifestes parjures, pour ce que ils doibvent estre l'exemple » (*alias* la lumiere) des autres et sont constituez principalement pour punir les » delinquans contre lesd. statuts et ordonnances. » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 148.)

TEXTE LATIN

clamat, reddetur[4]; et latro vel falsonarius judicabitur per communiam et ponetur in pillorico[5], ut omnes eum[6] videant atque cognoscant, et si debet habere *merc*, fiet ei; et si forisfecerit[7] menbrum vel amplius, reus et castallus[8] tradentur justiciis domini regis ad faciendum de eo justiciam.

[1] intertiare aliquid (C). — [2] interciare de suo aliquid (B). — [3] vel castello Falesie (C), Phalesie (B). — [4] reddetur ei (B et C). — [5] pilorio (C), pillorio (B). — [6] eum omnes (B. et C). — [7] forifecerit (C). — [8] catellus ejus (C).

TEXTE PROVENÇAL

sera; eu lairon eu faussari sera judiat per le comunie, e sera pauzat en lo pidloric, que totz lo veien eu coneguen; e si deu aver seinhau, que l'aura. E se a forfeit menbre o autre cause plus, lo coupau e son captau seran livradz a le justizie del rey a far de luy justizie.

11. Si juratus communie juratum suum occiderit, et fugitivus vel convictus inde fuerit, domus sua prosternetur et ipse reus cum castallis[1] suis tradetur justiciis domini regis, si poterit teneri.

[1] catallis (B et C).

11. Si jurad de le communie aucidera son jurat, eu sera faidiu o pravat, sera sa maison darrocade e medis lo coupau sera livrat, ab sons captaus, a les justizies del rey, si pot estar tincut.

12. Si juratus juratum menbro aliquo debilitaverit, placitum inde et emendacio[1] erit domini regis et ipse reus in misericordia communie remanebit, eo quod juratum suum menbro[2] debilitaverit.

[1] emendatio (C). — [2] menbro juratum suum (B et C).

12. Si jurad afreblezira son jurad d'aucun menbre, lo pleit et l'amende d'aquero sera de nostre seinhor lo rey, e ed medis armaira en merce de la comunie, per so car son jurad aura afreblezit de son menbre.

13. Si quis sedicionem[1] in urbe Rothomagi[2] fecerit, et duo de viginti quatuor juratis hoc viderint,

13. Si aucun fera discension de barailhe en le biele, e dus dous XXIIII. juradz veiran asso e au-

13. La Rochelle. xv[e] siècle. « Que si aucun fait sedition en lad. ville et deux » des vingt-quatre eschevins et conseillers le voient ou oyent confesser aud. » forfaiteur, par le tesmoignage desd. deux eschevins ou conseillers et par leur

TEXTE FRANÇAIS

due, et li leres ou li faussoners sera mis ou pillori[1], si dreiz requert, que toz le veent et le conoichent; et se il deit aveir merci[2], il o aura. E si il a mesfait par quey il deiet perdre membre ou plus, il et ses chozes seront livrées a la justice lo rey, a faire dreit.

[1] Le traducteur a omis *judicabitur per communiam*. — [2] Le traducteur n'a pas compris *merc.*

TRADUCTION

propriétaire de ce qu'il réclame, il lui en sera fait restitution et le voleur ou le faussaire sera jugé par la commune et mis au pilori pour que tous le voient et le connaissent, et s'il doit subir la marque, qu'il soit marqué; s'il a forfait un membre ou plus, l'accusé et ses biens mobiliers seront livrés aux gens de justice du roi pour qu'il en soit fait justice.

11. *Quant jurez de commune ocist autre.* — Si li jurez de la commune ocist son juré et il en seit fuitis o convencuz, sa maison ert abatue et il et tuit si ben seront livrez aus justices lo reys, se il puet estre tenuz.

11. Si un juré de commune tue son cojuré, et s'il est ensuite fugitif ou convaincu, sa maison sera abattue, et s'il peut être pris, il sera livré avec ses biens meubles à la justice du roi.

12. Si aucun dau[s] jurez maagnet son autre de aucun de ses membres, ou en autre manere li ait li meffait, et il en seit convencuz, il remaindra en la merci dau mayor et daus esquevins, porce que il aura maagné son juré de son membre ou lo aura feru ou li aura tort fait.

12. Si un juré estropie de quelque membre son cojuré, le plaid et l'amende appartiendront au roi, et l'accusé lui-même sera à la merci de la commune, parce que ce sera son cojuré qu'il aura estropié.

13. Si aucuns fait traïson en la cité et duy daus XXIIII. en ayent veu ou oy, li traitres en sera

13. Si quelqu'un a fait une sédition dans la ville de Rouen et que deux des vingt-quatre jurés l'aient

» simple parole seront creux sans faire serment, pour ce qu'au commancement
» qu'ils furent faits eschevins ils jurerent de dire verité de ce qu'ils sçavoient et
» qu'ils auroient veu et ouy. » (Gallant, *Discours au roy...*, p. L.)

TEXTE LATIN

17. Si aliquis qui non sit[1] de communia forisfecerit[2] alicui jurato communie, mandabitur ei quod emendet forisfactum[3]; quod si contempserit, defendetur juratis[4] ne communicent ei[5] vendendo, neque credendo, nec emendo, nec hospitando, nisi dominus rex vel filius ejus adsint[6] Rothomagi[7] vel assisia; et si ille per hoc forisfactum[8] emendare noluerit, communia ostendet justiciis domini regis, et jurato suo auxiliabitur[9] rectum perquirere; et si quis juratorum contra prohibicionem[10] hanc fecerit, erit in misericordia majoris et eschevinorum.

[1] fuerit (C). — [2] forifecerit (C). — [3] forifactum (B et C). — [4] juratis communie (B). — [5] ei *manque* (C). — [6] assint (C), adsit (B). — [7] vel Falesie (C). — [8] forefactum (C). — [9] voluntarie et de jure auxiliabitur (B). — [10] prohibitionem (C), proibicionem (B).

TEXTE PROVENÇAL

17. Si aucuns hom, qui no sie de le comunie aura forfait ad augun jurat de le comunie, sera manat que emendi lo forfeit; si ed ag meinhs preze, deffenera hom aus juradz de le comunie que no comengien ab luys, en bener, ni en crompar, ni en prestar, ni en hostalar, si nostre seinhor lo rey o son filh no·es en Baione, o assise; o si ed no bou emendar lo forfeit, per so le comunie ag mustrera a les justizies del rey, e aiudera au jurad a domanar son dreit. Et se aucuns dous juradz fera contre quest debet, sera en merce dou maire et dous esquevins.

La plus récente que j'aie rencontrée est de 1745. Trois filles libertines sont condamnées à être exposées pendant une demi-heure, visages découverts et têtes rasées, dans la cage du pont Panecau, l'exposition devra être suivie de trois immersions dans la rivière et de leur expulsion de la ville (Ibid. FF. 210). Cf. t. I, p. 171. — OLERON. XIVe siècle. A Oleron cette peine n'était pas appliquée seulement aux femmes querelleuses ou débauchées, mais aussi aux juifs qui ne payaient pas le péage, ainsi qu'en témoigne le passage suivant de la coutume : « *Ceu est lou peage des juez.* — Chascuns juez et jueve non estant en Oleron, par » chascune fois que il venent en Oleiron devent de leur cheif iiij. d. do paage au » rey. E si la jueve est prainz, elle en deit viij. par sey et par l'enffant dau ventre. » Et dit hom que Guarners Chasteaus, quand il fut seneschaus d'Oleyron, juja » quant li jues ou la jueve s'en aloit ob lodit peaage (*sic*) il sereit qualez en la » mer une foyz par le gage daudit peage, et la jueve prainz i seit qualée does fez » par sey et por l'enffant. Quar por ceu que tout l'aver aus jues sont aus grans » seignors daus terres sor cuy il estout et ne sereit pas cortesie que on en preist » lor deners por gage, mas au meisme corz dau jues qui fait la malefaite encort » le demage. Et apele-t-hom qualer, que hom est estachet par desoz les aiseles ob » une fort corde et puys est gitez en la mer, et apres est traiz sus que ne muret. » (Bibl. Bodléienne, ms. Douce 227, p. 111.). — LA ROCHELLE. On y avait remplacé dès le début du XVe siècle la corde sous les aisselles par une corbeille (Voy. Jourdan, *Mém cit.*, p. 162, qui cite plusieurs textes). — Cette peine était des plus

TEXTE FRANÇAIS

ɔncuz par la simple parole de dous, par ceu seront creguz ɔur simple parole, car il jure-ou commencement de lor an direent verité de ce que vei-et oyreent. Si duy daus au-pers ou ayent veu ou oy, il en onvaincuz par lor sairement .us dous; et en ert conveincuz a merci dau mayor et dos ɛvins et amendera, a l'esgart mayor et daus esquevins, lo ıit, segont que il sera et segont l ert costumez de meffaire.

. Si aucun mesdit de convice un sur la cité, ou en rue ou aison ou en autre luec, il en conveincuz par dous garenz cent pers sans saicrement ou II. autres jurez ol saicre-[1]; et amandera par lo mayor r les esquevins le convice, se-que il ert et segont que il costumez de mesdire et de ce dit a son juré, remaindra ı merci dau maior et daus ɛvins. Et si cilz qui aura esté ngez n'a garenz daus cent ou daus autres jurez sa que-ɛera demenée segont la loy de rt.

traducteur ajoute ici l'alternative du ɡnage sous serment de deux bour-

imonis deus cent partz quiu serin credutz pou segrement que fen a l'entrade

TRADUCTION

vu; accusé, il sera convaincu par leur parole, les jurés étant crus sur leur simple parole, parce qu'au commencement de leur échevinage ils ont juré de dire la vérité sur ce qu'ils entendraient et verraient. Si deux des autres pairs l'ont vu, l'accusé sera convaincu par leur témoignage sous serment. Il sera à la merci du maire et des échevins et amendera son crime à leur appréciation, selon sa gravité et les conditions de récidive.

14. Si quelqu'un en injurie un autre dans la ville, soit dans une rue, soit dans une maison, il sera convaincu par le témoignage sans serment de deux des cents pairs, et amendera son injure à la merci du maire et des échevins, selon la gravité du délit et son habitude d'injurier. Si l'injurié n'a pas de témoins parmi les pairs, l'affaire sera jugée suivant la loi de la terre.

TEXTE LATIN

15. Si quis in pillorico[1] fuerit[2], non propter furtum set quia egerit[3] contra statutum communie aliquid[4], et aliquis ei exprobaverit[5] ut faciat ei verecundiam[6] coram conjuratis[7] vel coram aliis hominibus, paccabit[8] viginti solidos, quorum is[9] cui exprobracio[10] facta est habebit quinque solidos, et quindecim erunt ad negotia[11] civitatis Rothomagi[12]. Et si ille qui exprobraverit[13] non velit vel non possit pagare viginti solidos, ponetur in pillorico[14].

[1] pilorio (B et C). — [2] fuerat (C). — [3] aliquid egerit (C), egerit aliquid (B). — [4] aliquid *manque* (B et C). — [5] exprobraverit (C). — [6] verecondiam (C). — [7] juratis (B). — [8] pagabit (C), pacabit (B). — [9] his (B). — [10] exprobratio (C). — [11] negotia (C). — [12] vel castelli Falesie (C) — [13] exprobravit (C). — [14] pilorio (B et C).

TEXTE PROVENÇAL

15. Si aucun sera pauzat eu pitloric, no per lairois, mas car aura feit aucune cause encontre l'Establiment de le communie, e aucuns lac artreitera per queu fasse bergoinhe davant los juradz, o davant autres homis, paguera XX. ss., dous quaus, aquet a cui l'artreit es estat feit aura los V. ss., eus XV. ss. seran a les coites de le biele. E si aquet qui artreitat lac aura, no bou o no pot pagar los XX. ss., sera pauzat hin pitloric.

TEXTE LATIN

16. Si femina convincatur esse litigiosa vel[1] maledica, alligabitur fune subter ascellas[2], et ter in aquam proicietur; cui si quis vir exprobraverit, paccabit[3] decem solidos; si vero femina exprobraverit, decem solidos paccabit[4] vel in aquam proicietur[5].

[1] et (C). — [2] subtus assellas (C). — [3] pagabit (B et C). — [4] id. — [5] vel ter proicietur (C).

TEXTE PROVENÇAL

16. Si feme es pravade baraillhose o maudizent, sera ligade ab corde sodz les aicheres e sera getade tres vedz en l'aygue a turn. Si augun baron l'ag artreite, paguera X. ss., e si femne l'ag artreite, paguera X. ss., o sera getade III. vedz en l'aygue.

» deu lor offici. » — LA ROCHELLE. XV[e] siècle. « Que si aucun fait villenie ou » dommage a autre, en rue ou en maison, sans cause raisonnable, il doit estre » pris et mis en prison par le tesmoignage de deux des cent pairs, sans serment » qu'ils en soient tenus de faire, et l'amander a l'ordonnance du maire et des » eschevins selon le delict. Et si l'envillem (*sic*) n'a aucun tesmoin des cent pairs, » son action sera desduite selon la loy et la coustume du pays. » (Gallant, *Discours au roy*..., p. L.)

15. Cf. 36.

16. BAYONNE. XIII[e] siècle. « *Femme baralhose gita en l'aigue.* — Et es estat esta-

TEXTE FRANÇAIS

15[1]. Si aucuns ha esté mis ou pillori non pas par layrousin mais par autre choze que il ait essayé a fayre contre les Establimens de la commune, et aucuns luy reprochet par quey il li facet vergoigne davant les jurez ou davant autres homes, il paiera XX.s., daus quaus, cilz a qui aura esté diz li convices aura V. s., et li XV. s. seront au besoig de la vile. Et si cilz qui lo li aura reproché ne le veaut ou ne puet paier, il sera mis ou pillori.

[1] L'art. qui porte le n° 17 se trouve placé ici ; nous le rétablissons à son rang à cause de la concordance.

TRADUCTION

15. Si quelqu'un a été mis au pilori, non pour vol, mais pour infraction aux Etablissements de la commune[1] et que quelqu'un le lui reproche pour lui faire honte devant ses cojurés ou devant d'autres hommes, celui-ci paiera vingt sous, dont l'injurié aura cinq sous et dont quinze seront attribués à la ville. Et si celui qui a injurié ne veut ou ne peut payer les vingt sous, il sera mis au pilori.

[1] Je suis porté à croire qu'ici encore il ne s'agit pas d'un attentat contre la commune, toujours si sévèrement puni, mais d'une simple contravention, d'un délit moins grave qu'un vol.

16. Si feme est conveincue d'estre lenzogé ou mesdisanz, ele sera liée ob une corde soz les aysseles et sera gitée par III. fez en l'aigue; et si aucuns lo y reprochet, cilz paiera X. s., et si fame lo y reproche, ele paiera X. s. ou sera colée III. fez en l'aigue; e cis X. s. sunt au besoig de la cité.

16. La femme convaincue d'être querelleuse ou médisante sera attachée par une corde sous les aisselles et trois fois plongée dans l'eau ; si un homme le lui reproche il paiera dix sous, si c'est une femme, elle paiera dix sous ou sera plongée dans l'eau.

» blit par los qui dessus, que tote fempne barailhose et arriotose u acostumade de » estar condempnade, per clains contre ere feytz de maubatz et injurios parlas, » sera condempnade a estar ligat ab cordes jus les yscheres et messe en le cange » de fer et gectade tres vegades en l'aigue publicquement; et si d'aqui en la fey » lo semblable, sera autrevetz gitat en l'aigue et apres banide le ciutat et juri- » diction d'aquere, a le discretion deus que dessus. « (Arch. de Bayonne, AA 3, fol. 174 v°). Les archives de Bayonne contiennent de nombreuses condamnations de la cour du maire à ce supplice. A partir du XIII° siècle au moins la condamnée était enfermée dans une cage de fer. Sentence de 1557 (FF 3), de 1599, (FF 35.)

TEXTE LATIN

17. Si aliquis qui non sit[1] de communia forisfecerit[2] alicui jurato communie, mandabitur ei quod emendet forisfactum[3]; quod si contempserit, defendetur juratis[4] ne communicent ei[5] vendendo, neque credendo, nec emendo, nec hospitando, nisi dominus rex vel filius ejus adsint[6] Rothomagi[7] vel assisia; et si ille per hoc forisfactum[8] emendare noluerit, communia ostendet justiciis domini regis, et jurato suo auxiliabitur[9] rectum perquirere; et si quis juratorum contra prohibicionem[10] hanc fecerit, erit in misericordia majoris et eschevinorum.

[1] fuerit (C). — [2] forifecerit (C). — [3] forifactum (B et C). — [4] juratis communie (B). — [5] ei *manque* (C). — [6] assint (C), adsit (B). — [7] vel Falesie (C). — [8] forefactum (C). — [9] voluntarie et de jure auxiliabitur (B). — [10] prohibitionem (C), proibicionem (B).

TEXTE PROVENÇAL

17. Si aucuns hom, qui no sie de le comunie aura forfait ad augun jurat de le comunie, sera manat que emendi lo forfeit; si ed ag meinhs preze, deffenera hom aus juradz de le comunie que no comengien ab luys, en bener, ni en crompar, ni en prestar, ni en hostalar, si nostre seinhor lo rey o son filh no·es en Baione, o assise; o si ed no bou emendar lo forfeit, per so le comunie ag mustrera a les justizies del rey, e aiudera au jurad a domanar son dreit. Et se aucuns dous juradz fera contre quest debet, sera en merce dou maire et dous esquevins.

La plus récente que j'aie rencontrée est de 1745. Trois filles libertines sont condamnées à être exposées pendant une demi-heure, visages découverts et têtes rasées, dans la cage du pont Panecau, l'exposition devra être suivie de trois immersions dans la rivière et de leur expulsion de la ville (Ibid. FF. 210). Cf. t. I, p. 171. — OLERON. XIV[e] siècle. A Oleron cette peine n'était pas appliquée seulement aux femmes querelleuses ou débauchées, mais aussi aux juifs qui ne payaient pas le péage, ainsi qu'en témoigne le passage suivant de la coutume : « *Ceu est lou peage des juez.* — Chascuns juez et jueve non estant en Oleron, par » chascune fois que il venent en Oleiron devent de leur cheif iiij. d. do paage au » rey. E si la jueve est prainz, elle en deit viij, par sey et par l'enffant dau ventre. » Et dit hom que Guarners Chasteaus, quand il fut seneschaus d'Oleyron, juja » quant li jues ou la jueve s'en aloit ob lodit peaage (*sic*) il sereit qualez en la » mer une foyz par le gage daudit peage, et la jueve prainz i seit qualée does fez » par sey et por l'enffant. Quar por ceu que tout l'aver aus jues sont aus grans » seignors daus terres sor cuy il estout et ne sereit pas cortesie que on en preist » lor deners por gage, mas au meisme corz dau jues qui fait la malefaite encort » le demage. Et apele-t-hom qualer, que hom est estachet par desoz les aiseles ob » une fort corde et puys est gitez en la mer, et apres est traiz sus que ne muret. » (Bibl. Bodléienne, ms. Douce 227, p. 111.). — LA ROCHELLE. On y avait remplacé dès le début du XV[e] siècle la corde sous les aisselles par une corbeille (Voy. Jourdan, *Mém cit.*, p. 162, qui cite plusieurs textes). — Cette peine était des plus

TEXTE FRANÇAIS

. Si aucuns qui ne seit pas de
ommune...................,
ıyres mandera a celuy par son
age ou par autre que il
ıdet lo forfait, et si amander
vaust, il est deffenduz aus
de la commune que il n'aient
y communauté en vendant, ne
:hatant, ne en creant, ne en
nt, ne en ostau, ne en autre
re n'ayent ob luy commu-
ɛ, si li sires ou sis filz n'est a
ı ou en assisia ; et si cilz ne
t par ce le forfait amander, li
es lo mostera aus justices lo
t ajuera a son juré a con-
e en sa dreiture, et si aucun
jurez de la commune fait con-
este deffense, il sera en la
i dau mayor et daus esque-

TRADUCTION

17. Si quelqu'un qui ne fait pas partie de la commune forfait à quelque juré de la commune, il sera sommé d'amender ce délit; s'il refuse, il sera défendu aux jurés d'avoir avec lui des relations, de vente, de prêt, d'achat, de logement, sauf en cas de présence à Rouen du roi ou de son fils ou d'assise. Et si dans ce cas il refuse d'amender son délit, la commune le dénoncera à la justice royale et aidera son juré à poursuivre son droit[1]. Si l'un des jurés contrevient à cette interdiction, il sera à la merci du maire et des échevins.

[1] Le texte de Poitiers spécifie que ce sera spontanément que la commune prêtera aide à son juré.

ıdues au moyen âge. Une disposition des usages de Saint-Quentin, qui ntent au commencement du XII[e] siècle, est presque semblable à celle de nos ssements : « Et se aucune fame tenchereisse et acoustumée de mesdire, du t en l'eaue sera gettée, et le mauvez ribauz lecheeur sera batu et ensement té en l'eaue et apres bouté hors de le ville. » (*Le Livre rouge de l'hôtel de le Saint-Quentin*, p. XXI.) On sait que les usages de Saint-Quentin avaient loptés par Eu, Chauny, Corbie et Péronne, etc. Le supplice de la *schupfe* à ourg était analogue ; on l'appliquait au marchand de vin qui usait de fausses res. Une potence avec poulie était dressée au-dessus d'une fosse remplie de La patient était placé dans une cage de fer suspendue à une corde passée a poulie ; le bourreau la hissait et le laissait retomber plusieurs fois dans la (Statuts de Strasbourg, art. 48, dans Strobel, *Hist. d'Alsace*, p. 331.) A ille le supplice de l'immersion dans l'eau était appliqué aux blasplémateurs. ts cités par Ducange, v° *Accabussare*.) — On le retrouve en Angleterre sous le le *poena tymboralis* ou *tumbrellum* (voy. Bracton, lib. 3, cap. 6, § 1. — Fleta, cap. I, § 8. — *Leg. burg.* cap. 21), à Toulouse (voy. Molinier, *De la répression tentats aux mœurs*, p. 7), à Pavie (voy. Cantù, *Hist. des Italiens*, t. IV, p. 39 rad. fr.), et dans nombre d'autres villes. Sur son origine, cf. Tacite, *Ger-ı*, 12, et Grimm., *Deutsche Rechts. Alth.*, p. 726, v° *Prelle*.

Cf. art. 21 et 49. — SAINT-JEAN-D'ANGELY. 1331 juillet : Voy. t. I, p. 313.— LA LLE. XV[e] siècle. « Si aulcun qui ne sera pas de la commune faisoit aulcune

TEXTE LATIN

18. Si quis fecerit clamorem de sibi malefacto et rectum inde judicio[1] majoris et eschevinorum accipere noluerit, retinebitur, et positus per vadium et plegios, jurabit pro malefacto[2] illo non malefacturum se illi de quo clamaverat; si vero postea pro forisfacto[3] illo sibi malefecerit, judicabitur sicut transgressor juramenti.

[1] juditio (C). — [2] forifacto (C). — [3] forefacto (C), forifacto (B).

TEXTE PROVENÇAL

18. Si aucuns fera clam d
que hom l'aie feit, e non bo
ner dret per judgement dou
e dous esquevins, sera artin
pauzat per gadge e per ple
jurera per que aquet forfe
fera mau ad aquet de cui s
clamat; e si per aquet for
fey mau, sera judiat assi
perjuri.

TEXTE LATIN

19. Si quis juratorum communie[1] sit in misericordia positus pro forisfacto[2] suo et fecerit nos inde requiri ab aliquo, nisi fiat precepto domini regis, sua misericordia duplicabitur[3], quia nolumus habere malivolenciam[4] divitum[5] vicinorum nostrorum[6].

[1] juratorum nostrorum (C). — [2] forifacto (B et C). — [3] multiplicabitur (C), dupplicabitur (B). — [4] malivolentiam (C), malevolenciam (B). — [5] divitum *manque* (B). — [6] nostrorum vicinorum (B).

TEXTE PROVENÇAL

19. Si aucuns dous jurad
comunie es pausat en mer
son forfeit, et non fei arreque
aucun homis, si no es fe
comandement de nostre sein
rey, sa merce sera doblad
no volam aver la maubolen
nostz aricomis vezins.

» chose a aulcun juré de la commune, il luy sera mandé qu'il amende
» forfaict, et s'il le contredit, refuse ou delaye, il sera defendu a tous jure
» commune qu'ilz ne luy administrent aulcune chose qui luy soit necessai
» vendant, en achetant, ne aultrement, ne loyer, ne prester, ne donner, sen
» le Roy ou son filz fussent en la ville ou ou pais. Et sy celuy qui aura fai
» forfaict ne le veult amender par ce que dict est, lad. commune s'er
» complaindre aux juges royaulx et requerir que l'on leur en fasse raison
» aulcun desd. jurez faict contre ceste prohibition, il sera en la mercy du
» et des esquevins. » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 164). — Cette espèce de n
interdit des personnes que la juridiction de la ville ne pouvait pas attein
retrouve dans le droit municipal de toutes les régions de la France. Vo
exemple à Saint-Omer, XIIe s. (Giry, *Histoire de Saint-Omer*, p. 181.); à

TEXTE FRANÇAIS

3. Si aucuns jurez fait clamor neffait que sis jurez li ait fait de toute autre quereille et ne ;et dreit prendre davant lo 'or et davant les esquevins, il . retenuz et sera mis par gages par pleges, jurera que il ne fera par celuy meffait a celuy cuy il avet fait clamor ; et si s par celuy meffait il li meffait, ra juget parjure et sera en la n dau major et daus esquevins trespas.

). Si aucuns jurez de la come est mis en merci par son 'ait, et il fait prier par aucun riche veisin de relaschement a merci, se il no fait par lo mandement lo rey, sa merci doblée, quar n'est pas bon la mauvolence de ses riches ins.

TRADUCTION

18. Si quelqu'un a déposé une plainte contre un homme coupable envers lui d'un meffait et ensuite refuse qu'il lui soit fait droit par jugement du maire et des échevins, il sera arrêté et devra fournir gage et garants et jurer que pour ce meffait il ne fera pas de mal à celui dont il s'était plaint. Si dans la suite pour le même meffait il lui fait quelque mal, il sera jugé comme parjure[1].

[1] C'est une espèce d'assurement exigé de ceux qui se désistent des plaintes qu'ils avaient formées contre des bourgeois. Le texte français restreint cette disposition aux bourgeois et aggrave la peine.

19. Si l'un des jurés de la commune mis en merci pour un délit commis par lui nous fait solliciter par quelqu'un, sauf le cas où ce serait par ordre du roi, sa condamnation sera doublée, car nous ne voulons pas encourir la malveillance des bourgeois puissants[1].

[1] Le texte de Poitiers ne donne aucune qualification au mot *vicini*.

1162 et 1202. (Statuts, 147. dans Giraud, *Essai sur l'histoire du droit français*, p. 234); à Toulouse, en 1226 (Arch. de Toulouse, *Cartul. du Bourg*, n° 97, 14 v°). — Lorsque le roi ou son fils était dans la ville, ou lorsqu'on y tenait ıssise, la justice royale se substituait à la justice locale comme l'explique la ıme de Normandie. (Voy. Tardif, *Le Très-Ancien coutumier de Normandie*, XLIV, 2.) — L'aide due par la commune au bourgeois contraint à plaider ıt une autre juridiction que le tribunal municipal est stipulée dans un grand ıre de textes de toutes les régions de la France. Cf. l'établissement de 1307 . commune de Bayonne déclare se porter garante de son voisin envers et e tous. t. I, p. 157, n 3.

Cf. dans les *Etablissements de Saint-Louis*, liv. I, chap. xxj (éd. Viollet, p. 46), les peines portées contre le violateur de l'assurement.

TEXTE LATIN

20. Si quis dixerit se esse nostrum juratum et nos inde minime certi simus, testimonio duorum juratorum approbabit esse[1] quod dicit[2].

[1] verum esse (C). — [2] approbabit quod dicit esse (B).

21. Si clericus aliquis seu miles debet[1] debitum cuiquam de civitate[2] Rothomagi[3], et debitor justiciari per majorem neque per pares communie noluerit[4], defendetur quod nullus[5] communicet ei vendendo, nec emendo, nec hospitando, nisi dominus rex vel filius ejus[6] adsint[7] Rothomagi[8] vel assisia. Quod si quis contra prohibicionem[9] hanc fecerit, reddet debitum creditoris[10] et erit in misericordia majoris et communie; et si per hoc debitor non vult justiciari, communia auxiliabitur jurato[11] rectum perquirere.

[1] debeat (C). — [2] cuidam communie (B). — [3] sive de castello Falesie (C). — [4] voluerit (C). — [5] defendetur ne (C). — [6] ejus filius (B). — [7] assint (C). — [8] vel Falesie (C). — [9] proibitionem (B). — [10] creditori (B et C). — [11] jurato suo (B).

22. Si sit in communia contencio[1] de debito vel conventione vel aliquo mercato, ipsa terminabitur recordatione[2] duorum de viginti quatuor juratis, qui solo verbo suo credentur, quia juraverunt[3] hoc in

TEXTE PROVENÇAL

20. Si augun dizera que es nostre vezin e nos no em certans, per testimoniadge de dus juradz pravera que ver es so que ed ditz.

21. Si aucun clerc o caver deu deute ad aucun de le biele de Baione, eu deutor nos bou justiziar peu maire ni peus C. pars de le comunie, sera deffenut que nulhs hom no comingie ab luys, ni bener, ni en comprar, ni en prestar, ni en hostalar, si nostre seinhor lo rey no es en Baione o assize. E se augun fera contre quest debet, arrenera lo prest au prestedor, e sera en merce dou maire e de le comunie; e si lo deutor per so nos bou justiziar, le comunie aiudera a iurad a domanar son dret.

22. Si en le comunie aura contente de deute o de combent o d'aucun marcat, sera terminade per arcordanse, o per testimoniadge de II. dous XXIIII. juradz qui seran credudz per sole palaure, car au-

21. Cf. art. 17. — BAYONNE. « Si lo clerc o lo caver es deutor envert lo jurat de » le comuni et non bou prener dret per lo maire, lo maire deu far anar son » ban et sa cride per Baione que nulh no participi a Baione ab luy, ni ostalan, ni

TEXTE FRANÇAIS

). Se aucuns dit que il seit
: de la commune et li mayres
esquevin n'en seent ben cer-
il en provera par lou garen-
de II. jurez.

.. Si clers ou chevaler det
e a aucun juré, et li deptres
veoget faire dreit por lou
or et por les esquevins, on def-
que nus jurez ait communauté
ıy en bevant, ne en menjant,
n vendent, ne en achatant, ne
ıarlant, ne en autre manere,
reis ou sis filz n'est a Roan
ıssisia. Et si aucuns jurez fait
re ceste deffense, il rendra la
e au creancer et sera en la
:i dau mayor et daus esque-
; et si par ceu li deptiers ne
.t faire dreit au creancer por
ıayor et por les esquevins, li
'e ajuera au juré a querre son
t par les autres justicers.

?. Si en la commune est
ptenz de depte ou de conve-
[sera finie] par lo recort et par
arantage de II. des XX. et IIII.
z qui seront creguz par lor
ıle parole, quar jurarent ce ou

TRADUCTION

20. Si quelqu'un se prétend notre juré sans que nous en soyions certain, il prouvera la vérité de son allégation par le témoignage de deux jurés.

21. Si un clerc ou un chevalier débiteur de quelqu'un de la cité de Rouen décline la juridiction du maire et des pairs, on fera défense à quiconque d'avoir avec lui des relations de vente, d'achat ou de logement, sauf en cas de présence à Rouen du roi ou de son fils ou d'assise. Si quelqu'un contrevient à cette interdiction, il paiera le créancier et sera à la merci du maire et de la commune. Si le débiteur décline toute juridiction [1], la commune aidera son juré à poursuivre son droit.

[1] Le texte français dit : Décline la juridiction du maire et des échevins ; je crois qu'il s'agit du cas où le débiteur repousse même la juridiction royale.

22. S'il y a contestation dans la commune en matière de dette, de contrat ou de marché quelconque, elle sera terminée par le témoignage et le record de deux des vingt-quatre jurés qui seront crus

minjan, ni en beven, ni en crompan, ni en venen, et que qui affera, paguera
leut au prestedor et puichs armayra en merser dou maire et de le comuni. »
ume de 1273. C. 3).

TEXTE LATIN

inicio[4] sui eschevinatus; et si postquam perfecerint annum sui eschevinatus et depositi fuerint, surgit contencio[5] de debito coram eis credito, vel de convencione[6], vel aliqua re ante eos facta, juramento eorum[7] finietur; si vero unus de viginti quatuor juratis portat inde testimonium, et unus vel plures de reliquis paribus ferunt testimonium, juramento rem terminabunt. Et si nullus centum parium testis fuerit, querela deducetur[8] lege et consuetudine terre; et si de decem solidis vel minus[9] querela fuerit, testimonio parium sine juramento finietur.

[1] contentio (C). — [2] recordatione et testimonio (B et C). — [3] juraverant (C). — [4] initio (C). — [5] contentio (C). — [6] conventione (C). — [7] illorum (C). — [8] ducetur (C). — [9] vel de minus (B et C).

TEXTE PROVENÇAL

ran jurat au comensement de loi esquevinadge que ver dizeran desse que veiran e audiran; e si puih que id auran acabat l'an de loi esquevinadge e seran despauzatz sodz contente de deute davant loi prestade, o de combent, o d'aucu cause davant lor feite, sera fenid per lor segrement. Mas si I. dou XXIIII. juradz porte d'aquero testimoniadge, e I. o meis dous autre pars ab luy, aquet qui es dou XXIIII. juradz sera credut per sol palaure, eus autres per segrement Mas si tres dous autres pars porten testimoniadge, termineran l cause per segrement. E si necu dous C. pars no es testimoni, l dam sera miat per ley e per costume de le terre. E si de X. ss. de meis es lo clam, sera fenit pe testimoniadge dous pars seis segrement.

23. Si quis fecerit clamorem de terra super alium, clamans dabit vadium et plegios sequendi clamorem suum; et si postea facta fue-

23. Si augun fera clam de terr sober autre, lo clamant dera gadg et pleges de seguir lo clam. E s apres es feite conoischense d'a

22. La Rochelle. xv[e] siècle. « S'il est entre bourgeois contention de debte o » de convenance d'aucun marché, elle peut etre determinée par le tesmoignage e » recors de deux des douze jurés eschevins, qui en seront creux par leur simpl » parole, pource qu'ils auront juré de dire verité des le commencement qu'il » furent faictz et créez eschevins, comme dessus est dict. Et si, emprez l'an qu'il

TEXTE FRANÇAIS

ıencement de lor an et si l'an ; et eaus deposez soit contenz əpte cregue ou de convenant lavant eaus ou d'autre choze, ›ra fine par lor saiçrement;... uns daus jurez n'en porte gae, la querele sera demenée sela codume dau païs ; et si de ›ls ou de mains est la querelle, era fixée par lou garantage de pers sans saigrement.

TRADUCTION

sur leur seule parole, parce qu'ils ont prêté serment au commencement de leur échevinage. Et si, lorsqu'ils auront achevé leur année d'échevinage et qu'ils auront été déposés, il y a contestation au sujet de dette, de prêt, de contrat ou de quelque autre acte fait par-devant eux, cette contestation sera terminée par leur serment ; si un seul des vingt-quatre porte témoignage avec un ou plusieurs des autres pairs, ce témoignage sous serment terminera la contestation. S'il n'y a aucun des cent pairs pour témoins, l'affaire sera jugée suivant la loi de la terre. Si l'action n'est que de la valeur de dix sous ou moins, le témoignage de pairs sans serment suffira pour la terminer[1].

[1] Le texte provençal est, pour cet article, plus développé que les autres. Il répète d'abord que les jurés ont prêté serment en entrant en charge de dire la vérité sur ce qu'ils voient et entendent ; dans la seconde partie de l'article, il fait une distinction : si un juré témoigne en même temps que des pairs, le juré sera cru sur parole, les pairs sur leur témoignage donné sous la foi du serment. Il ajoute que le témoignage de trois pairs, donné sous serment, terminera l'affaire.

;. Si aucuns fait clamor de ; ou de possession sur autre, .ainte sera pleges ou gage de e sa clamor et si apres est

23. Si quelqu'un revendique une terre sur un autre, le demandeur devra donner gage et caution pour pousuivre son action ; et si plus

seront eschevins ladite cause n'est finie, par ceux qui seront eschevins l'an vànt sera determinée, se par reclam elle est pendante par devant les douze hevins. Se l'un desdits XXIV. eschevins et conseillers porte tesmoignage, et ›c luy un des pairs, led. eschevin ou conseiller sera creu par sa simple parole ledit pair par son serment. » (Jourdan, *mém. cit.*, p. 175).

TEXTE LATIN

rit recognicio[1] de terra ista et clamans sit convictus per cognicionem[2] de falso clamore, remanebit in misericordia majoris et eschevinorum[3] de quinquaginta novem solidis Andegavensium.

[1] recognitio (C). — [2] cognitionem (C). — majoris et communie (C).

24. Si quis requisierit curiam suam de terra, concedetur ei ; et nisi fecerit rectum clamanti in duabus quindenis, communia faciet, nisi ipse justam habuerit[1] excusacionem[2] quam major et eschevini sciant.

[1] habuerit justam (B et C). — [2] excusationem (C).

25. Si quis requisierit curiam suam de debito, concedetur ei, et faciat rectum clamivo (*sic*) in duabus octonis ; et nisi fecerit, communia faciet, nisi qui tenet curiam habeat exonium justum quod major et eschevini[1] sciant.

[1] major et duo eschevini (C).

TEXTE PROVENÇAL

quere terre, eu clamant per ı noischense es bencut de faus c armaira en merce dou mai dous esquevins de LIX. ss. (gevins.

24. Si augun requerira sa de terre, autreiade lo sera ; e feit dreit au clamant en II. (zeies, le communie ne u fera, non a dreiture tenis que eu n e dus dous esquevins sapien.

25. Si augun requer sa coı deute, autreiade lo sera, peı fasse dreit au clamant en II teies ; si no ag fei, le com ne u fera, si aquet qui tin sa no a dreiturer tenis, queu ma dus esquevins sapien.

23. NIORT. XVII siècle. La Terraudière traduit : « Si quelqu'un a fait cla » de haro sur la terre d'autrui... » (*Thresor... de Nyort*, p. 178).

24. Cf. 25 et 27. — ROUEN. Fin du XII siècle. « B. de S. Wal. majori et pa » communie Rothomagensis, salutem et magnum amorem. Audivi quod vos m » in placitum Walterum fratrem meum de masura mea que est juxta atrium » Marie de Rothomago, unde non parum miror, cum non defecerim alicui de » tenendo. Mando igitur vobis quod dimittatis mihi curiam meam sicut alii ba » regis vel et minores habent quum libuerint. Quando requisitus fuero r » faciam. » (Cartul. de la Cathédrale, fol. 112, ch. 189.) — NIORT. XVII s La Terraudière fait ici un contre-sens en traduisant : « Si quelqu'un veut

TEXTE FRANÇAIS

faite reconoissance de cele choze et si la plainte seit conveincuz de fausse clamor, il sera en la merci dau mayor et daus esquevins de LIX. s., quar ha fait fausse clamor en lour audience.

TRADUCTION

tard, après *reconnaissance* faite, le demandeur est convaincu par là de fausse action, il sera en merci du maire et des échevins de cinquante-neuf sous angevins [1].

[1] Le texte français répète à la fin: parce qu'il a fait fausse clameur à leur audience.

24. *De requerre sa cort.* — Si aucuns requert la cort de sa terre, il l'aura; et s'il ne feit dreit à la plainte en II. quinzenes, li maires et li esquevin ou feront, se il n'a ogu dreite desaccusance que li maires et dui esquevins sachent.

24. Si un justicier évoque la connaissance d'une affaire en matière de terre, elle lui sera concédée; mais s'il ne fait pas droit au demandeur en deux quinzaines, sauf le cas d'excuse légitime connue du maire et des échevins [1], la commune jugera.

[1] Le texte provençal et celui d'Oléron stipulent que l'excuse devra être connue du maire et de *deux* échevins.

25. Si aucuns requert sa cort de depte, il l'aura, et facet dreit a la plainte en deux octaves; et s'il ne fait, li mayres et li esquevins ou feront, si cil qui tent la cort ne ha essoyne que li mayres et dui esquevin sachent.

25. Si un justicier évoque la connaissance d'une affaire en matière de dette, elle lui sera octroyée, et il devra faire droit au plaignant dans deux huitaines, sinon la commune jugera, à moins que celui qui tient la cour n'ait excuse légitime connue du maire et des échevins [1].

[1] Cf. la note de l'art. précédent.

» attribuer droit de justice foncière à quelque sienne terre, elle luy sera » accordée... » (*Thresor... de Nyort*), p. 178. — Inspectione terre petite facta, » reddenda est curia domino feodi, si eam petierit... » (*Le très ancien coutumier de Normandie*, éd. Tardif, p. 89, 10.)

25. Cf. 24 et 27. — ROUEN. 1207. Confirmation de la commune par Philippe Auguste, *Pièces justif.*, II, art. 3. — NIORT. XVIIe siècle. La Terraudière fait ici un nouveau contre-sens en traduisant : « Si quelqu'un veut avoir droit de plaidz. » (*Thresor..... de Nyort*, p. 178.) — Cf. les *Etablissements de Saint-Louis* : « Li vavassor en auroit la cort se il la requeroit. » (Ed. Viollet, t. II, p. 60.)

TEXTE LATIN

26. Si quis debeat [1] alicui debitum quod non possit vel nolit reddere, tantum de suo tradetur creditori quod pagetur, si tantum habet; et si debitor non habet tantum unde ille possit pagari [2], tamdiu ponetur extra civitatem Rothomagi [3] quod faciat gratum majoris et creditoris sui; et si inventus fuerit in civitate Rothomagi [4] priusquam gratum illorum fecerit, tamdiu retinebitur in carcere communie donec redimatur de centum solidis, per se vel per amicos suos; et tunc jurabit se non reversurum in dictam civitatem [5] donec fecerit gratum majoris et creditoris [6].

[1] debet (B). — [2] perpagari (C). — [3] vel castelli Falesie (C). — [4] sive in castello Falesie (C). — [5] sive in dictum castellum (C). — [6] creditoris sui (C).

27. Si homo forensis fecerit clamorem [1] in communia de debito [2] quod juratus ei debeat, dominus ejus habebit inde curiam, si eam requisierit; et nisi ipse rectum in tribus diebus clamanti [3] fecerit, communia faciet.

[1] clamorem fecerit (B et C). — [2] pro debito (B et C). — [3] ipse in tribus diebus clamanti rectum (B et C).

TEXTE PROVENÇAL

26. Si aucun deu deute ad aucun que no pusque o no vulh soube, tant livrera hom dou son au prestedor que pagat ne sie, si tant ha. Si lo deutor no ha tant ons que pusque ester perpagat, tant longuement sera pauzat defore le ciptat trou aie feit l'agrat dou maire e de son prestedor. E se es trobat en le biele ans que aie feit l'agrat de lor, tant longuement sera artincat en le carce de le comunie trou que sie dardemut de C. ss. per si o per sons amicz; e alore jurera que no tornera en le biele trou aie feit l'agrat dou maire et dou prestedor.

27. Si hom forestang se clame d'augun de le comunie per deute que jurad lo deie, lo seinhor de luy n'aura sa cort, si la requer; e si ed en IIII. dies no fey dret au clamant, le comunie n'ou fera.

26. Cf. 39. — ROUEN. 1207. Confirmation de la commune par Philippe Auguste. Voy. plus loin. *Pièces justif.* II, art. 5. — BAYONNE. Coutume de 1273, CVI. 2 Cf. t. I, p. 166, ce qui a été dit de la *paie de commune :* « .... Et si nos pode trobar » desson moble affar lodit paguement ni heretatz de que podos dar pague de » communi, deu esser gitat fore de Baione per quoauque portau ne vuilhe echir » et se y tornabe chetz de far paguement devra a la viele cent ss. de Morl. de » caloni, o estar au fontz de le tor dou castel cent dies, et puichs que, sera are

TEXTE FRANÇAIS

. Si aucuns deu depte a aucun ne volget ou ne puchet paier, aillera tant dau son au cre- r que il sera paiez, si cilz ha dont li creancer puchet estre ; et s'il n'a tant, il sera mis la cité jusque il aura fait lo lau maior et daus esquevins creancer. Et si il est trobez cité avant que il ait fet lour il sera mis en chartre jusque t reins de C. s., ou par sey ou utre ; et adonques jurera que retornera en la cité jusqu'à que il aura fait lo gré dau or et daus esquevins et dau ncer.

'. Si hom estranges fait cla- au mayor et aus esquevins de e que jurez li det et li jurez eignor et li sires requert sa il l'aura, et se il ne fait dreit plainte dedenz III. jors, li res ou li esquevin ou feront.

TRADUCTION

26. Si quelqu'un a contracté vis-à-vis d'un autre une dette qu'il ne puisse ou ne veuille acquitter, il sera donné sur ses biens au créancier de quoi se désintéresser, si les biens suffisent. Si le débiteur n'a pas de quoi payer, il sera banni de la ville de Rouen jusqu'à ce qu'il donne satisfaction au maire et à son créancier. Et s'il est rencontré dans la ville de Rouen avant d'avoir donné satisfaction, il sera détenu dans la prison de la commune jusqu'à ce qu'il ait payé, par lui-même ou par ses amis, cent sous pour sa libération et juré de ne plus rentrer dans la ville sans avoir auparavant donné satisfaction au maire et à son créancier.

27. Si un étranger intente une action dans la commune au sujet d'une créance qu'il a sur un juré, le seigneur du plaignant en aura la connaissance s'il la revendique, mais s'il ne fait pas droit au plaignant dans les trois jours, la commune la retiendra[1].

[1] Le traducteur de Bayonne a fait un contre-sens en traduisant *fecerit clamorem in communia* par *se clame d'augun de le commune ;* le traducteur d'Oléron en a fait un autre en supposant que c'est le sei-

at de Baione, et so per tante betz cum y tornera per lo present de le carte de comunie. » — LA ROCHELLE. XV[e] siècle. « Sy aucun juré doibt a aucune per- ne aucune debte, qu'il ne peut ou ne veut payer, il doibt estre baillé au ancier par le maire tant de bien dud. debteur qu'il soit payé. » (Jourdan. . *cité,* p. 183.)
Cf. 24 et 25.

TEXTE LATIN

28. Si communia precepto domini regis vel justicie sue debeat iter facere, major et eschevini providebunt quos statuant[1] remansuros ad urbem Rothomagi custodiendam[2], et qui, post horam nominatam exeundi, inventus fuerit in civitate dicta[3], ille convictus erit per illos qui custodes urbis[4] remanserunt, et erit in misericordia domini regis et in misericordia communie de domo sua prosternanda vel de centum solidis, si domum non habuerit ; et si, postquam communia moverit, aliquis ab ea recesserit causa hospitandi vel alterius rei, sine licentia majoris vel sui corporis exonio, erit in misericordia[5].

[1] statuent (C). — [2] Rothomagi vel castellum Falesie custodiendos (C). — [3] in dicta civitate vel in dicto castello (C), in dicta civitate (B). — [4] vel castelli Falesie (C). — [5] misericordia communie (B). — *Ici s'arrête le texte de C.*

29[1]. Major Rothomagi ad mandatum domini regis communiam debet submonere et in exercitum ducere ; et quicunque remanserit, ejus precepto debet remanere ; si vero aliquis sine ejus licencia remanserit, major debet eum punire secundum quod erit, nisi habeat racionabile exonium per quod debeat remanere.

[1] *Cet article manque dans B.*

TEXTE PROVENÇAL

28. Si le comunie, per lo comandament de nostre seinhor lo rey o de la justizie, devra anar en augun log, lo maire eus esquevins perveiran quaus establisquen ad armader a gardar le biele ; e qui, apres l'ore nomiade d'essir, sera trobat en le biele, aquet sera pravat per aquetz qui seran armas gardes en le biele et sera en merce de nostre seinhor lo rey et en merce de le comunie de sa maizon darrocar, o de C. ss., si maison no ha. E si puihs que le comunie se mauera, aucun s'en departira, per auqueison d'aubergar o d'autra cause, seis lezer dou maire o seins tenis de son cors, sera en merce.

29. Lo maire, per lo comandement de nost seinhor lo rey deu samoir le comunie e miar en ost, e quasque armaira, deu armader per son man. E se aucun armat seis lezer de luys, lo maire lo deu peinherar segon que sera, si no a arresoable tenis perque deie armader.

TEXTE FRANÇAIS

ꝉ. Si la commune deit aler fors pais par commandement lo ou de sa justice, li mayre et quevin les quaus il establiront ırder la cité; et qui apres e de issir sera trobez en la sera convencuz par ceaus qui ıt remes a garder la cité, et en la merci dou maior et ı esquevins d'abatre sa mayson e C. s., se il ne l'a; et si puys la commune sera mogue, au- ı s'en depart par aler ou par e choze, sans congé dau maior ıaus esquevins, [sera en la ;i.]

TRADUCTION

gneur du juré débiteur qui peut requérir sa cour; il est évident que le juré n'était justiciable que de la commune et que son adversaire seul pouvait avoir un seigneur.

28. Si la commune, par ordre du roi ou de sa justice, doit se mettre en route, le maire et les échevins pourvoiront à désigner ceux qui devront rester pour garder la ville de Rouen. Celui qui après l'heure indiquée pour le départ sera trouvé dans la ville, sera convaincu par ceux qui sont restés à la garde de la ville et sera à la merci du roi, et de plus à la merci de la commune en ce qui touche l'abattis de sa maison, ou pour une amende de C. sous, dans le cas où il n'aurait pas de maison. Si, lorsque la commune est en marche, quelqu'un s'en éloigne, pour se loger ou pour une autre cause, sans permission du maire et sans excuse personnelle, il sera en merci.

29. Le maire, sur l'ordre du roi, doit convoquer la commune et la conduire à l'host; quiconque reste, doit rester par son ordre. Si quelqu'un reste sans sa permission, le maire doit le punir selon qu'il y aura lieu, à moins qu'il n'ait excuse raisonnable qui l'autorise à rester.

TEXTE LATIN

30. Nemo ultra annum et diem infra civitatem manere debet, nisi juratus[1] communie; nec interim nec etiam priusquam juraverit[2], aliquam habebit libertatem civitatis; et non debet recipi in communia nec eam jurare, nisi per majorem et eschevinos quando sedent in eschevinagio suo; postquam vero juraverit, habebit libertates civitatis.

[1] nisi sit juratus (B). — [2] juravit (B).

31. Quicunque de jurato communie conqueri voluerit, ad majorem veniet et major inde ei[1] rectum tenebit de omnibus querelis usque ad vadium belli, nam ex quo duellum initum est ad ballivum regis[2] pertinet.

[1] major ei inde (B). — [2] domini regis (B).

32[1]. Adulteri deprehensi non judicantur per nos, nisi per manum ecclesie.

[1] *Cet article manque dans* B.

33[1]. Si major et jurati quamlibet missionem facere voluerint, per se ipsos eam facient, nullius licencia vel consilio postulato.

[1] *Cet article manque dans* B.

TEXTE PROVENÇAL

30. Nulhs hom outre I. an e I. die no deu estar en le biele, si no er jurat de le communie, ni entertant ne ans que jurat aie, no aura le franquesse de le biele ; e no deu estar arcebut en le comunie ni iurarle si no pou maire e pous esquevins, quant sedent en lor esquevinadge ; mas puis jurat aie, aura le franquesse de le viele.

31. Si augun se volera clamar de jurat de le comunie, biera au maire eu maire tier ne la a dret de tot clam trou au gadge de batailhe; car puis batailhe es empreze, au bailiu dou rey apertin.

32. Los adoutres pres no son judjatz, si no per man de sainte glizie.

33. Si lo maire eus juradz volen far nulh mession per lor medis, le feran seis que no i domaneran cosseilh ni lezer de nulh homi.

30. BAYONNE. Voy. t. I, p. 154. — LA ROCHELLE. Voy. t. I, p. 83. — XV[e] siècle. « Nul ne doibt demeurer ni faire sa résidence en lad. ville outre un an et ung » jour senon qu'il soit juré de ladite commune, ou s'il n'est juré, il ne jouira point » de la liberté d'icelle. » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 190.)

31. LA ROCHELLE. XV[e] siècle. « Dès l'Establissement de la commune fut faite » cette ordonnance que j'ay leu en la compilation de l'an 1454, fol. 1, que quiconque » se voudroit complaindre d'aucun juré de la commune veinst au maire d'icelle

TEXTE FRANÇAIS

TRADUCTION

30. Personne ne doit demeurer au delà d'an et jour dans la ville s'il n'est juré de la commune. Pendant ce séjour et avant d'avoir juré, il ne pourra jouir d'aucune des libertés de la ville. Il ne peut être reçu en la commune et la jurer, sinon par-devant le maire et les échevins siégeant en échevinage. Le serment prêté, il aura toutes les franchises de la ville.

31. Quiconque voudra former une plainte contre un juré de la commune viendra au maire ; et le maire fera droit sur toute plainte jusqu'au gage de bataille, car du moment que le duel est commencé, la direction en appartient au bailli du roi.

32. Les adultères pris ne sont pas jugés par nous, mais par la main de la sainte église.

33. Si le maire et les jurés veulent faire quelque dépense [1], ils la peuvent faire par eux-mêmes sans demander permission ni conseil.

[1] M. Jourdan (*Mém. cit.*, p. 193) a traduit le mot *missio* par *voyage ;* au XVII[e] siècle, La Terraudière le traduisait par *députation* (*Thrésor ... de Nyort*, p. 179).

ille et il luy feroit droict de toutes actions quelconques, soit de gages de bataille u autrement. » (Galland, *Discours au Roy*, p. 29)

2. BAYONNE. V. 1190. *Charte des malfaiteurs*. Totz hom moilherat qui sera rees ab moilher maridade, correra nut per le viele, segont le costume de le iele ; et ychementz le moilher, si es maridade. » (Balasque, *Etudes historiques*, , p. 421.)

TEXTE LATIN

34. Latro deprehensus et attinctus[1] infra Rothomagum vel in banleua[2], ad majorem debet adduci et per ipsum et per ballivum regis[3] judicari et per ministros ipsius ballivi debet puniri ad custum regis[4]. Et omnia que cum latrone inventa fuerunt, erunt domini regis, nisi aliquis illa racionabiliter probare poterit esse sua, que ei integre debent reddi; et si forte latro domos habuerit infra Rothomagum vel in banleua[5], domus illa in qua ipse manebat, statim postquam judicatus fuerit, obruetur per justiciam communie; et postea dominus rex terram[6] et tenementa latronis et eorum proficua per annum et diem habebit; postea vero domini feodorum ad quos respiciunt tenementa ea[7] a domino rege vel a ballivis suis postulabunt, et ipsa habebunt et tenebunt in perpetuum[8].

[1] attintus (B). — [2] banleugua (B). — [3] domini regis (B). — [4] domini regis (B). — [5] banleugua (B). — [6] terras (B). — [7] et ea (B). — [8] imperpetuum (B).

35. Similiter de homicidis et de aliis qui pro aliquo iniquitatis delicto terram domini regis relinquentes fugitivi fiunt.

TEXTE PROVENÇAL

34. Lairon pres e atent dedens Baione, o en le bailie, au maire deu ester amiat, e per luy e per lo bailiu dou rey deu estar judjat, e per los menistres de medis lo bailiu deu estar peiat au cost dou rey. Et totes les causes qui seran trobades aber lairon seran dou rey, si augun no pot probar arresouablement que aqueres causes sien soes, car aqueres lo deven estar arrendudes entieremens; e si lo lairon a maisons dedens le biele o en le bailie, le maison ons ed estaue sera abatude per les justizies de le comunie ades puis que sera judjat; e apres nost seinhor lo rey aura per I. an e I. die les terres e los tiemens deu layron e les ischides; apres los seinhors deus fius a cuy los tiemens apertien los demanderan au rey, o a sons bailius, e aver los an todz temps meis.

35. Hischemens e dels homicidaus e dels autres qui per aucue iniquitat an lachat le terre de lor seinhor lo rey e son feidius.

34. Cf. 10. — Bayonne. *Coutume de* 1273. Lorsqu'un coupable est condamné à mort, le roi « deura aber totes sas causes... sons deutz et sons embarcs pagatz; et » les causes de linhadge que thiera lo... per hun an et un die, et puichs ne tornera » au prim. » (CIII, 18.)

35. Voy. coutume de Normandie : « ..... e se aucun est fuitis por aucun crime

TEXTE FRANÇAIS

TRADUCTION

34. Le voleur pris et arrêté dans Rouen, ou dans la banlieue[1], doit être amené au maire et jugé par lui et par le bailli du roi; l'exécution de la sentence doit être faite par les officiers du bailli, aux frais du roi. Toutes les choses qui seront trouvées en possession du voleur appartiendront au roi, à moins que quelqu'un puisse prouver raisonnablement qu'elles lui appartiennent, auquel cas elles lui seront rendues sans réserve. Dans le cas où le voleur aurait des maisons à Rouen ou dans la banlieue, celle dont il faisait son habitation sera, aussitôt après sa condamnation, abattue par la justice de la commune; ensuite le roi jouira pendant an et jour des terrains et des ténemens du condamné et de leurs fruits. Après ce délai, ils seront revendiqués auprès du roi ou de ses baillis par les seigneurs dont ils dépendent; ceux-ci les auront et les tiendront à perpétuité.

[1] Le texte de Bayonne substitue la *bailie* à la *banlieue*.

35. Il en est de même des homicides et de ceux qui à la suite de quelque méfait ont quitté le territoire du roi et sont fugitifs.

et il n'ose venir a la justice, si chatel soient pris et soient rendu a la justice, :s nons soit escriz es roles le duc e sa meson soit arsse, se elle est en vile, et lle est en borc ou en cité elle soit abatue et portée hors de la vile et arse en t midi ; ..... li vergier au fuitif doivent estre abatu o congniées en droit i. » (Marnier, p. 28. — Cf. *Le très ancien coutumier*, éd. Tardif, p. 32, 2.)

TEXTE LATIN

36[1]. Si aliquis juratorum in pillorico ponatur pro suo delicto, et postea aliquis exprobraverit ei delictum et penam, ponetur in pillorico vel domus sua prosternetur vel paccabit centum solidos, ad libitum majoris et parium.

[1] *Cet article manque dans* B.

37. Transgressor juramenti deprehensus, erit in misericordia majoris et parium de domo sua obruenda aut de catallo suo, secundum quod erit, ad libitum majoris et parium; et nisi habuerit domum vel catallum sufficiens, abjurabit villam per annum et diem, in misericordia majoris et parium.

38. Si aliquis juratorum communiam relinquere voluerit, ita quod dicat quod de communia amplius esse nolit, oportet eum a communia exire, et postea non habebit libertates communie nec ad eam redire poterit antequam manserit extra communiam per annum et diem, set non nisi per majorem et pares in eschevinagio, et communiam iterum jurabit.

TEXTE PROVENÇAL

36. Si alcun dels jurad pauzat en pitloric per son f e augun lac artreitera son e sa peie, sera pauzat hin p e sa maison sie darrocade guera C. ss., au plazer dou e dous cent pars.

37[1]. Cet qui sera pres en p sera en merce dou maire pars de sa maizon darrocar son captau, segon que plazer dou maire et dous p si no aura maizon ne captau dos, forjurera le biele per i i. die, en merce dou maire pars.

[1] Dans ce texte, cet article e après le suivant.

38. Si alcun dous juradz lachar le comunie, ass digue que dessi en avant n esser de le comunie, com eischir de le comunie, e p aura le franquesse de le bi no porra arrer tornar a le nie ans que aie estat fore l munie i. an e i. die; mas a si no pou maire e pous p esquevinadge, e darrecap jurie le comunie.

36. Cf. 15.

37. Je ne sais pourquoi La Terraudière entend que le maire et l « auront le choix de faire démolir sa maison de ville ou de campagne. » (..... *de Nyort*, p. 180).

38. BAYONNE. *Coutume de* 1273. « *Costume cum lo vesin no pot renunci* » *vesiautat si no perdavant lo maire eus cent partz.* Renunciement que » fasse dessa vesiautat ni s'en desgeste nos valos si doncx no que fasse » perdavant lo mayre eus cent partz. (XVIII). — *Etablissement munic* » 1336 : « En l'an de nostre seinhor MCCC et XXXVI es estat establit et ord

TEXTE FRANÇAIS

TRADUCTION

36. Si un juré est mis au pilori pour délit commis par lui et que plus tard quelqu'un lui reproche son délit et la peine subie, le calomniateur sera puni au gré du maire et des pairs, du pilori, de l'abattis de maison ou d'une amende de cent sous.

37. Le coupable de parjure sera à la merci du maire et des pairs qui selon le cas pourront à leur gré démolir sa maison ou saisir ses biens meubles ; si le coupable n'a ni maison ni biens meubles suffisants, il sera banni de la ville pendant an et jour, à la merci du maire et des pairs.

38. Si un juré veut abandonner la commune et dit qu'il ne veut plus dorénavant en faire partie, il doit sortir de la ville et dès lors il ne jouira plus des franchises de la commune et ne pourra y rentrer qu'après être resté au dehors an et jour et seulement en jurant de nouveau la commune en plein échevinage, pardevant le maire et les pairs.

ıcun vesin vol lachar et sailhir de la comune et declari que non vol estar ı plus, no pot aver le franquesse de le ciutat, ne gaudir deus privillegis, ırnar a estre vesin que prumeyrement no en vinque far requeste au maire nseilh passat ung an et ung jorn et prestar lo segrement de besiautat per nt luy et son integre conseilh. » (Arch. de Bayonne, AA 3, fol. 71.) — LA LE. XV[e] siècle : « Se aulcun des jurez veult laisser la commune, et il la ; par an et jour, il n'aura plus la liberté de la ville, ny ne pourra plus estre ı en icelle. » (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 201.)

TEXTE LATIN

39. Si major alicui pro debito suo domos et tenementa alicujus debitoris tradiderit, tenebit ea per acquiptum[1]; et postea si debitor inventus fuerit catallum habere, major illud capi faciet et tradi creditori in solucionem debiti, eo quod catallum debitoris sit.

[1] aquitum (B).

40. Major debet custodire claves civitatis et cum assensu parium talibus hominibus tradere in quibus salve sint.

41. Si aliquis se absentaverit de excubia, ipse erit in misericordia majoris[1], secundum quod tunc fuerit magna necessitas excubandi.

[1] majoris de V. solidis vel de pluribus (B).

42[1]. Si aliquis juratorum venire noluerit ad mandatum majoris, debet puniri ea pena que ei in submonicione fuerit nominata, secundum voluntatem majoris et parium.

[1] *Cet article manque dans* B.

TEXTE PROVENÇAL

39. Siu maire livrera auc maizons eus tiemens d'aucun per sa deute, tier les ha per apres siu deutor sera trob aie captau, lo maire fera lo captau e far lo livrar au tedor en soute de le deute pero siu captau sie deutor.

40. Lo maire deu gard claus de le biele, et ab autre pars a tau homi livrar en cu saubes.

41. Si augun hom s'en h la esquiugayte, sera en dou maire de XV. ss. o de segon que la beiz ere grant esquiugaytar.

42. Si augun dous jur volera bier au man dou deu ester dannat d'aquer quiu sera estade mentahu somoiment, segon l'establim maire e dous pars.

39. Cf. 26.— BAYONNE. Coutume de 1273 : « ..... pero si endemis se pode » deu moble deu deutor sera livrat au prestedor. » (CVI, 2). — LA ROCHEL siècle : « Sy le mayre baille a aulcun creancier les maisons ou tennemens d » debteur pour sa debte, led. creancier les tiendra en acquit de sa debt » apres il est trouvé que led. debteur ayt chastel, led. maire le fera pre » bailler audit creancier en solution de ladicte debte sy led. chastel y peult s (Jourdan, *Mém. cit.*, p. 203.)

40. BAYONNE. Etablissement municipal de 1334 : « ..... lo maire qui a » es e sera ou son loctement en son absenci guoardera les claus deus por » fortalesses de le ciutat de part son auctoritat et conseilh. — 2. *Item*, les » claus seran bailhades per obrir et barrar a personatge legau et fideu q

TEXTE FRANÇAIS

TRADUCTION

39. Si le maire a livré à un créancier les maisons et les tènements d'un débiteur en acquit de sa dette, le créancier les prendra en acquit de ce qui lui est dû ; et si plus tard le débiteur est en possession de biens meubles, le maire les fera saisir et livrer au créancier en solde de sa dette, parce que ce sont les biens meubles de son débiteur.

40. Le maire doit garder les clefs de la ville, et ne les confier qu'avec l'assentiment des pairs en mains sûres.

41. Si quelqu'un s'absente du guet, il sera à la merci du maire, qui tiendra compte de la plus ou moins grande utilité du guet dans la circonstance.

42. Si un juré refuse de se rendre à l'ordre du maire, il doit être puni de la peine spécifiée dans la convocation, à la volonté du maire et des pairs.

at et eslegit per lodit mayre et conseilh en comune assemblade. — , et lo quau depputat sera tincut de prestar segrement sus lo cors saint seinhor sent Leon, enter les mangs deudit maire et conseilh de estar bon, t leyau au rey nostre soviran seinhor et audit maire, conseilh et commu- e ledite ciutat embert totz et contre totz et que a le guoarde de lesdites o comectera augun fraude ny a le guoarde de les fortaresses. — 4. *Item,* dit depputat sera tingud de obrir et barrar los ditz portaus et fortaresses qui lui sera ordenade en le presenci deus portalers et incontinent apres, jorn que le noeyt, sera tingud de rendre et portar a tote diligenci en le nhie d'ung portaler per lo cappitayne depputat lesdites claus audit maire loctenent chens fentrar en augun hostau ny anar en autre part. (Arch. ne, AA 3, fol. 130.)

TEXTE LATIN

43[1]. Et[2] notandum quod omnes misericordie et omnia gagia que ad manum majoris veniunt, expenduntur in negociis communie ad consilium majoris et parium.

[1] *Cet article, dans* B, *est placé à la fin des Etablissements.* — [2] Et est (B).

44. Si juratus juratum in causam traxerit[1] alibi quam coram majore, donec major inde defecerit[2], ipse erit in misericordia majoris et parium.

[1] tracxerit (B). — [2] sibi defecerit (B).

45[1]. Si prepositus vel vicecomes domini regis de jurato conqueri voluerit, ad majorem veniet, et ibi, coram majore, super hoc rectum debet habere.

[1] *Cet article manque dans* B.

46[1]. Iterum, sciant omnes quod statutum est in communia Rothomagi quod si quis de communia maledixerit et dictis forisfecerit, si duo ex eschevinis audierint, per verbum illorum attinctus est ; et si duo ex juratis audierint, per juramentum illorum inde attinctus est; et si unus tantum audierit, ille qui forisfecerit per juramentum suum et per sex homines expurgare se potest.

[1] *Cet article manque dans* B.

TEXTE PROVENÇAL

43. E devedz saber que t merces e tods los gadg binent a le man dou ma despenudz a les coites de le per cosseilh dou maire pars.

44[1]. Si aucun jurat treur iurat ailhor en pleit que da maire, trou queu maire l deffalhit, sera en merce do e dous pars.

[1] Cet article, dans le texte de est placé après le suivant.

45. Siu prebost eu begu rey nostre seinhor se vol mar del jurat, biera au m aqui davant lo maire deu av

46. Et devedz saber tut tablit es en le comunie de que si aucun dizera mau comunie e ab los ditz fo dus deus esquevins ag a per le palaure de lor es d atent. E si tres dous ju audiran, per segrement d d'aquero atent. Si I. solem audira, aquet qui aura fo pot porgar per son segre per VI. homis.

44. LA ROCHELLE. XV[e] siècle. « Dès l'etablissement de la commune
» ceste ordonnance que j'ai leu en la compilation de l'an 1454 : ... Se a
» de ladite commune fait convenir autre juré d'icelle commune pardev
» juge que pardevant ledit maire, de cause dont il puisse et doive avoir la

43. Il est à noter que toutes les amendes et tous les gages qui viennent entre les mains du maire doivent être employées aux affaires de la ville, suivant les décisions du maire et des pairs.

44. Si un juré fait citer en justice un autre juré ailleurs que devant le maire, à moins qu'il y ait deffaut de droit de la part du maire, il sera à la merci du maire et des pairs.

45. Si le prevost ou le vicomte du roi notre sire veut intenter une action contre un juré, il devra se présenter au maire, et là, devant le maire, il devra lui être fait droit.

Encore sachent tuit que es-
›st en la commune que si
› a mesdit de la commune et
› dict a forfait, si II. daus
ins ont ou oy, par lor
parole seront atainz et pro-
sera en la merci dau mayor
esquevins ; et si II. des jurez
t oy, par lor saigrement
proez et sera en ladite
; et si uns sous ou a oy, cil
ra mesdit se puet espurger
›n saigrement et par VI.

46. Il faut savoir en outre qu'il est établi dans la commune de Rouen que si quelqu'un parle mal de la commune ou lui forfait en quelque manière par ses paroles, et que deux échevins l'entendent il sera condamné sur leur simple déclaration ; si deux jurés l'ont entendu, il est condamné sur leur témoignage sous serment ; s'il n'y a qu'un seul témoignage, l'accusé se pourra disculper par son serment et par celui de six hommes.

›, jusques a ce que le maire en soit defaillant, delayant ou refusant, il sera
› mercy du maire et des pairs. » (Galland, *Discours au roy*, p. 29).
›es six témoins dont le serment s'ajoute à celui de l'accusé pour le disculper
rtainement les héritiers des six conjurateurs que l'on voit figurer dans les

TEXTE LATIN

47[1]. Quicunque ex villa respuit juramentum communie, qui inde attinctus fuerit, capi debet, et, vinculis ferreis ligatus, poni debet in carcerem, donec satisfacionem communie fecerit.

[1] *Cet article manque dans B.*

48. Vicecomes ville[1] non potest mittere manum super forisfactum juratorum[2] communie absque morte hominis; et ipse qui de morte hominis attinctus est[3], in manu domini regis est[4] et omnia catalla ejus; et si domum vel virgultum habuerit, hoc est majoris[5] et communie, ad faciendam justiciam.

[1] Vicecomes civitatis (B). — [2] manum propter aliquod forefactum super juratum (B). — [3] fuerit (B). — [4] erit in manu domini regis (B). — [5] hec sunt majori (B).

49[1]. Et si aliquis de extra communiam forisfecerit jurato communie et ipse possit capi, ligari debet vinculis ferreis et poni in carcerem donec satisfacionem communie factam habuerit; et si

TEXTE PROVENÇAL

47. Quanques hom de le arfugue lo segrement de le nie que de aquero sera aten ester pres e ligat de ligamis e deu ester pauzat en le carc aura feit emende a la comu

48. Lo beguer de la bi pot metre man sober forfeit d de le comunie seins mort e aquet qui de mort d'o atent, es en le man dou todz sons captaus; e si ma berger aura, so es au maire comunie a far justizie.

49. Si aucuns hom de comunie forfera a jurat de munie e pot ester pres, deu ligat de ligamis de fer e pauzat en le carce trou que a emende a le comunie; e si

mêmes conditions dans un certain nombre de documents de l'époque mé gienne. Voy. par exemple un placite de Thierry III de 680 dans lequel l'u parties doit se justifier : « aput sex, sua mano septima » (*Diplomata*, t. II, L'expression a même persisté dans les *Fors de Bearn*, l'accusé se justifie « » septabe o ab trente christiaas. (art. 66). C'est à tort que Mazure et Hatou rapproché ces six conjurateurs des sept témoins dont la présence était néc à la confection du testament romain. — La même expression se trouve d texte de 1263 relatif à Verneuil que nous avons cité (t. I, p. 53, n. 3.)

47. BAYONNE. Etablissement municipal de 1415 : « *Item* es estat establ » aucun no pusque reffusar lo segrement de besiautat sus le pene de cent



TEXTE FRANÇAIS

. Hon quiconques seit de la
qui refudet lo saigrement de
mmune, s'il en est proez, il
estre pris et mis en lians de
t en le chartre de la com-
.

. Si, becoins de la vile ou
baillis par lo rey ne pot metre
au jurez de la commune,
or meffait, si ne sunt convencu
cort au maior de mort d'ome;
z qui de la mort est atains
nveincuz, [il] et si chataus sunt
mayn lo rey et s'il ha maison
rger, c'est au mayor et a la
mune a en fayre dreiture;
utres choses sunt aus hers si
ha.

. Si aucuns defors commune
it a aucun de la commune et
chet estre pris, il deit estre
en lians de fer et mis en la
re de la commune juques il
fait l'amande au maior et aus

TRADUCTION

47. Quiconque parmi les habitants de la ville refuse le serment de la commune et en est convaincu doit être arrêté, enchaîné et mis en prison jusqu'à ce qu'il donne satisfaction à la commune[1].

[1] Le texte d'Oléron ne traduit pas : *donec satisfactionem communie fecerit.*

48. Le vicomte de la ville ne peut à raison d'un forfait mettre la main sur un juré[1], sauf le cas de mort d'homme. Celui qui est convaincu de mort d'homme, est avec tous ses biens meubles dans la main du roi notre sire; s'il possède maison ou verger, ces immeubles sont entre les mains du maire et de la commune pour en faire justice[2].

[1] Je suis ici le texte de Poitiers (B), plus satisfaisant que celui de Niort (A). — [2] Le texte d'Oléron ajoute ici que le reste échoit à ses héritiers; mais quel pouvait être ce reste?

49. Si un étranger à la commune commet un délit au préjudice d'un juré de la commune et s'il peut être arrêté, il doit être enchaîné et mis en prison jusqu'à ce qu'il donne satisfaction à la

nt sera mandat, appliquedeyres aus affars de le ciutat, et de estar mes en son per aqueres pagar. » (Art. 3. Arch. de Bayonne, AA 3, fol. 264 v°.). ablissement municipal de 1449 : « *Item,* et aussi los qui no auran prestat lo rement de fidelitat et de vesiautat seran tingutz de lo prestar, et si se ingeen de habitar en le ciutat plus haut de quinze jorn chens venir et se offrir et sentar de aquet far audit maire et conseilh, seran peinheratz et punitz come sus. » (Art. 4. Arch. de Bayonne. AA 1, p. 355). — Cf. t. I, p. 154.
ROUEN. 1278. Voy. plus loin, *Pièces justif.*, II, art. 2. — SAINT-JEAN-ÉLY. 1331, art. 2. (*Ordon.*, t. v., p. 676). — Cf. t. I, p. 39 et 313.

TEXTE LATIN

capi non potuerit, communia, per dominum illius qui forisfecerit, rectum inde requirere debet; et si per eumdem dominum rectum habere non poterunt, de illo ipsi qui de communia erunt, quando illum capere poterunt, rectum suum inde capient.

[1] *Cet article manque dans* B.

50. Quicunque de juratis cutellum[1] vel ensem vel armam esmolutam traxerit super hominem[2], debet capi et poni in carcere[3] donec satisfacionem communie fecerit.

[1] costellum (B). — [2] aliquem hominem (B). — [3] carcere communie (B).

51. Si oportuerit[1] ire in negocium ville, per majorem et pares provideri debet; et quicumque recusabit ire, si requisitus fuerit, in misericordia majoris et parium remanebit.

[1] oporteat (B).

52. [Nemo[1] potest equm suum prohibere ad mittendum pro negociis ville, et si prohibuerit, in misericordia majoris et communie remanebit.]

[1] *Cet article ne se trouve que dans* B.

TEXTE PROVENÇAL

ester pres, le communie deu domanar dret d'aquero pou seinhor d'aquet qui aura forfeit; e si per medis le seinhor dret de luy no porran aver, aquet qui de le comunie seran, quant lo porran prener, sent prenerant dret.

50. Quasque deus juradz treira coutet o espade o arme esmolude sober homi, deu ester pres e ester pauzat en le carce trou que aye feit emende a le comunie.

51. Si mestir es d'anar en coyte de le biele, peu maire e peus pars deu ester pervist; e qui arfuguera anar, si arrequerit n'es, armaira en merce dou maire e dous pars.

52. Nulhs hom no pot devedar son cavat a tremeter a les coytes de le biele, e si ag debede, armaira en merce dou maire e dous pars.

49. Cf. 17. — BAYONNE. Coutume de 1273. « Si augun fore estant a forfeyt au » jurat de le communi, lo maire deu requerir lo seinhor de cuy es qu'eu fase dret; » et si no affey, lo maire, siu pot trobar, lo deu tant thier en ligamis de fer trou : » age amendat lo forfeyt au jurat et outre tant meis cum sera le merser dou maire » et de le comuni. » (C. 2.)

51. LA ROCHELLE. XV[e] siècle. « S'il convient aulcun d'aller hors pour les negoces

TEXTE FRANÇAIS

esquevins et a celuy a cuy il aura fait lo meffait ; et s'il ne puet estre pris, li maires en deit requerre dreit au seignor de celuy qui aura meffait. Et si par son seignor li maires ne puet aver de celuy dreit par son juré, cil qui seront de la commune quicunques sunt, quant il lo porront prendre, il en prendront lor dreit sanz autre clamor.

50. Quicunques daus jurez trayra cotea o espée ou armes esmolues sur son juré, il deit estre pris et mis en la chartre jusques a tant que il ait fait amende au maior et a l'autre.

51. Se il convient aler au besoig de la vile, li mayres et li esquevins devent porveer. Quicumques refuidera aler, puys que il en sera requis, il ert en la merci dau mayor et des esquevins.

52. Nus ne puet veer son chevau a aler por le besoig de la vile, et se il, treys fez amonestez dau maior ou de son commandement, ou veet, il ert en la merci au maior.

TRADUCTION

commune. S'il ne peut pas être arrêté, la commune doit demander justice au seigneur de celui qui a commis le délit ; et si l'on ne peut obtenir justice dudit seigneur, ceux de la commune qui le pourront prendre en feront justice.

50. Le juré quel qu'il soit, qui tirera couteau, épée ou arme émoulue sur un homme, doit être arrêté et mis en prison jusqu'à ce qu'il donne satisfactoin à la commune.

51. S'il est besoin de faire un voyage pour les affaires de la ville, il y sera pourvu par le maire et les pairs. Quiconque, s'il en est requis, refuse d'y aller sera à la merci du maire et des pairs.

52. Personne ne peut refuser de prêter son cheval pour le service de la ville ; celui qui le refuserait serait à la merci du maire et de la commune.

» de la ville, il doibt estre pourveu de ce qu'il luy fauldra pour ledit voyage par » le maire et par les pairs ; et si aulcun recuse d'y aller et il en est requis par » ledit maire, il sera a la mercy du maire et des pairs, s'il n'a exoine ou excusa- » tion raisonnable. » (Jourdan, *mém. cit.*, p. 214.)

52. BAYONNE. 1415. « *Item*, es estat establit que aucun no pusque reffusar sa » persone, rossin ny autres besti per los affars et quoeutes de la ville, sus le pene

TEXTE LATIN

53[1]. Major autem, in principio sui anni, jurabit quod nunquam perquisierit nec perquisicionem aliquam faciet, erga dominum terre nec erga barones, ut remaneat ultra annum major, nisi per communem assensum ville.

[1] *Cet article manque dans* B.

TEXTE PROVENÇAL

53. Lo maire, au commensement de son an, jurera que gardera los dreits de sante glizie e le fideutat de nostre seinhor lo rey e justizie, e que judgera dreiturerementz segon sa consciencie, e que nulh percas no fera bert nostre seinhor lo rey ni bert sons barons que armanque maire outre I. an, si no per comunau autrei de la biele.

TEXTE LATIN

54[1]. Iterum, major et eschevini et pares, in principio sui eschevinatus, jurabunt eque judicare, nec pro inimicicia nec pro amicicia injuste judicabunt. Iterum, jurabunt se nullos denarios nec premia capturos, quod et eque judicabunt secundum suam conscienciam.

[1] *Cet article manque dans* B.

TEXTE PROVENÇAL

54. Lo maire els esquevins els cosseilhedors els pars, al comensement de l'an de lor esquevinadge, jureran que judgeran dret segon lor consciencie, e que nulh diers ni nulh loguers no prenerant, e que per amistat ne per anemistat a tort no judgeran, e qu'els cosseilhs deus esquevins celeran.

» de quoarante livres Guian. et de estar mes en preson per aqueres pagar. » (Etablissement municipal. Arch. de Bayonne, AA 3, fol. 264 v°). — LA ROCHELLE. « Nul juré ne doibt desiner son cheval pour les negoces de la ville, et s'il ne le » donne, il sera a la mercy du maire et des pairs de quarante sols un denier d'a» mande et ledit cheval sera commis a la ville (Jourdan. *Mém. cité*, p. 214.)

53. BAYONNE. 1327. Un établissement municipal de cette date relatif au serment du maire reproduit mot pour mot toute la traduction de cet article des Etablissements. (Arch. de Bayonne. AA 1, fol. 146.) Cf. d'autres serments de 1327 et de 1383 déjà analysés; voy. t. I, p. 145.— LA ROCHELLE. XV° siècle. « Le nouvel maire » jurera aux saints evangiles, touché le livre, de garder la ville au roy nostre sire » et a son hoir masle et que, en la fin de la mairie, il la rendra en la vraye obeis» sance de la couronne de France ; qu'il gardera les droits de sainte eglise a son » plein pouvoir, qu'il fera bonne justice et jugera droicturierement, aussi bien pour » le pauvre comme pour le riche. » (Jourdan. *Mém. cité*, p. 217.)

54. BAYONNE. 1336. « Vos juratz per Diu vostre creator et les vertutz de sant » Per, sant Pau et sant Leon que bien et degudement exerceratz vostres officis, lo » proffit et utillitat de la cause publicque de queste ciutat guoarderatz, feratz dret » e justici a ung chacun chens acceptions de personnes, ni aver regard a paren» telle, affinitat, ne amistat, dons et promesses, et judgeratz segond les costumes,

TEXTE FRANÇAIS

53. Li mayres jurera, au commencement de s'année, que il ne fera priere, par rey ne par autre, vers lo seignor ne vers barons ne vers baillis, que il seit maires outre cele anné[e], se il non estoit par le communau assentement de la vile.

54. Encore jurera li maires et li esquevin et li per a juger dreit, ne par amor ne par aigne ne jugeront autre chose. Encore jureront que il ne prendront deners ne lougers por dreit fere et que il jugeront dreiture segont lor conscience et segont les raisons et les allegacions, sans parties.

TRADUCTION

53. Le maire, au commencement de son année, jurera de ne point faire solliciter le seigneur de la terre ni les barons pour rester maire au delà de son année, sinon par le commun consentement de la ville [1].

[1] Dans le texte de Bayonne, il est stipulé de plus que le maire jurera de respecter les droits de l'église, d'être fidèle au roi et de juger selon sa conscience.

54. Le maire, les échevins et les pairs, au commencement de leur échevinage, jureront de juger avec équité, et de ne se laisser entraîner à l'injustice ni par l'inimitié ni par l'amitié. Ils jureront de n'accepter ni deniers, ni cadeau et de juger en équité selon leur conscience [1].

[1] Les divers termes de ce paragraphe sont intervertis dans la rédaction de Bayonne qui mentionne en outre le serment de discrétion ; cf. art. 3.

» establimentz, ordonnances et ancians usatges de ladite ville, segond Diu et cons- » ciencie, guoarderatz et observeratz lesdites costumes, mesmement le costume et » establiment deus vins et pomades, viendratz au conseilh de bonne hore los jorns » ordinaris, et aus autres jorns et hores quent seratz mandatz, chens retardation » aucune, et tiendratz segret et no revelleratz directement o indirectement so que » vos sera mandat tenir segret per lodit maire o son lieuctenant, et eslegiratz et » nomeratz en los officis de thresorier, ponter, inquestor, et autres officiers de » ladite ciutat, personnatges ydoynes et sufficiens per los exercer, cessans totz portz » et favors. » (Etablissement municipal déterminant le serment des membres du corps de ville. Arch. de Bayonne, AA 3, fol. 267). — V. 1383. « Seg se lo segrement » que los cent pars deven far suber l'autar Sen Per au seinhor eu maire de Baione, » au comensement de lor offici : que garderatz les dretz de sancte mayre glisie, le » fideutat de nostre seinhor et justici; bey et leyaumens judgeratz segon Diu et » vostres consciensses ; vieratz a le cort quent y seratz aperat, tieratz segret so » que lo mayre bos mandera tier segret, e tieratz l'arcort feyt enter les gens de le » glisie e le ciutat en todz puntz et capitos. (Etablissement municipal, Ibid., AA 1, p. 383). — SAINT-JEAN-D'ANGÉLY et ANGOULÊME. 1372 9 novembre, 1373-1374 mars. « ..... Et ce fait sanz plus attendre, le maire qui avoit esté et encore l'estoit jusques » a tant que le maire nouveau lui a fait le serment, s'en viennent en l'Esclavi-

TEXTE LATIN

55. Si aliquis juratorum[1] possit conperi[2] accepisse premium[3] pro aliqua questione de qua aliquis trahatur in eschevinagio, domus ejus, scilicet majoris vel illius[4] qui premium acceperit, sine contradicto prosternatur[5]; nec amplius ille qui super hoc deliraverit[6], nec ipse, nec heres ejus[7] dominatum in communia habebit[8].

[1] vigenti quatuor juratorum (B). — [2] experiri (B). — [3] premium contra jus (B). — [4] scilicet majoris vel illius, *manque dans* B. — [5] prosternetur (B). — [6] qui super hoc deliraverit nec ipse. *manque dans* B. — [7] suus (B). — [8] *L'article qui porte dans notre édition le numéro 43, a pris place ici dans* B. — Actum Senonis, anno Domini millesimo ducentesimo quarto, mense novembris (K).

TEXTE PROVENÇAL

55. Si aucun dous juradz pot ester trobat que aie pres loguer per aucun clam de que hom sie treit en esquevinadge, la soe maizon, so es del maire o d'aquet quiu loguer aura pres, sera darrocade seins contrediit; e aquet qui sober so aura desviat, e ne son heret, no aura meis seinhorie en le comunie.

» nage et se met ledit maire qui encore est en son siege, et appelle a soy le
» maire nouveau, en lui disant : « *Sire, vous me feres le serment que nos prede-*
» *cesseurs ont acoustumé a faire, s'il vous plaist, puisque Mons. le seneschal vous*
» *a prins et esleu pour maire ;* » et lors il se agenouille et fait le serment par
» la forme et maniere qui s'ensuit ; c'est assavoir que tout premierement il gar-
» dera l'onnour et le droit du roy, et lui promet porter foy a lui et a son hoir
» male a vie et a mort en telle maniere que, se il peut appercevoir homme qui
» le voulsist grever en sont droit, il feroit son povoir de le destourber ou le feroit
» assavoir aus gens le roy au plustost que il pourroit, et que il gardera la ville
» de Saint Jehan a lui et a son hoir male, bien et loyalment, et fera droit au
» povre et au riche, et gardera les loyaulx Establimens de la commune et nulz
» mauvaiz n'y eslevera a son escient, et perpetuelment il fera obeissance aus
» maires ses sucesseurs comme homme de commun, et que tout ce que son pre-

TEXTE FRANÇAIS

55. Si li mayres ou aucuns daus esquevins poet estre provez que il ait pris louger por dreit faire de aucune querelle par quey aucuns ait esté en esquevinage, la maison de celuy maior ou de celuy esquevin qui aura pris lo loger sera abatue sanz contredit ; et cilz qui sur ceu aura meffait, ne si her, ne auront jamais seignorie de mayre ne de autre office de la commune.

Explicit iste liber,
Sit scriptor crimine liber,
Qui scripsit ludat,
Ludere scriptor eat, eat, eat.

TRADUCTION

55. Si l'on peut prouver que l'un des vingt-quatre jurés a reçu un présent pour une affaire qui a conduit quelqu'un devant l'échevinage, sa maison, c'est-à-dire celle du maire ou celle de celui qui aura reçu le cadeau, sera abattue sans contredit, et ni celui qui en cette affaire aura failli, ni son héritier ne pourront plus desormais exercer aucune fonction dans la commune.

» decesseur ou predecesseurs aura ou auront commencié a l'asentement du com-
» mung il acomplira a son povoir ou le delaissera ob l'asentement du commun
» et non autrement. Lequel serment ainsi fait, le prend par la main et le met
» en son siege ou il estoit..... Et empres ce, les pers qui sont ou nombre de cent, font serment au maire ou au soubz maire ; c'est assavoir que il seront obeissants et garderont les segrés de la commune. (Arch. nat., JJ 105, pièce 418.)

55. BAYONNE. Coutume de 1273. XV. — LA ROCHELLE. XVe siècle. « Les maires et
» eschevins doivent juger droicturierement en leur consciences en chascune de
» leurs jurisdictions, sans prendre aucun don ne loyer de nul et sans juger injuste-
» ment, par amitié ou inimitié d'aucun. Et si aucun d'eux fait le contraire et il en
» est atteint, sa maison doit estre ruée jus pour ladite cause et jamais n'aura lieu
» (*sic*) ny les siens aucun honneur, degré ne seigneurie en ladite commune. »
» (Galland, *Discours au roy*, p. 29)

ROUEN.

II.

1207. Du 22 avr. au 31 oct. Paci.

Confirmation par Philippe-Auguste des privilèges de la commune de Rouen.

Minute de la Chancellerie royale, Reg. A de Philippe-Auguste, Bibl. du Vatican, Ottoboni 2796, fol. 59. (Je dois la collation de ce document à l'obligeance de mon confrère, M. A. Tuetey). — Le texte publié dans le recueil des *Ordonnances*, t. II, p. 411, est criblé de fautes et souvent inintelligible. — Cf. Delisle, *Catal. des actes de Philippe-Auguste*, n° 1024.

Philippus Dei gratia Francorum rex. Notum, etc., quod nos dilectis et fidelibus nostris civibus Rothomagensibus consuetudines et libertates suas concedimus sicut inferius continentur.

1. Concedimus siquidem eis quitanciam de hiis que ad nos pertinent de propriis mercaturis suis, per totam terram quam Henricus quondam rex Anglie tenuit, preterquam in comitatu Ebroicensi et in Vulquasino Normanno et apud Paciacum et in terra Hugonis de Gornaco, et preterquam a Ponte Arche superius versus Franciam.

2. Modiacionem tamen nostram de vino Rothomagi reddent nobis, preterquam de vino quod eis datum fuerit ad potum suum, quod nullo modo vendere poterunt quin inde reddant modiacionem.

1. Cf. art. 1 de la charte de Jean Sans Terre de 1199 : « Sciatis nos » concessisse... libertates et quietancias suas per totam terram nos- » tram citra mare et ultra mare, per terram et per aquam de omnibus » que ad nos pertinent. » (Chéruel, *Hist. de Rouen*, t. I, p. 250.)

2. Cf. *Ibid.* : « Salva modiatione nostra vini Rothomagi ; ipsi autem, » de vino quod possint affidare ad potum suum illis dari, nullam modia- » tionem donabunt. » — Cf. art. 5 de la charte de Henri Plantagenêt

3. Concedimus eciam quod ipsi habeant communiam et banleugam ad metas quas Ricardus quondam rex Anglie eis concessit et justiciam suam infra metas, salvo tamen jure dominorum qui ibi terras habuerint. Et habeant eciam placita de hereditatibus et catallis suis et convencionibus factis Rothomagi et infra banleugam, salvis curiis dominorum qui ibi terras habuerint. Qui domini habent curias hominum suorum in villa tenendas, usque ad recognicionem. Recognicio autem fiet in communia.

4. Recordacionem quoque tenebunt de hiis que pertinent ad communiam suam, videlicet de hiis que facta fuerint inter eos, salvo nobis placito ensis.

5. Super debitis mutuatis apud Rothomagum, si debitorem infra Rothomagum invenerint, ex quo de equo descenderit, catallum vel hernesium suum per majorem, propter debitum, arrestari poterit, quousque illud cognoverit vel negaverit; nisi tamen ita sit quod per summonicionem nostram illuc venerit vel in exercitum eat. Quod debitum si cognoverit, in communia de eo jus faciet ad diem ; si vero illud negaverit, jus inde faciet coram ballivo nostro apud Rothomagum, et ballivus noster de eo securitatem accipiet ad diem veniendi et jus ibi coram ipso faciendi. Et si debitor, vel ille qui convencionem Rothomagi fecerit, Rothomagum non veniret, si in justicia et potestate nostra esset, compellemus ipsum ut Rothomagum veniret et super hoc juri pareret coram ballivo nostro Rothomagensi.

de 1150 : « Quod nullus eorum det pro modiatione nisi vinum, etc. » (Chéruel, *ouvr. cit.*, p. 242.)

3. Cf. art. 12 et 23 de la charte de 1199 : « Ut ipsi habeant recogni- » tiones suas et recordationes in Rothomago per legales homines civi- » tatis de hereditatibus suis, vadiis, mercatis et omnibus conventionibus » suis quas habent intus Rothomagum et infra leucatam Rothomagi, et » quod habeant leucatam Rothomagi ad justitiam ejusdem civitatis. » — « Concedimus etiam et confirmamus eisdem civibus Rothomagi » communiam suam cum omnibus libertatibus suis et justitia sua, sicut » unquam eam melius habuerint. » (Chéruel, *ouvr. cit.*, pp. 252 et 254.) — Cf. *Etablissements*, art. 24.

4. *Le copiste du reg.* JJ., 26 (fol. 83) *a remplacé* recordacionem *par* recognitionem.

5. La dernière partie de cet article a été confirmée par Louis VIII en janvier 1223-1224 en ces termes : « Nosse vos volumus nos conces- » sisse per cartam nostram dilectis et fidelibus nostris Rothomagi ut si

6. Nullus civium Rothomagi potest appellari ab aliquo latrone confesso, vel aliquo crimine convicto vel deprehenso, vel falsario, nec etiam ab aliquo qui legem non habeat.

7. Contra omnes legitimos homines et legales testes respondebunt, sicut alii de Normannia.

8. Preterea cives Rothomagi cogere non poterimus ad custodiendum prisones nostros, nec in carcere nec alibi, nisi tantummodo quousque illos tradiderint ballivo nostro, si eos ceperint.

9. Nullum insuper ipsorum cogere poterimus ad custodiendam monetam, vel vicecomitatum, vel aliud ministerium nostrum.

10. Nec eos cogemus ad reddendum nobis talliam per consuetudinem, nisi sponte sua nobis dare voluerint.

11. Nullus civium Rothomagi debet accipere intersignia a vicecomite ad barrarium, sed affidet barrario quod consue-

» super debitis vel conventionibus factis Rothomagi, debitor vel ille » qui conventionem fecit cum civibus Rothomagi vel aliquo eorum, » Rothomagum non veniret, nos, si in justicia vel potestate nostra esset » constitutus, compelleremus ad veniendum Rothomagum et juri » parendum coram majore Rothomagi, si debitum vel convencionem » recognoverit, et si debitum vel convencionem negaverit, ad standum » juri coram baillivo nostro Rothomagi. » (Chéruel, *ouvr. cit.*, t. I, pr., p. 264.)

6. Cf. art. 2 de la charte de 1150 : « Quod nullus eorum respondeat » pro appellatione alicujus latronis recognoscentis, vel aliquo crimine » convicti vel deprehensi, vel alicujus falsatoris. » (Chéruel, *ouvr. cit.*, p. 241.) — Cf. l'art. 3 de la charte de 1199 qui est la reproduction du précédent. (*Ibid.*, p. 251.)

8. Cf. art. 4 de la charte de 1150 : « Quod nullus eorum custodiat » prisonem, vel in gaiola vel alibi, et id concessit eis rex Henricus. » (*Ibid.*, p. 242.) — Cet art. se retrouve dans la charte de 1199 (art. 4, *Ibid.*, p. 251.)

9. Art. 12 de la charte de 1150 : « Quod nullus eorum in moneta vel » vicecomitatu, vel in aliquo ministerio ponatur nisi sponte sua. » (*Ibid.*, p. 243.) — Cet art. se retrouve dans la charte de 1199 (art. 7, *Ibid.*, p. 251).

10. Art. 13 de 1150 : « Quod nec tailliam faciam super eos nec res » eorum capiam, nisi sua bona voluntate prestare voluerint michi. » (*Ibid.*, p. 243). — Cet art. se retrouve dans la charte de 1199 (art. 8, *Ibid.*, p. 251).

11. Art. 15 de 1150 : « Quod nullus eorum de terra sua intersignia a

TEXTE FRANÇAIS

47. Hon quiconques seit de la vile qui refudet lo saigrement de la commune, s'il en est proez, il deit estre pris et mis en lians de fer et en le chartre de la commune.

48. Si, becoins de la vile ou autre baillis par lo rey ne pot metre mayn au jurez de la commune, par lor meffait, si ne sunt convencu en la cort au maior de mort d'ome; et cilz qui de la mort est atains et conveincuz, [il] et si chataus sunt en la mayn lo rey et s'il ha maison o verger, c'est au mayor et a la commune a en fayre dreiture; les autres choses sunt aus hers si il les ha.

49. Si aucuns defors commune meffait a aucun de la commune et il puchet estre pris, il deit estre liez en lians de fer et mis en la chartre de la commune juques il aura fait l'amande au maior et aus

TRADUCTION

47. Quiconque parmi les habitants de la ville refuse le serment de la commune et en est convaincu doit être arrêté, enchaîné et mis en prison jusqu'à ce qu'il donne satisfaction à la commune[1].

[1] Le texte d'Oléron ne traduit pas : *donec satisfactionem communie fecerit.*

48. Le vicomte de la ville ne peut à raison d'un forfait mettre la main sur un juré[1], sauf le cas de mort d'homme. Celui qui est convaincu de mort d'homme, est avec tous ses biens meubles dans la main du roi notre sire; s'il possède maison ou verger, ces immeubles sont entre les mains du maire et de la commune pour en faire justice[2].

[1] Je suis ici le texte de Poitiers (B), plus satisfaisant que celui de Niort (A). — [2] Le texte d'Oléron ajoute ici que le reste échoit à ses héritiers ; mais quel pouvait être ce reste?

49. Si un étranger à la commune commet un délit au préjudice d'un juré de la commune et s'il peut être arrêté, il doit être enchaîné et mis en prison jusqu'à ce qu'il donne satisfaction à la

» quent sera mandat, appliquedeyres aus affars de le ciutat, et de estar mes en » preson per aqueres pagar. » (Art. 3. Arch. de Bayonne, AA 3, fol. 264 v°.). — Etablissement municipal de 1449 : « *Item,* et aussi los qui no auran prestat lo » segrement de fidelitat et de vesiautat seran tingutz de lo prestar, et si se inge- » rissen de habitar en le ciutat plus haut de quinze jorn chens venir et se offrir et » presentar de aquet far audit maire et conseilh, seran peinheratz et punitz come » dessus. » (Art. 4. Arch. de Bayonne. AA 1, p. 355). — Cf. t. I, p. 154.

48. ROUEN. 1278. Voy. plus loin, *Pièces justif.*, II, art. 2. — SAINT-JEAN-D'ANGÉLY. 1331, art. 2. (*Ordon.*, t. v., p. 676). — Cf. t. I, p. 39 et 313.

TEXTE LATIN

capi non potuerit, communia, per dominum illius qui forisfecerit, rectum inde requirere debet; et si per eumdem dominum rectum habere non poterunt, de illo ipsi qui de communia erunt, quando illum capere poterunt, rectum suum inde capient.

[1] *Cet article manque dans* B.

TEXTE PROVENÇAL

ester pres, le communie deu domanar dret d'aquero pou seinhor d'aquet qui aura forfeit; e si per medis le seinhor dret de luy no porran aver, aquet qui de le comunie seran, quant lo porran prener, sent prenerant dret.

50. Quicunque de juratis cutellum[1] vel ensem vel armam esmolutam traxerit super hominem[2], debet capi et poni in carcere[3] donec satisfacionem communie fecerit.

[1] costellum (B). — [2] aliquem hominem (B). — [3] carcere communie (B).

50. Quasque deus juradz treira coutet o espade o arme esmolude sober homi, deu ester pres e ester pauzat en le carce trou que aye feit emende a le comunie.

51. Si oportuerit[1] ire in negocium ville, per majorem et pares provideri debet; et quicumque recusabit ire, si requisitus fuerit, in misericordia majoris et parium remanebit.

[1] oporteat (B).

51. Si mestir es d'anar en coyte de le biele, peu maire e peus pars deu ester pervist; e qui arfuguera anar, si arrequerit n'es, armaira en merce dou maire e dous pars.

52. [Nemo[1] potest equm suum prohibere ad mittendum pro negociis ville, et si prohibuerit, in misericordia majoris et communie remanebit.]

[1] *Cet article ne se trouve que dans* B.

52. Nulhs hom no pot devedar son cavat a tremeter a les coytes de le biele, e si ag debede, armaira en merce dou maire e dous pars.

49. Cf. 17. — BAYONNE. Coutume de 1273. « Si augun fore estant a forfeyt au » jurat de le communi, lo maire deu requerir lo seinhor de cuy es qu'eu fase dret; » et si no affey, lo maire, siu pot trobar, lo deu tant thier en ligamis de fer trou » age amendat lo forfeyt au jurat et outre tant meis cum sera le merser dou maire » et de le comuni. » (C. 2.)

51. LA ROCHELLE. XV[e] siècle. « S'il convient aulcun d'aller hors pour les negoces

TEXTE FRANÇAIS

esquevins et a celuy a cuy il aura fait lo meffait; et s'il ne puet estre pris, li maires en deit requerre dreit au seignor de celuy qui aura meffait. Et si par son seignor li maires ne puet aver de celuy dreit par son juré, cil qui seront de la commune quicunques sunt, quant il lo porront prendre, il en prendront lor dreit sanz autre clamor.

TRADUCTION

commune. S'il ne peut pas être arrêté, la commune doit demander justice au seigneur de celui qui a commis le délit; et si l'on ne peut obtenir justice dudit seigneur, ceux de la commune qui le pourront prendre en feront justice.

50. Quicunques daus jurez trayra cotea o espée ou armes esmolues sur son juré, il deit estre pris et mis en la chartre jusques a tant que il ait fait amende au maior et a l'autre.

50. Le juré quel qu'il soit, qui tirera couteau, épée ou arme émoulue sur un homme, doit être arrêté et mis en prison jusqu'à ce qu'il donne satisfactoin à la commune.

51. Se il convient aler au besoig de la vile, li mayres et li esquevins devent porveer. Quicumques refuidera aler, puys que il en sera requis, il ert en la merci dau mayor et des esquevins.

51. S'il est besoin de faire un voyage pour les affaires de la ville, il y sera pourvu par le maire et les pairs. Quiconque, s'il en est requis, refuse d'y aller sera à la merci du maire et des pairs.

52. Nus ne puet veer son chevau a aler por le besoig de la vile, et se il, treys fez amonestez dau maior ou de son commandement, ou veet, il ert en la merci au maior.

52. Personne ne peut refuser de prêter son cheval pour le service de la ville; celui qui le refuserait serait à la merci du maire et de la commune.

» de la ville, il doibt estre pourveu de ce qu'il luy fauldra pour ledit voyage par » le maire et par les pairs; et si aulcun recuse d'y aller et il en est requis par » ledit maire, il sera a la mercy du maire et des pairs, s'il n'a exoine ou excusa- » tion raisonnable. » (Jourdan, *mém. cit.*, p. 214.)

52. BAYONNE. 1415. « *Item*, es estat establit que aucun no pusque reffusar sa » persone, rossin ny autres besti per los affars et quoeutes de la ville, sus le pene

TEXTE LATIN

53[1]. Major autem, in principio sui anni, jurabit quod nunquam perquisierit nec perquisicionem aliquam faciet, erga dominum terre nec erga barones, ut remaneat ultra annum major, nisi per communem assensum ville.

[1] *Cet article manque dans* B.

TEXTE PROVENÇAL

53. Lo maire, au commensement de son an, jurera que gardera los dreits de sante glizie e le fideutat de nostre seinhor lo rey e justizie, e que judgera dreiturerementz segon sa consciencie, e que nulh percas no fera bert nostre seinhor lo rey ni bert sons barons que armanque maire outre I. an, si no per comunau autrei de la biele.

TEXTE LATIN

54[1]. Iterum, major et eschevini et pares, in principio sui eschevinatus, jurabunt eque judicare, nec pro inimicicia nec pro amicicia injuste judicabunt. Iterum, jurabunt se nullos denarios nec premia capturos, quod et eque judicabunt secundum suam consciencian.

[1] *Cet article manque dans* B.

TEXTE PROVENÇAL

54. Lo maire els esquevins els cosseilhedors els pars, al comensement de l'an de lor esquevinadge, jureran que judgeran dret segon lor consciencie, e que nulh diers ni nulh loguers no prenerant, e que per amistat ne per anemistat a tort no judgeran, e qu'els cosseilhs deus esquevins celeran.

» de quoarante livres Guian. et de estar mes en preson per aqueres pagar. » (Etablissement municipal. Arch. de Bayonne, AA 3, fol. 264 v°). — LA ROCHELLE. « Nul juré ne doibt desiner son cheval pour les negoces de la ville, et s'il ne le » donne, il sera a la mercy du maire et des pairs de quarante sols un denier d'a» mande et ledit cheval sera commis a la ville (Jourdan. *Mém. cité*, p. 214.)

53. BAYONNE. 1327. Un établissement municipal de cette date relatif au serment du maire reproduit mot pour mot toute la traduction de cet article des Etablissements. (Arch. de Bayonne. AA 1, fol. 146.) Cf. d'autres serments de 1327 et de 1383 déjà analysés; voy. t. I, p. 145.— LA ROCHELLE. XV° siècle. « Le nouvel maire » jurera aux saints evangiles, touché le livre, de garder la ville au roy nostre sire » et a son hoir masle et que, en la fin de la mairie, il la rendra en la vraye obeis» sance de la couronne de France ; qu'il gardera les droits de sainte eglise a son » plein pouvoir, qu'il fera bonne justice et jugera droicturierement, aussi bien pour » le pauvre comme pour le riche. » (Jourdan. *Mém. cité*, p. 217.)

54. BAYONNE. 1336. « Vos juratz per Diu vostre creator et les vertutz de sant » Per, sant Pau et sant Leon que bien et degudement exerceratz vostres officis, lo » proffit et utillitat de la cause publicque de queste ciutat guoarderatz, feratz dret » e justici a ung chacun chens acceptions de personnes, ni aver regard a paren» telle, affinitat, ne amistat, dons et promesses, et judgeratz segond les costumes,

53. Li mayres jurera, au commencement de s'année, que il ne fera priere, par rey ne par autre, vers lo seignor ne vers barons ne vers baillis, que il seit maires outre cele anné[e], se il non estoit par le communau assentement de la vile.

54. Encore jurera li maires et li esquevin et li per a juger dreit, ne par amor ne par aigne ne jugeront autre chose. Encore jureront que il ne prendront deners ne lougers por dreit fere et que il jugeront dreiture segont lor conscience et segont les raisons et les allegacions, sans parties.

53. Le maire, au commencement de son année, jurera de ne point faire solliciter le seigneur de la terre ni les barons pour rester maire au delà de son année, sinon par le commun consentement de la ville [1].

[1] Dans le texte de Bayonne, il est stipulé de plus que le maire jurera de respecter les droits de l'église, d'être fidèle au roi et de juger selon sa conscience.

54. Le maire, les échevins et les pairs, au commencement de leur échevinage, jureront de juger avec équité, et de ne se laisser entraîner à l'injustice ni par l'inimitié ni par l'amitié. Ils jureront de n'accepter ni deniers, ni cadeau et de juger en équité selon leur conscience [1].

[1] Les divers termes de ce paragraphe sont intervertis dans la rédaction de Bayonne qui mentionne en outre le serment de discrétion ; cf. art. 3.

» establimentz, ordonnances et ancians usatges de ladite ville, segond Diu et cons-
» ciencie, guoarderatz et observeratz lesdites costumes, mesmement le costume et
» establiment deus vins et pomades, viendratz au conseilh de bonne hore los jorns
» ordinaris, et aus autres jorns et hores quent seratz mandatz, chens retardation
» aucune, et tiendratz segret et no revelleratz directement o indirectement so que
» vos sera mandat tenir segret per lodit maire o son lieuctenant, et eslegiratz et
» nomeratz en los officis de thresorier, ponter, inquestor, et autres officiers de
» ladite ciutat, personnatges ydoynes et sufficiens per los exercer, cessans totz portz
» et favors. » (Etablissement municipal déterminant le serment des membres du corps de ville. Arch. de Bayonne, AA 3, fol. 267).—V. 1383. « Seg se lo segrement
» que los cent pars deven far suber l'autar Sen Per au seinhor eu maire de Baione,
» au comensement de lor offici : que garderatz les dretz de sancte mayre glisie, le
» fideutat de nostre seinhor et justici; bey et leyaumens judgeratz segon Diu et
» vostres consciensses ; vieratz a le cort quent y seratz aperat, tieratz segret so
» que lo mayre bos mandera tier segret, e tieratz l'arcort feyt enter les gens de le
» glisie e le ciutat en todz puntz et capitos. (Etablissement municipal, Ibid., AA 1, p. 383). — SAINT-JEAN-D'ANGÉLY et ANGOULÊME. 1372 9 novembre, 1373-1374 mars.
« ..... Et ce fait sanz plus attendre, le maire qui avoit esté et encore l'estoit jusques
» a tant que le maire nouveau lui a fait le serment, s'en viennent en l'Esclavi-

III.

1278. Mai. Paris.

Ordonnance de Philippe III déterminant les conditions de l'administration de la justice dans la ville de Rouen.

Cop. du commencement du xiv[e] siècle. Arch. nat., JJ 42 a, pièce 148, folio 72 v°, dans un vidimus de décembre 1309. — Publ. *Ordonn. des rois de France,* t. I, p. 306 d'ap. JJ 42 a, et t. II, p. 415 d'ap. JJ 80, pièce 322.

Philippus Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod, cum, per ballivum nostrum Rothomagensem, dilectis et fidelibus nostris majori et civibus Rothomagi imponeretur ex parte nostra, quod dicti major et illi de communia abusi fuerant aliquibus justiciis ad placitum ensis spectantibus, contra cartam inclite recordacionis Philippi quondam regis Francie proavi nostri [1], quam dicti major et illi de communia in deffensione sua ostendebant, asserentes pluribus rationibus se posse bene uti justiciis quibus utebantur, et dicentes, quod de punctis sive articulis dicte carte poterant usus eorum trahi veraciter, cum longissima et pacifica teneura, quam habuerant in predictis; tandem nos, habito super hoc consilio, volumus et concedimus :

1. Quod dicti major et illi de communia et eorum successores habeant, teneant et exerceant omnimodam jurisdictionem ad nos pertinentem, tam de placitis spate quam de aliis, que accident, et amodo accidere poterunt in civitate et banleuca Rothomagensi in placitis, jurisdictionibus et justiciis quibuscumque, retenta nobis justicia mortis, mehagnii et vadiorum belli quando sequta fuerint [2].

[1] Charte de 1207. *Pièces justificatives,* II.

[2] Cf. ch. de 1207, art. 3, 4, 24 et 26. — Cf. art. 10, 11, 12, 42, 48 des Etablissements.

2. Ita, quod malefactores, qui in civitate et banleuca Rothomagensi capientur, in prisione majoris et juratorum tenebuntur, quousque de morte, vel mehagnio clarum fuerit per dictum cirurgicorum ad hoc nobis et dictis majori et civibus juratorum; et tunc ducentur ad gentes nostras et liberabuntur eisdem, ita tamen quod delinquentes, in casibus in quibus justiciam retinemus, per servientes nostros possint capi, si primo eos invenerint, aut per servientes majoris, si eos invenerint, ita quod in prisione majoris et juratorum tenebuntur nobis reddendi eo modo quo superius est expressum[1].

3. Latrones vero, multrarii et alii capti pro crimine capitali, capientur per gentes nostras, si primo eos invenerint, vel per gentes majoris et civium, si primo eos invenerint. Sed si gentes nostre primo eos invenerint et ceperint, ducent eos ob pericula evitanda ad majorem, vel locum suum tenentem; qui major vel locum suum tenens eos vel a gentibus nostris vel suis sic captos ducent et liberabunt gentibus nostris, quam cito absque omni fraude fieri poterit bono modo.

4. Et debent dicti major et cives gentes nostras juvare ad capiendos malefactores hujusmodi, cum ab ipsis fuerint requisiti; proximiores tamen loco in quo invenientur malefactores super hoc primitus requirentur.

5. Ita etiam, quod bona ipsorum per majorem custodiantur; de quibus ballivus noster habebit quoddam scriptum[2] et major aliud, quousque dampnati fuerint; et tunc bona mobilia erunt nostra, et immobilia, secundum consuetudinem patrie, retenta etiam nobis emenda monete, pro qua emenda major justiciabit in civitate et banleuca Rothomagensi, nomine nostro, venientes contra deffensum monete[3], retenta etiam nobis cognitione de debitis negatis coram majore ab illis

[1] Cf. art. 48 des Etablissements.

[2] Cf. art. 25 de la charte de 1207 (*Pièces justif.*, II.) et art. 48 des Etablissements.

[3] La juridiction en matière de monnaie faisait partie de la haute justice d'après une enquête par jurés « tempore regis Henrici » insérée dans le *Très ancien Coutumier de Normandie* où sont énumérés les plaids qui appartiennent « ad ensem ducis » : « Similiter omnis » justicia de exercitu vel de moneta ad solum ducem pertinent. » (Ed. Tardif, p. 65, cap. LXX.)

qui non sunt de communia Rothomagensi, eo modo quo declaratum est in carta dicti regis Philippi[1] et usque nunc extitit usitatum, nec non medietate forefactorum pannorum, vinorum, falsi argenti, auri, et aliarum falsarum mercaturarum quarumcumque, eo modo quo extitit usitatum; que forefacture, cum acciderint, judicabuntur per majorem et cives Rothomagi, et pars nostra dictarum forefacturarum per manum ipsorum nobis reddetur[2].

6. Consuetudines, franchisias, libertates, a predicto rege Philippo et ab aliis predecessoribus nostris dictis majori et civibus concessas, et alia in dicta carta contenta non etiam minuentes nec in aliquo retrahentes, retento nobis tamen resorto judicii et defectus juris et justicia excessuum, quorum punicio vel vindicta ad nos pertinet tantummodo, racione regie dignitatis, videlicet in hiis excessibus quorum justicia non mansit in aliquo, nec in aliquem transire potest concessione gene rali.

Que ut perpetue stabilitatis robur obtineant, presentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum Parisius, anno Domini M° CC° septuagesimo octavo, mense maio.

[1] Art. 5 de la charte de 1207. (*Pièces justif.*, II.)

[2] Cf. *Olim*, éd. Beugnot, t. I, p. 775, XIV, un arrêt de 1269 attribuant au contraire au bailli royal la justice en matière de choses forfaites.

LA ROCHELLE.

IV.

1208, 31 décembre. Winchester.

Charte de Jean Sans-Terre autorisant la commune de La Rochelle à sortir pour host et chevauchée et à veiller par elle-même à la garde et à la défense de la ville.

Vidimus des privilèges de La Rochelle donné à la requête des bourgeois de Poitiers, par le garde du scel de La Rochelle, en date du 6 octobre 1369. Archives communales de Poitiers [1].

Johannes Dei gratia rex Anglie, dominus Hibernie, duc[2] Normanie et Aquitanie, comes Andegavie, dilectis et fidelibus suis majori et communie de Ruppella. Sciatis quod volumus quod catinus[3] in exercitum vel equitacionem, pro aliqua simmonicione[4] vobis facta, nisi prius per ballivos nostros et per nos provideatur, quod, salvo statu ville nostre, exire possitis, et ita quod inde nobis vel ville nostre dampnum non possit evenire, quandieu[5] nobis placuerit; et vobis mandamus quod, sicut honnoram[6] nostrum et vestrum diligitis, provideatis et diligenter intendatis, ad commodum nostrum et vestrum et ad salvitatem vestre ville, ne quis miles extraneus vel alius villam vestram egrediatur per quem vobis forcia

[1] Je dois communication de cette pièce à l'obligeance de mon confrère M. Alfred Richard, archiviste de la Vienne. Le texte en est très altéré; il eût été facile d'y faire beaucoup de corrections, mais j'ai préféré lui laisser toutes ses fautes qui éclairent sur la valeur de cette copie.

[2] dux.

[3] quatinus.

[4] summonitione.

[5] quamdiu.

[6] honorem.

fierit[1] possit, vel nobis et vobis aliquid dampnum vel dedecus inferri. Mandamus eciam vobis rogantes quod quilibet vestrum qui potest sine gravamine, habeat equm[2] aptum ad servicium nostrum; et volumus et firmiter percipimus[3] quod nullus vestrum distringatur ad aliquam equm[4] vendendum vel commodandum nisi per gratum et voluntatem suam. Concessimus eciam et volumus quod mercatores terrarum nostrarum eant et redeant per totam terram nostram con[5] rebus et mercandisiis insula[6], quandiu fuerint in eo statu quomodo sunt ad fidem nostram. T. domino Wint. episcopo et G. Filio Petri, apud Winton., xxxi[a]. die decembris, anno regni nostri decimo.

[1] fieri.
[2] equum.
[3] precipimus.
[4] aliquem equum.
[5] cum.
[6] suis.

OLÉRON.

V.

1146. Paris.

Diplôme de Louis VII confirmant, du consentement de sa femme Eléonore, à la Trinité de Vendôme tous les biens situés dans le Poitou et la Saintonge, donnés à cette abbaye par Geoffroi, comte d'Anjou, et notamment le quart de l'île d'Oléron, l'église Saint-Georges, les églises Notre-Dame et Saint-Nicolas du château d'Oléron; il exempte tous les habitants de taille, queste, gîte, procuration, host et chevauchée, réservant seulement au roi ou au sénéchal, en personne, le droit d'exercer les droits de gîte, procuration, host et chevauchée; il spécifie que la justice de ces domaines appartiendra à l'abbaye et que, dans le cas de rébellion, le sénéchal s'associera aux moines pour la répression.

Original; Archives de Loir-et-Cher, série H, abbaye de la Trinité de Vendôme, prieuré de Saint-Georges d'Oleron[1].

In nomine sanctę ac individuę Trinitatis. Ludovicus Dei gratia rex Francorum et dux Aquitanorum. Regie liberalitatis interesse dinoscimus ecclesiarum quieti pie providere, et collatam eis ab antecessoribus nostris libertatem integram inviolatamque conservare. Tunc enim concessum nobis regni diadema ab eterno rege vere cognoscimus si sponsam ejus, sanctam matrem ecclesiam, pro commissę nobis potestatis offitio et diligimus et veneramur. Notum proinde facimus universis tam presentibus quam futuris quod, petitionibus Roberti venerabilis Vindocinensis ęcclesię abbatis et monacorum loci ejusdem, rogante pro eis dilecto fidelique nostro

[1] Je dois communication de cette pièce et de la suivante à l'obligeance de mon confrère, M. F. Bournon, archiviste de Loir-et-Cher.

Gaufrido, duce Normannie et comite Andegavensi, benigne condescendentes, universa que quondam eidem monasterio a Gaufrido comite Andegavensi et uxore sua Agnete comitissa Pictavorum, annuente filio ipsius comitisse Guillelmo, comite Pictavensi, in pago Pictavensi et in pago Xanctonico pia devotione collata sunt, nos quoque, cum assensu et voluntate Alienordis reginę collateralis nostrę, prefatę ęcclesię Vindocinensi ita libere sic integre perpetuo possidenda concedimus, sicut a predictis antecessoribus nostris fuere collata, et in ipsorum munitione manifeste vidimus et fideliter designata. Sunt autem hec in pago Pictavensi : apud villam Galniacum, terra que dicitur Ad petram ; in ipsa civitate, duę domus in foro ; in suburbio ipsius, mansio una ; apud Avaisiam, parrochialis ęcclesia sancti Martini cum integritate sua ; medietas ecclesiarum Olomnę, cum decima salinarum et vinearum et omnium inde exeuntium. In pago vero Xanctonico sunt ista : boscus sancti Aniani, et boscus de Columbariis, cum omnibus utilitatibus, salinis, aquis, molendinis, piscationibus, totum et ad integrum quicquid divisione accingitur quam predicti comes et comitissa ibi fecerunt ; medietas quoque nostrę partis sepiarum per totum Sanctonicum pagum ; ęcclesia quoque de Poio Rebelli, cum omnibus ad eam pertinentibus, et nostra pars exclusę de ponte Sanctonico. In insula Oleronis : ęcclesia beati Georgii cum quarta parte ejusdem insulę, et ęcclesia beatę Marię que est in ipso castro, et in ejusdem parrochia, ęcclesia sancti Nicholai. Preterea vero, ad majorem ejusdem ęcclesię immunitatem, regia nimirum auctoritate, statuimus ut nullus deinc[eps] prepositorum vel servientum nostrorum in omnibus superius enumeratis, nec talliatam aut questam, nec jacere vel procurationem, nec exercitum vel e[quitat]um habeat aut requirat, nec omnino aliquam exactionem aut violentiam vel exigat, vel imponat ; solummodo autem, nos et dapifer noster jacere et procurationem in eis, exercitum et equitatum, si presentes erimus, habebimus. Prefata vero ęcclesia Vindocinensis in omnibus presignatis integra servitia et integras justicias obtinebit, et si forte homines suos in aliquo rebelles aut contradicentes invenerit, dapifer noster monachis prefati loci cumadjutor extiterit. Ut hoc igitur ita ratum in perpetuum inconcussumque permaneat, scripto commendari, sigilli nostri auctoritate muniri, nostrique nominis subterinscripto karactere fecimus consignari. Actum publice

Parisius, anno ab incarnatione Domini M° C° XL° VI°., regni vero nostri X°., astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Radulfi Viromandorum comitis dapiferi nostri. — Signum Guillelmi buticularii. — Signum Mathei camerarii. — Signum Mathei constabularii. — Data per manum Cadurci (*Monogramme.*) cancellarii.

Ego Alienordis regina laudavi hoc, et sigillum meum, cum sigillo domini regis, apposui. (*Traces de deux sceaux pendant sur lacs de soie jaune.*)

VI.

S. d., 1146.

Diplôme d'Eléonore, reine de France et duchesse d'Aquitaine, confirmant l'abolition par Louis VII des mauvaises coutumes qui existaient dans l'île d'Oléron au détriment des hommes de l'abbaye de Vendôme.

Original, Archives de Loir-et-Cher, série H, abbaye de la Trinité de Vendôme, prieuré de Saint-Georges d'Oléron. — Fac-simile, collection de l'Ecole des Chartes; héliogravures, n° 221.

Ego Alienordis Dei gratia regina Francorum et Aquitanorum ducissa. Notum fieri volumus universis quam presentibus tam futuris quod pravas illas consuetudines quas in hominibus Vindocinensis ęcclesię de Olerone servientes seu ministeriales nostri male tenuerant, prout a domino nostro rege Ludovico condonate sunt et dimisse[1], ita et nos eidem ęcclesię condonamus atque dimittimus, et, sicut per auctoritatem regalis precepti destructę sunt, in perpetuum eas abolemus ac deinceps requirendas non esse sanccimus. Erant autem hę

[1] Le diplôme de Louis VII auquel il est fait ici allusion est également conservé dans le fonds de la Trinité de Vendôme. Le dispositif n'est pas différent de celui de l'acte que nous publions, et que nous avons préféré, parce que c'est une des très rares pièces, émanées d'Eléonore comme reine de France, dont l'original existe encore. Voici le début de l'acte de Louis VII : « In nomine sancte ac individue Trinitatis. Ludovicus Dei gratia rex Francorum et dux Aquitanorum, omnibus in perpetuum. Dignum nos exequi credimus regię potestatis officium si pravas consuetudines, quarum usus in dampnum ęcclesiasticę libertatis inolevit, penitus extirpemus. Quo nimirum intuitu, dilectissimorum nostrorum Gaufridi videlicet Burdegalensis archiepiscopi, Gosleni Suessionensis, Bernardi Xanctonensis episcoporum interventionibus exorati, Roberti Vindocinensis ęcclesię abbatis petitionem propitiis auribus attendentes, pravas quasdam consuetudines quas in hominibus ipsius Vindocinensis ęcclesię de Olerone servientes seu ministeriales nostri male tenuerant in perpetuum abolemus..... » La suite comme au diplôme d'Eléonore.

consuetudines : impetebant siquidem servientes seu ministeriales nostri quemlibet hominum Vindocinensis ęcclesię in prefata insula de quolibet forisfacto absque presentis testis productione, et inposite culpę purgationem, nisi per duellum vel per calide aquę judicium, nolebant omnino recipere. Intendebatur autem preterea a servientibus seu ministerialibus nostris adversus quemlibet hominum presignatorum, — vel abaltero adversus alterum, vel etiam a quolibet adversus eosdem, — quod supra regiam prohibitionem aliquid presumpsisset, ut vel hominem illum aut illum percutere, vel capere pignus pro debito, vel quidlibet aliud. Harum vero consuetudinum prior, *appellatio,* secunda, *defensio regis* appellabatur, et in intolerabile gravamen hominum illorum pessime creverant, dampnose perseverabant. Alteram igitur earum, id est *defensionem*[1], prefatę ęcclesię ex toto dimittimus ; alteram autem, id est *appellationem,* nisi cum presentis testis productione facta fuerit, perenni quoque silentio condempnamus. Quod ut ratum in posterum inconcussumque permaneat, scripto commendari et sigilli nostri auctoritate corroborari precepimus[2]. (*Traces de sceau pendant.*)

[1] Le diplôme du roi ajoute ici : « pro summe reverentia divinitatis » nostrorumque indulgentia reatuum Vindocinensi ecclesie..... »

[2] Voici les formules finales du diplôme de Louis VII; elles ont l'intérêt de dater les deux actes : « Quod ut ratum in posterum inconcus» sumque permaneat, scripto commendari, sigilli nostri auctoritate » muniri, nostrique nominis subterinscripto karactere fecimus consi» gnari. Actum publice Pictavis, anno ab incarnatione Domini Mº Cº » XLº VIº., regni vero nostri Xº., astantibus in palatio nostro quorum » nomina subtitulata sunt et signa. Signum Radulfi Viromandorum » comitis, dapiferi nostri. S. Mathei camerarii. S. Guillelmi buticularii. » S. Mathei constabularii. — Data per manum Cadurci (*Monogramme.*) » cancellarii. » (*Traces de sceau pendant.*)

VII.

1224, 14 août. La Rochelle.

Privilèges concédés par Hugue de Lusignan aux habitants d'Oléron.

Copie du XVIIIe siècle [1]. Bibl. nat., coll. Moreau, vol. 634, fol. 13.

Universis tam presentibus quam futuris presentem cartulam inspecturis, Hugo de Leziginaco[2] comes Marchie et Engolinnis[3], salutem. Noverit universitas vestra quod dominus Ludovicus rex Francie dedit et concessit nobis et heredibus nostris insulam de Olenore[4] cum omnibus pertinenciis suis, tenendam ab ipso et heredibus ejus in perpetuum et pacifice possidendam. Nos autem, in presencia ipsius, dedimus et concessimus fidelibus hominibus nostris dicte insule et heredibus eorum et omnibus in dicta insula habitantibus et manentibus, tam futuris quam modernis, per totam terram nostram et per totum posse nostrum, omnes illas libertates et dignitates quas dominus rex Francie supradictus dedit et concessit per terram suam burgensibus suis de Rupella, prout in cartula sua continetur, quam super hoc eisdem burgensibus sigillo suo roboratam donavit. Volumus insuper et precipimus quod dicti homines nostri de Olerone et heredes eorum suam communiam habeant et teneant pacifice et quiete, eodem modo et eadem libertate qua dicti burgenses de Rupella suam communiam tenebunt et habebunt. Omnes vero supradictas convenciones dictis hominibus nostris de Olerone et heredibus suis,

[1] Cette copie, faite pour Bréquigny sur un ms. de Londres (Mus. Brit., Cott. Julius, E 1, fol. 4), est très défectueuse; nous en avons laissé subsister toutes les fautes ; elles ont cet intérêt d'éclairer sur la valeur de la copie.

[2] Lezigniaco.

[3] Engolisme.

[4] Olerone.

in presencia domini regis, super sacrosancta evangelia, juravimus nos in perpetuum bona fide conservaturos et quod ipsos et res eorum fideliter et benigne, sicuti homines nostros, custodiemus. Ipsi autem, simili modo, pro se et heredibus suis, juraverunt quod fidelitatem nostram et heredum nostrorum bona fide contra omnes homines, salva fidelitate domini regis Francie, in perpetuum observabunt. Actum apud Rupellam, anno gratie M° CC° vicesimo quarto, mense augusto, in vigilia Assumpcionis beate Marie, videntibus et audientibus fratre Garino Silvanectensi episcopo, domino Enjorando de Cocy, domino Bartholomeo de Roies, domino Johanne de Bellomonte, domino G. de Rancon, militibus, R. Fulcheri, P. de Faia, J. Galerne, et G. de Cavig, burgensibus de Rupella. Et ut hoc ratum et stabile permaneat in perpetuum, dictis burgensibus nostris et heredibus eorum dedimus presentes[1] cartulam, sigilli nostri munimine roboratam.

[1] presentem.

BAYONNE.

VIII.

1204, Août. Pampelune.

Traité entre le roi de Navarre Sanche le Fort et la ville de Bayonne.

Cop. de 1237. Arch. de la Chambre des comptes de Navarre à Pampelune. Cartulaire 3, p. 239[1].

De conpositione facta inter S. regem Navarre et burgenses de Bayona. — Hec est carta conpositionis facte inter dominum regem S., regem Navarre, et burgensses de Baiona. Notum sit itaque omnibus hominibus quod ego S., per Dei gratiam rex Navarre, recipio sub mea protectione et defensione homines de Baiona et omnes rex (*sic*) ipsorum, [tam] mobiles quam immobiles, volens et mandans ut veniant, eant et redeant per totum meum regnum ab orta Baione salvi et securi, cum omnibus rebus suis, persolvendo michi mea pedagia in locis consuetis et pedagia consueta ; et sint salvi et securi in eundo et redeundo, tam de me quam de omnibus hominibus regni et de aliis, pro posse meo, et quod predicta securitate maneant quantum mihi placuerit, ita tamen quod, quandocumque mihi placuerit datam eis securitatem infringere, faciam hoc scire ante concilium Baione per iij. menses, et homines de Baiona, qui tunc fuerint in regno meo et habuerint ibi res suas, habeant securitatem unius anni circa personas suas et ad recuperandas interim res quas habuerint in regno meo ; et si infra annum non possent eas re[cu]perare, sint etiam amplius securi, donec eas recuperarent, nisi illud tantum quod propter defectum justicie fuerit a partibus, nomine pignoris,

[1] Ce cartulaire de 287 pages in-folio, d'une belle écriture, à longues lignes, a été écrit en 1236 et 1237 par Pierre Ferrand, notaire public du conseil de Tudèle, sur l'ordre de Thibaut Ier, roi de Navarre et comte de Champagne.

retentum. Adicio etiam predictis quod si homines de Baiona fecerint recuperare meis hominibus, faciam ego similiter eis recuperare res suas infra annum vel post annum, et conducere personas et res earum usque ad Baionam. Et sciendum quod omnia malefacta et querimonie hinc et inde debent emendari per homines juratos ex utraque parte, infra spacium viiij. dierum per inquisitionem veritatis vel per forum terre. Preterea homines de Baiona debent custodire caminum et defendere ad totum posse suum et debent se catare de toto dampno regis Navarre et regni sui per mare et per terram; et quod non adjuvent inimicos regis Navarre contra ipsum nec valeant eis auxilio neque consilio, salva tamen in omnibus fidelitate regis Anglie. Hec omnia supradicta debent intelligi et observari per bonam fidem et sine inganno ex utraque parte. Dant (*sic*) apud Pampilonam, mense augusti, sub era M[a] CC[a] XL[a] II[a]. Ad majorem confirmationem hujus facti presentem cartam hoc meo sigillo corroboro ac confirmo.

IX.

1248, 31 octobre. Urdax.

Traité entre la commune de Bayonne et Thibaut Ier, roi de Navarre et comte de Champagne.

Cop. contemporaine. Arch. de la Chambre des comptes de Navarre à Pampelune. Cartul. 3, p. 279 [1].

Conoscida cosa sea a todos aquellos qui esta carta veran e odran que nos, el mayor e los jurados e el communal conseillo de Bayona, recebimos en nostra garda e en nostra comienda a don Thibalt, por la gracia de Dios noble rey de Navarra, de Campaynna e de Bria cuende palazin, e toda su compayna, con todas lures cosas, si por aventura el denantdito don Thibalt, rey de Navarra, quisiere o quisiesse entrar alguna vegada en Bayona por passada o passare por logar ailli aderredor, o por mar o por tierra, eill o su compayna, que se estienda a nostro poder, queremos e prometemos en buena fe, sen mal engayno, que eill e toda su conpayna passen salvos et seguros con todas lures cosas. Otrosi, recebimos en nostra garda e en nostra comienda todos sus omes e sus gentes, con todas lures cosas e con todas sus mercaduras, que vayan et viengan todos por la villa de Bayona o por ailli aderredor que pertanezca a nostro poder, e que vendan e compren toda manera de mercaduria, pagando costumbre si por aventura la devieren. E si por aventura aviniesse que oviessemos a contramandar esta denandita convenienca, por mandamiento de nostro seynor el rei d'Anglaterra, que lo fiziessemos asaber en buena fe, sen mal engayno, al denandito rei de Navarra e a sus gentes ; e si por aventura alguno o algunos omes del rei de Navarra fuessen en

[1] Ce document, le suivant et plusieurs autres, émanés de Thibaut Ier, ont été ajoutés au cartulaire formé en 1236 et 1237.

Bayona ᵭ en logar que se estienda a nostro poder, que ayan quaranta dias de espatio, pues que lis fuere feito asaber, de issir salvos et seguros de nostra commarca, con todas lures cosas. E si por aventura alguno o algunos omes del rei de Navarra, non sabiendo el vedamiento que nos feito avriamos, viniessen de d'aillent mar o d'aquent mar en Bayona o a logar que se estienda a nostro poder, nos que ge lo fagamos; e pues que lo sopieren, que ayan quaranta dias de espatio por se issir de nostro poder, salvos e seguros los cuerpos e los averes, a qualque partida quisieren ir. E por que todas estas denantditas convenienças sean firmes e estables, seyellamos esta carta con nostro seiello pendient. Actum apud Urdacum, in vigilia omnium sanctorum, anno Domini Mº CCº XLº viijº.

X.

1253. 20 août. Bayonne.

Traité entre la ville de Bayonne et Marguerite, reine de Navarre, comtesse de Champagne et de Brie.

Cop. contemporaine. Arch. de la Chambre des comptes de Navarre à Pampelune. Cartul. 3, p. 283.

Conegude causa sia a totz aqueds qui esta carta beran e audiran que nos, lo mayre eus jurads eu comunau conseil de Bayone, recibem en nostra garda, en nostra comana le noble dame ne Margarita, per la gracia de Dieu reyna de Navarra, de Campayna et de Bria comdessa palazina, et en Th. son fil, e todas lors compaynas, ab totas lors cauzas, si per ambenture bolem entrar per passada en nostre biele de Bayone o passar per aucun log d'entorn, per mar o per terre, tant come nostre poder s'esten, a bona fee, sen mal engan. Autresi, recibem en nostra comana e en nostra enparanssa tots sos homis et sas gens, ab totas lors causas e ab totas lors mercaderies, anan e bien per la bile de Bayone o per aqueu enbiron qui sie de nostre poder, e qui benien e conpren tota manera de mercadarie, pagan las costumes que deurin. E si per aventure avem de desmanar aquest denantdit encombentement, per mandament de nostre seygnor lo rey d'Anglaterri, o per nos medis, que ag fessem saber a bona fee, sens maul engayn, a le denantdita reyna de Navarra e a son fil e a lors gents; e si per abenture eus medis o aucus autres lors homis eren en Bayone o aucun log or nostre poder s'estenes, què ayan XL. dies de termin, despuys quaus ag avrim feit saber, de ysir saubs e segurs de nostres apertinences ab totas lors cauzas. E si per abenture auguns deu lors homis non sabem aquest desman que nos avrim feyt, bien per mar o per terre en Bayonne o en log o nostre poder s'estenes, nos quals ag fessem labeds saber; e depuys que ag saberin, que ayan XL. dies d'espassi per medische guise quom es desus part devizat. E per que aqueds denandits conbents entirament sian tinguds e guarads e scheds tot corrompiment, havem seierad queste present carte dou seied de nostra comuna. Actum Baione, XIII° kalendas sebtembris, anno Domini M° CC° L° tercio.

XI.

1296. Bayonne.

Etablissement municipal relatif à la juridiction de la cour du maire de Bayonne.

Cop. du XVI[e] siècle. Arch. communales de Bayonne, AA 3, p. 211.

DE LA JURIDICTION DE LE CIUTAT. — En l'an de nostre Seinhor mil dus cens nanante e chiis, en le mairetat de en Pascoau de Ville e de son conseilh, ab tot lo poble fo establit que, a future memori, fosse escriute le juridiction de le ciutat, e le extencion d'equere fosse seguide e exercide de tant de temps enssa que deu contrari no es memori; lo quoau es come s'enseg :

1. Prumeyrement, es ledite juridiction e dex de ledite ciutat de tote ancianetat despuichs lo loc de Boret enssa, e despuichs lo Bocau, e despuichs Horgave, Sent Johan de Vintz, Ustaritz e Sent Martin de Seinhaux e Sent Johan de Lus.

2. Item, e pareilhement per tote l'arribeyre de l'Ador, despuichs lodit Bocau d'equi a Horgave inclusivement, tant que l'arribeyre crechs e puye per sons coustatz e estrems ab lo flot de le mareye per esters, aigues e arroilles e tote le terre d'equi a ont ledite mareye va per losditz costatz.

3. Item, e pareilhement per l'arribeyre deu Nybe, tant que ledite mareye va au long e cap sus e per los costatz, com dit es, ab totz los vergers, bartes, camps e terres.

4. Item, e jassie que, per guerres e disferences anticques, ledicte juridiction sie estade usurpade aucunement per terre per los circumvesins, tant deu costat de l'Ador que de Seinhaux, totes betz, so nonobstant, la juridiction e possession d'equere es estade posssedide e se possedichs au long e au large de lesdites arribeyres e per les terres, vergers, e bartes adjassentes, come dessus es dit.

5. Item, que, en ledite ciutat, aigues e terres, an lodit maire e conseilh tote juridiction, haulte e basse e moyan, e so que en depend, e l'exercici d'equere, a memori pergude e per costume anticque, e autrement a bons e justes titres e permission expresse u tacite deu visconte de Bayonne e de Labort et deus reys qui an succedit; e son judges en purmeyre figure e istance, e an le purmeyre conechence de totz cas indisferentement.

6. Item, e no es ny sera permes, ainchi que es de costume inveterade, a aucun judge d'appel ny autre, prener cort, conechence ny juridiction sus los manans, vesins e habitans de ledite ciutat e dex d'equere, en purmeyre figure e istance, de queinh cas que sie, sino que per appel.

7. Au conseilh assembla. — En excercin ledite juridiction e justici, lo maire e son conseilh, e en son absenci son loctenent, se amasseran a le mairetat e feran lor judgement degud e resonnable.

8. Item, e losquoaus se assembleran dus jorns cascune sempmane en le maison comune per tenir cort e audience publicque [1].

9. Item, e los dissaptes viendran au conseilh los juratz per assistir lodit maire e esclevins [2].

10. Item, e quant plaira audit maire o son loctenent, puyra far assemblar losditz esclevins, juratz e vingt-quoate e mes lo seinher clerc ordinari per los conseilhar [3].

11. Item, e so que sera expedit e arrestat per le maior part en nombre de personnes deus presens en ledite assemblade, valera e sortira son effect, chens aver regard a les butz, dignetat ny merit deus oppinans, sino que deudit maire solet qui deu aver dues butz ; mes lo clerc no a aucune butz, car no es que conseilher.

12. Item, e per comparir e benir aus jorns e hores ordinaris en le maison comune de le ciutat, no deben estre mandatz

[1] Cf. *Etablissements*, art. 3.
[2] Cf. *Ibid.*
[3] Cet article et le suivant paraissent avoir été remaniés après 1451 ; ce fut alors que le corps de ville se composa des échevins, des jurés et des vingt-quatre. Cf. t. I, p. 99.

ny assignatz per los sergens, mes chascun s'i deu trobar, sus pene de sinq solz l'esclevin, e lo jurat sus pene de tres, e los vingt-quoate sus pene de dus, peinherables e applicables come desus es dit[1].

13. Item, mes aus autres actes extraordinaris seran mandatz de par lodit maire u son loctenent, per los sergens de masse parlant a lor o a lor famili en le maison ous demoreran ; e si no venen, seran punitz come dessus ; e lo neguoci se expedira per los presens, nonobstant le contumacie deus abcens, enquoare sien malaus u negligens.

14. Item, e despuichs que seran en ledite maison comune no s'en puyran partir chens licenci deudit maire o son loctenent, sus mediches penes.

15. Item, es estat establit si augun deus dotze esclevinx volera anar en Angleterre o en autre terre loeinhau ou en pelegrinadge, prenera congit deu maire e deus autres esclevinx, quent seran ajustatz au dissapte, e id ades que comunaumens eslegiran aucun que establisquen en loc de luy, entro que torny[2].

16. Si lo maire trespassera l'Establiment de le comune, al doblie sera de merce que s'era ung deus esclevins, car de luy deu esser pres ichemple de dreituri e de rigautat de guoardar los Establimens[3].

17. De segui et acompanha lo mayre, son loctenent et conseilh. — Et es estat establit et ordenat que, quent lo maire o son loctenent per deliberacion de conseilh voleran far aucun acte, expleit honorable u de justici, puyra far assemblar les gens deus officis e autres justiciables, qui seran tingudz de los seguir e acompainhar e obedir, armatz, en bon punct e ordi, e aux despens comuns de les copes[4], dus jorns solemens; e d'equi enla a lor voluntat, sauban tot jorn le fidelitat deu rey e sus le pene de cent livres de Morlanx e de restar a le merce deudit maire e conseilh, applicquedeys comme desus[5].

[1] Cf. *Etablissements*, art. 4.
[2] Cf. *Ibid.*, art. 5.
[3] Cf. *Ibid.*, art. 9.
[4] *Les copes*, les coupes contenant l'argent, dans chaque corporation d'arts et métiers, qui y puisait pendant deux jours quand elle allait en guerre (*Note de M. Balasque*).
[5] Cf. *Etablissements*, art. 28 et 29.

XII.

1298, 6 septembre. Bayonne.

Etablissement municipal fixant au premier samedi d'avril de chaque année les élections des magistrats de Bayonne.

Copie de 1336. Arch. communales de Bayonne, AA 1, p. 112. — Publ., Balasque, *Etudes historiques*, t. II, p. 689.

Item, lo dissapte apres le festi de sant Gregori, en l'an de nostre Seinhor MCCXCVIII, en le mairetat doudiit Pelegrin de Biele, fo feit establiment per lo maire e per los cent pars, e autreiat per lo cosseilh comunau a le claustre amassatz, que todz temps mes, sober lo mudement dou maire e dous juradz e dous cent pars, que s'fasse la eleccion dou maire e dous cent pars qui en l'an seguentz deurant esser e governar le biele, per lo maire e per los cent pars e per los autres juradz qui lor an auran complit, e que sien esliitz cascun an a todz temps, lo primer dissapte dou mes d'abriu; e que lo maire e los cent pars e los autres juradz, quant lo maire e los cent pars e los autres juradz, qui lor an auran complit e esliitz los autres, demorin e armanquin en lor offici a tant de temps entrou que lo maire navet sie confermat per lo seinhor, e que lo maire qui l'an aura acabat aie pres lo segrement, segon que acostumat es dou maire navet qui labedz sera confermat; e que aquet maire aqui medis prenqui lo segrement dous xij. juradz e dous cosseilhers e dous cent pars navetz.

XIII.

1299, 20 juin. Bayonne.

Etablissement municipal fixant quelques attributions du maire.

Copie du XVIe siècle. Arch. communales de Bayonne, AA 3, fol. 220 v°.

AB QUOAUTZ LO MAYRE FAR CONSELH ET JUSTICI. — En l'an de nostre Seinhor mil dus cens nanante nau, en le mairetat deu seinhor n'Arremon Duran de le Bille, lo dissapte empres le Trinitat, en centeye degude, amassade en le maison de le besiau, fo feit establiment per lo maire e per los cent pars que, dessi en avant, totz dies que lo maire tiera cort, sien ab luy e demorin, a tant com le cort durera, ung deus dotze et ung deus vingt-quoate conseilhers[1] per aoir los puntz que los abocatz deran en les arrezons l'ung contre l'autre, e per conseilhar lo maire en les causes que mestir lo seran aquetz deus dotze e aquetz conseilhers que lo maire fera manar au serment; e que aquetz qui y sien e y demorin despuichs que le cort sie comensade entro que sie finide, en pene de chiis sols de Morlanx que se daunera a le bille aquet qui no y sere, chens nulhe mercer, si donx lo jorn d'abant no ave mustrat ubert ceis au maire per que no y podos estar.

2. SY LO MAIRE POT FAR LO LOCTENENT. — Lo maire pot mectre e instituir son loctenent, loquoau deu presentar a son conseilh; e en lor presenci fera lo segrement ainchi que lo maire aura feit a l'ingres de son offici.

3. Totes betz, si lo conseilh trobe que lodit loctenent non sie sufficient o aye inpreffection e deffectuositat manifeste, lo puyran reffusar.

4. EXPEDI LES CAUSES PETITES. — Lodit maire o son loc-

[1] Cette mention des douze et des vingt-quatre montre que ce document a été remanié après 1451. Cf. t. I, p. 98.

tenent poden soletz expedir e despachar chens autres conseilh les causes petites e sommaris.

5. Depausa lo loctenent. — Lodit loctenent pot esser demes e estremat de l'offici a le volunctat deudit maire.

6. De l'auditor. — Lodit maire a facultat de instituir son auditor a sa volunctat, provedit que sie bon costumer e pratician, autrement lodit conseilh y pot empachar e contrediser, e no valera sa institucion ; e d'equi a tant que y aura provedit, o quent vaquera per mort o renunciation, e en abcenci deudit maire, lo conseilh n'y puira instituir ung.

7. De non vaquer avant lo segrement. — Lodit maire o son loctenent no poden excercir los officis, com no fasen los autres officiers, avant prestar lor segrement.

8. Lo maire o son loctenent poden assemblar lo poble e los contreinher de los seguir per tote le juridiction, armatz e autrement, le ville demoran provedide.

XIV.

1304, 6 mars. Bayonne.

Etablissement municipal enjoignant de porter des armes.

Copie de 1336. Arch. communales de Bayonne, AA 1, p. 120.

En l'an de nostre Senhor M CCC e IIII., dissapte apres le feste de sant Laon de martz, en le mairetat dou seinhor en Pelegrin de Biele, fo ordenat e feit establiment per lo maire e per los cent pars e per moutes autres bones gens, en le maison de le veziau de Baione, que todz los brassers e hobres de Baione de binhes o de bergers o todz autres, quant iran per mar o per terre, dessi en avant, a les hobres, quaus que sient, portin lor armes, lances e dartz e balestes e manbaus, cascun aqueres armes de que melhor se sabera servir, e que ab lor les aien e tinquin totes vedz assi pres de lor que augun maufeitor no los pusqui panar ni prener.

2. E aquet brasser qui hiri hobrar estiers d'armes e aquet quiu logari estiers de portar armes que s'daunera VI. s. de Morlans a le biele, sans nulhe merce.

3. E se escat per aventure que ad augun vezin de Baione o d'augun brasser e obrer estrainh qui de Baione en fore seri ischit, augun persone fei o bou far dampnadge, e aquere persone cride: *biafore,* o cride en autre maneire, que todz los brassers e obrers que aquet *biafore* o crit audiran e seran en loc que audir ag deien, laissin ades lors hobres a tantost cum lo *biafore* o crit audiran, e que prenquin les armes, e que anin aiudar ad aquere persone qui cridat auri, en pene de VI. ss. de Morlans que s'dauneri a le biele aquet qui no i iri.

4. E si abie que los brasses qui iran ab lors armes au crit, cum diit es, augun d'aquetz maufeitors o banitz qui bierin mau far en les heretadz de Baione o a les persones de la biele de Baione o ausdiitz brassers o obries, plagauen o aucident

que sens balhe, e que lo maire ni le biele de Baione d'arres nous en pessegui nius en fasse augun mau, mas queus issien en totes cauzes, effors e aiude. E aquetz qui hiran a le *biafore* o au crit, cum diit es, los seinhors qui logan los auran, queus paguin todz lors iornaus atabei cum si tot lo die aven hobrat, sodz la pene dessusdiite.

XV.

1304, 12 décembre. Bayonne.

Etablissement municipal instituant des gardes champêtres.

Copie de 1336. Arch. communales de Bayonne, AA 1, p. 114.

Item, aquet medis die, [en l'an de nostre Seinhor M CCC IIII., lo dissapte apres le sent Nicholau abesque e confessor, en le mairetat d'en Pelegrin de Biele,] fo establit que pressones sien esliites e assignades qui sient tincudz, per segrement feit en mang dou maire, de gardar le bies eus camins e de gardar los baradz, e les arroilhes, e les hobres que hom fera, a pretz feit o en autre guize, en vinhes o en bergers o en cazaus o en autres terres fore de Baione, si esteran plan ni si seran feites dehudemens; e que aqueres persones pusquin les vinhes e los vergers e les autres terres que hom volera partides e los cazaus fore de le biele bei e leiaumens, sober lor segrement. E desso far e gardar son esliitz aqui medis: en Bidau de Bardos, en Peis de Faiet, en Peis de Sent Miqueu.

XVI.

1315, 5 juillet. Bayonne.

Etablissement municipal relatif au guet et au contre-guet.

Copie du xvi[e] siècle. Arch. communales de Bayonne, AA 3, fol. 181 v°.

Deu ffeit deu guoait. — En l'an de nostre Seinhor mil tres cens e quinze, lo dissapte apres le feste de sent Pey, fo establit per monseinhor lo maire, esclevins, e conseilh que totz aquetz e aqueres qui yran de nuitz u de jorns per aygue o per terre, per deffens le ciutat o per deffore, quent lo guoait, esquiuguoeit, portalers o autres los domanderan qui son, e ni auderan, que vinquen a lor, o arribin a terre, sien tingutz de obedir, e si lo contrari fasen, si los auciden o plagauen, que se los valos, e en fossen quictis, et si plegar ny aucider no los volen, que, per le desobedience, ung chacun sera mes en preson e detingudz, a l'arbitre deus qui dessus, e avant lor elargissement pagueran vingt livres Guian., le terce part applicquedeyres aus escusedors e revelledors, e lo plus aus affars de ledite ciutat.

2. Idem. — Item, aqui medichs fo establit que tot home maridat sie tingud de anar far lo guoait, esquiuguoayt e porte, une vetz le sempmane, segond sa facultat, en propre personne, sus pene de estar mes en preson e de pagar vingt solz tornes avans que en sailhi, le terce part applicquedeire aus qui ag revelleran, e lo plus a le bille.

3. Idem. — Item, si ere lo cas que se abscentassen, u fossen vieilhs, malaus, o autremens legitimemens impeditz, seran tincutz de presentar en lor loc audit maire o son loctenent personnatge sufficient quy aye feit lo segrement de vesiautat, autrement no y poira mectre ny subrogar en son loc autre personnatge, sus le pene que dessus.

4. Idem. — Item, es estat establit que losditz deu guoayt,

esquiuguoayt e porte, sien armatz com si anaben a le guerre, e no pusquen partir los de l'esquiuguoayt e porte, de dessus les murrailhes, tant que le noeyt dure, e los portalers deus portaus, despuichs que se obrin d'enqui a que sien barratz, sus mediches penes.

5. IDEM. — Item, e les gens de l'esquiuguoayt seran tingutz anar per dessus les murrailhes e rues de ladite ciutat, los ungs d'equi a le myeyt noeyt, e los autres despuichs d'equi a los portaus son ubertz, sus mediches penes.

6. IDEM. — Item, e en anan audit esquiuguoait, e aussi los deu guoayt, no puyran ny deuran cridar ny far bruyt per les rues ny per les murrailhes; mes yran escotan dossement e segretement, tant per obviar a le maubade enterprese de enemix que deus lairons e mauffeitors de le ciutat.

7. IDEM. — Item, e si troben que los deu guoayt sien adurmitz, los puyran prener los armes e tot so qui porteran ab lor, per esser repartit enter los de l'esquiuguoayt, per le purmeyre vegade, chens autre judgement; e per le seguonte, los puyran gectar de le murrailhe en bat; le terce, seran a le merce deudit maire e conseilh.

8. IDEM. — Item, et pareilhement si troben per les rues o en autres partz aucuns mauffeitors, gent suspecte, corredors de rues, armatz o no armatz, ab lutz o chens lutz, los puyran prener e mectre en preson, e si se esforssauen e no se volen lachar prener, si los plaguen o auciden, que se los valos, e que en fossen credutz a lor segrement, edz e los sergens, desso que feran e lor sera feit.

9. Item, pareilhement es establit que si lesdites gens deu guoait, esquiuguoait e portalers no mecten a ezceqution ledite puchance e facultat qui los es donade, o no le revellen audit maire e conseilh, per negligenci, meinchspretz, graci, favor, parentelle, corruption o autrement, seran mes en preson, incontinent que sera sabut, e aqui detingudz per an, e demoran le merce e judgement deus qui dessus.

10. IDEM. — Item, aussi es estat establit que lesdites gens de l'esquiuguoayt e portalers seran tingudz de creder e obedir a lor cappitaine per so que consernichs le polici deudit esquiguoayt e porte, e de se rendre a le porte de sa maison a l'hore qui failh comenssad (*sic*) lodit esquiuguoait, sus pene de

estar empresonatz e de pagar l'amende, applicable come dessus.

11. IDEM. — Item, e si aucun differento dobte abie e occor sus le polici deudit guoait e esquiuguoait, se retireran per devert lodit maire o son loctenent, qui a tot james es estat lor cappitaine generau de la ciutat, per mectre ordre e regle en lo dit different e totz autres qui en sortiran.

XVII.

1327, 26 mars. Bayonne.

Etablissement municipal réglant le mode dc nomination des officiers municipaux.

Copie du xvie siècle. Arch. mun. de Bayonne, AA 3, fol. 163.

De les ellections deus officies. — En l'an de nostre Seinhor mil tres cens e vingt sepd, lo dissabte davant arramps, en le mairetat deu seinher en Johan Dardir maire de Baionne, en centeye degude, fo feyt establiment perpetuaumens duredor, publicat e approbat, sus lo feit de le election deu maire e autres officiers, e maiorement que los sirvens deu maire e conseilh, cappitaines e guoardes de le ciutat e totz autres officis se fasen e donen per election, e ainchi medichs s'entrevin quent lo cas lo requerira.

2. Deus serjantz. — Item, e losditz sergens quent l'offici vaquera per mort, renunciation u privation, sera eslegit ung autre en son loc per lodit maire, si present es, qui aura dues botz, esclevins, juratz et vingt-quoate[1] qui n'auran chacun le soe ; et si es present, son loctenent, qui aura une butz, e ainchi medichs sera, quent l'en voleran gectar o suspende.

3. Idem. — Item, et au regard deus autres officis e officiers qui preneran gadges, y sera provedit per election deudit maire, esclevinx et juratz, assemblatz com dit es.

4. Idem. — Item, mes los officis de clerc e procuraire ordinaris de le ciutat seran donatz e feitz per election de tot lo conseilh integrement; car la confirmation deudit clerc ap-

[1] Cette disposition indique que le texte de ce document, comme celui des pièces XI et XIII, a été remanié après 1451.

pertin au rey nostre souvyran seinhor, a lor election nomination et presentation.

5. Idem. — Item, empero lodit maire, juratz, esclevinx e vingt-quoate e lo loctenent, en absenci deudit maire, donen e comferichen l'offici de procuraire, et an le facultat de acquet bailhar de pley dret ad aquet qui es eslegit per le solete election et nomination, provedit que en prenque titre, signat deu greffier et sagerat deu saget de le maiorie, incontinent que aura prestat lo segrement en tau cas requerit et acostumat.

6. Idem. — Item, et au regard deus officis de braymans, sortidors, hachers, relotgé, bergantine, cride, trompete, jaulé, portalers, mestes charpenters deu pont, lo leumant deu Bocau, e autres semblables, seran ainchi medichs feitz et expeditz per election deudit maire esclevinx et juratz, chens los vingt-quoate, car ainchi es acostumat, et preneran totz lors titres signatz et sageratz com dit es.

7. Com se assemblen. — Item, et es ancian usatge que, en totz los cas que lodit maire et conseilh expedichen per comune assemblade election ou nomination, lodit maire u son loctenent tremet ung o plusors sergens a le maison deus esligens, outz parlan a lors personnes o a lor famili et son assignatz per losditz sergent de se trobar a le maison comune de ledite ciutat.

8. De eodem. — Item, en lequoau maison apres que los repportz seran feitz deusditz sergens de ledite assignacion e hore escadude, los qui seran presens, sie le maior o le menor partide de le universitat, puyran procedir au feit de ledite election ou nomination, chens demorar los autres. E so qui sera feyt per le maior partide en nombre de personnes et butz deus presens aura valor e efficace, nonobstant aucune discrepance o contrediction, et tau election sortira son effect et l'eslegit juyra de son offici et en aura l'exercisi et gadges pendent lo proces, si aucun s'en mabe.

9. Revelar lo feyt deu conseilh. — Item, es estat establit et ordenat que si aucun revelle so que sera altercat en lodit conseilh en fasen ledite election, com es les reproches o meritz qui seran estatz ditz deus nominatz, et autres lengadges qui no se deven revellar, tau reportedor u revelledor sera privat de son offici[1] et james plus no aura offici en lo

[1] Cf. Etablissements, art. 2.

conseilh, tornera los gadges qui n'aura pres, et sera mes en preson, incontinent que sera sabut, et paguera cent livres Guian. applicquedeires aus affars de le ciutat, avans son largissement.

10. De les injuris segretes deu coseilh. — Item, et es estat establit que si en lo conseilh segret, se mau question et debat contre les gens deudit conseilh, et si inferichs injuri verballe o realle, sino que fos de mort o mutilation de membre, les gens deudit conseilh termineran segretement et sommariment lodit disferent per lor sentenci, de lequoau les partides se contenteran et no puyran haver recors en autre part, sus pene de estre privatz a james de les prerogatives et priminences dequere.

pertin au rey nostre souvyran seinhor, a lor election nomination et presentation.

5. IDEM. — Item, empero lodit maire, juratz, esclevinx e vingt-quoate e lo loctenent, en absenci deudit maire, donen e comferichen l'offici de procuraire, et an le facultat de acquet bailhar de pley dret ad aquet qui es eslegit per le solete election et nomination, provedit que en prenque titre, signat deu greffier et sagerat deu saget de le maiorie, incontinent que aura prestat lo segrement en tau cas requerit et acostumat.

6. IDEM. — Item, et au regard deus officis de braymans, sortidors, hachers, relotgé, bergantine, cride, trompete, jaulé, portalers, mestes charpenters deu pont, lo leumant deu Bocau, e autres semblables, seran ainchi medichs feitz et expeditz per election deudit maire esclevinx et juratz, chens los vingt-quoate, car ainchi es acostumat, et preneran totz lors titres signatz et sageratz com dit es.

7. COM SE ASSEMBLEN. — Item, et es ancian usatge que, en totz los cas que lodit maire et conseilh expedichen per comune assemblade election ou nomination, lodit maire u son loctenent tremet ung o plusors sergens a le maison deus esligens, outz parlan a lors personnes o a lor famili et son assignatz per losditz sergent de se trobar a le maison comune de ledite ciutat.

8. DE EODEM. — Item, en lequoau maison apres que los repportz seran feitz deusditz sergens de ledite assignacion e hore escadude, los qui seran presens, sie le maior o le menor partide de le universitat, puyran procedir au feit de ledite election ou nomination, chens demorar los autres. E so qui sera feyt per le maior partide en nombre de personnes et butz deus presens aura valor e efficace, nonobstant aucune discrepance o contrediction, et tau election sortira son effect et l'eslegit juyra de son offici et en aura l'exercisi et gadges pendent lo proces, si aucun s'en mabe.

9. REVELAR LO FEYT DEU CONSEILH. — Item, es estat establit et ordenat que si aucun revelle so que sera altercat en lodit conseilh en fasen ledite election, com es les reproches o meritz qui seran estatz ditz deus nominatz, et autres lengadges qui no se deven revellar, tau reportedor u revelledor sera privat de son offici[1] et james plus no aura offici en lo

[1] Cf. Etablissements, art. 2.

conseilh, tornera los gadges qui n'aura pres, et sera mes en preson, incontinent que sera sabut, et paguera cent livres Guian. applicquedeires aus affars de le ciutat, avans son largissement.

10. DE LES INJURIS SEGRETES DEU COSEILH. — Item, et es estat establit que si en lo conseilh segret, se mau question et debat contre les gens deudit conseilh, et si inferichs injuri verballe o realle, sino que fos de mort o mutilation de membre, les gens deudit conseilh termineran segretement et sommariment lodit disferent per lor sentenci, de lequoau les partides se contenteran et no puyran haver recors en autre part, sus pene de estre privatz a james de les prerogatives et priminences dequere.

TOURS.

XVIII.

1461-1462, 25 janvier. — 1462, 30 juin.

Extraits des comptes municipaux de la ville de Tours.

Arch. mun. de Tours. Registres des comptes de la ville, t. XXXVI, fol. 59, v° à 61 v°.

A Mes Jehan Dupuiz et Pierre Lailler, bourgeois de Tours, la somme de LXiij. l. xiij. s. vj. d. qui deue leur estoit pour les causes cy apres declairées, c'est assavoir : cinquante et une livre pour ung voyage par eulx fait par l'ordonnance des bourgois et habitans de ladicte ville pour ce assemblez, le xxve jour de janvier mil iiij^c^ LXj., en la presence de Baudet Berthelot, lieutenant de Monseigneur le bailli de Touraine et de maistre Jehan d'Argouges, advocat du roy notre sire oudit bailliage, desdits esleuz, de Jehan Ruzé, maistre Jehan Bonnart, Pierre Lailler, Jehan Barbot, Mace Touchart, Pierre Quetier l'ainné, ... (*en tout 16 noms.*), et plusieurs autres habitans de ladicte ville, a aler de ceste dicte ville a Saint-Jehan-d'Angely, devers le roy nostredit seigneur, pourchacer le privilege que ledit seigneur avoit donné a icelle ville durant le temps qu'il y estoit, et tel comme ont ceulx de La Rochelle, ouquel privilege sont encore comprins les dons autreffoys faiz par ledit seigneur a ladicte ville et autrement, et pour porter audit seigneur cinq cens escus d'or qu'il vouloit avoir en ce faisant. Auquel lieu de Saint Jehan d'Angely, lesdits Dupuiz et Lailler furent et firent requerir audit sieur que ladicte ville eust ledit privilege ainsi et tel comme il leur avoit donné, lequel seigneur fut content et l'accorda derechief, moyennant qu'il en auroit maire et eschevins comme a ladicte Rochelle et non autrement. Et pour ce que iceulx Dupuis et Lailler n'oserent en ce proceder

sans en parler aux gens de ladicte ville, s'en retournerent par deça et laisserent en garde lesdits v^c. escus a Jehan Godeau qui estoit par dela, et en firent ainsi leur rapport a ladicte ville. Auquel voyage faire, lesdits Dupuis et Lailler vacquirent, tant a aler audict Saint Jehan d'Angely, sejourner que eulx en retourner, par l'espace chascun de xvij. journées qui font xxxiiij. jours a eulx deux . . . .

. . . .

Item, a maistre Nouel de Fribois, jadis secretaire du roy, pour ses peine et salaire d'avoir fait la minute dudit privilege et mise en beau latin, fut par eulx a lui baillé pour ce faire, avant le partement de cestedicte ville. . . . . . c s. t.

. . . .

A Jehan Briçonnet et maistre Gervaise Goyet, bourgoys de Tours, la somme de xj^c iiij^xx ij. l. ij. s. vj. d. qui deue leur estoit pour les causes cy apres declairées : c'est assavoir, cv. l. pour ung voyage par eulx fait par l'ordonnance et deliberacion des bourgoys et habitans de ladicte ville pour assemblez en l'ostel d'icelle, le premier jour de mars mil iiij^c LXj., en la presence de honnorable homme Jehan Bernard, juge et lieutenant general de Mons. le bailli de Touraine, de ..... (*en tout 24 noms.*) et plusieurs autres bourgoys et habitans de ladicte ville, a aler de ceste ville de Tours en la ville de Bourdeaulx, devers ledit seigneur et son conseil, pourchacer le privilege que icellui seigneur avoit promis donner et bailler a celle ville, tel comme ont ceulx de la ville de la Rochelle, et en icellui comprins le privilege tel comme les roys de France ont autrefoiz donné et confermé a celle ville, et aussi autres articles et dont comprins en icellui et de bailler les cinq cens escuz qui avoient esté promis autrefoiz en ce faisant audit seigneur. Et pour ceste cause avoient de par icelle ville esté autrefoiz esleuz et commis maistre Jehan Dupuiz et Pierre Lailler a aler devers ledit seigneur, ou ilz furent, a Saint-Jean-d'Angely, ou icelluy seigneur leur accorda que ceste dicte ville auroit ledit previlege, tel comme dit est, pourveu qu'il y auroit maire et eschevins comme audict lieu de La Rochelle, et autrement on n'auroit point ledit privilege. Et pour ce que iceulz Dupuiz et Lailler n'oserent en ce proceder sans premierement parler aux gens de ladicte ville, s'en retournerent par deça et laisserent en garde lesdits v^c. escuz a Jehan Godeau qui estoit par deça, qu'ils avoient portez par commandement de ladicte

ville pour bailler audit seigneur pour ledit privilege, et en firent ainsi leur raport a icelle ville; et pour ce, fut par les dessuz nommez apres ce deliberé que icellui privilege seroit poursuy et recouvert aux despens de ladicte ville. Et pour retourner a y aler furent esleuz lesdits Briçonnet et Goyet, ausquelz fut chargié et dit qu'ilz feissent tant qu'il n'y eust a celle ville par ledit privilege aucun maire ne eschevins, et aussi a ne bailler pas tous lesdits v^c^. escuz, s'ilz povoient, pour ledit privilege avoir, mais si autrement ne se povoit faire, qu'ilz se consentissent a faire le bon plaisir du roy. Lesquels Briçonnet et Goyet alerent devers ledit seigneur audit lieu de Bourdeaulx et firent oudit voyage telle diligence, nonobstans leurs compediteurs qu'ils avoient des gens d'eglise d'icelle ville qui poursuyvoient et empeschoient que icelle ville n'eust ledit privilege pour ce qu'ilz disoient qu'il estoit contre leurs privileges, par quoy ledit voyage fut plus long nonobstant toute diligence a ce faire a eulx possible. Ils vacquerent tant a aler oudit Bordeaulx ou ledit seigneur estoit, sejourner que a retourner, par l'espace chacun de xxx. et cinq jours entiers, qui font LXX. jours a eulx deux, dont leur eschut pour leur salaire cv. l. t.

Item, ont baillé audit seigneur lesdits v^{c}. escus par le bail dudit privilege qu'il leur a convenu prandre et avoir, ainsi que ledit sieur a voulu qu'il fust fait, nonobstant quelque chose dicte et proposée par lesdits Briçonnet et Goyet audit seigneur et autres de sa court qu'il n'y eust nulz maire ne eschevins. Si a ledit seigneur ainsi voulu et avoir tous lesdits v^{c}. escuz, valans a monnoye vj^{c} iiij^{xx} vij. l. x. s. t.

. . . .

Audit maistre Gervaise Goyet, la somme de Lj. l. xij. s. vj. d. qui deue lui estoit pour les causes cy apres declairées: c'est assavoir, xxxiiij. l. x. s. t. pour ung voyage par lui fait pour ladicte ville, a aller d'icelle ville en la ville de La Rochelle, devers les maire et eschevins et maistre Jehan Merichon dudit lieu de La Rochelle, leur porter certaines letres closes que leur rescrivoit tant Monsieur le bailli de Touraine que les gens de cestedicte ville, a ce qu'il leur pleust envoyer aux gens d'icelle le double ou vidimus de leurs privileges et ordonnances sur ce faictes a ladicte ville, pour le doubte de la forme de non bien eslire maire et eschevins et a ne se gouverner et user par icelle ville comme a icelle Rochelle. Et pour ce que lesdits esleux ne trouvoient personne seure qui

portast lesdictes letres, aussi qui prenist la peine de ce faire et pourchacer lesdits vidimus, ordonnances et autres choses qu'il failloit avoir et recouvrer de ladicte Rochelle, fut advisé d'y envoyer ledit Goyet comme propice a ce faire de par ladicte ville, lequel a fait ledit voyage et apporté ce que dit est. Auquel voyage faire a vacqué, tant a aler audit lieu de la Rochelle a deux chevaulx, sejourner que retourner, par l'espace de xxiij. jours entiers, dont lui eschiet pour le salaire et despens de lui et de sesdits deux chevaulx, xxx. s. t. par jour, qui est pour lesdits xxiij. jours, audit pris, ladite somme de xxxiiij. l. x. s. t. Item, pour le double ou vidimus du privilege de ladite Rochelle et pour le double du papier et ordonnance d'icelle, qu'il a fait faire et escripre, collacionner et signer du greffier et du maire, et sceller des seaulx de ladite Rochelle, lesquelz, tant pour l'escripture, seing du greffier, collacion, seel, que pour autres menues parties de mises faictes aux clercs et autrement, a cousté audit Goyet, comme il a dit et certiffié, en tout pour ce, xvij. l. ij. s. vj. d. Lesquelles deux parties sont et montent ensemble ladite somme de Lj. l. LXij. s. vj. d., laquelle a esté payée audit Goyet par vertu des letres de mandement desdits esleuz. Donné le derrenier jour de juing mil iiij[c] LXij., cy rendues, avec quictance d'icellui Goyet pour ce, cy, Lj. l. LXij. s. vj d. t.

XIX.

S. d., entre 1137 et 1152. (Dans un vidimus de l'official de Tours de 1258.)

Lettre de Louis VII aux habitants de Châteauneuf.

Cop. de D. Housseau. Bibl. nat., *Coll. de Touraine*, t. 7, n° 3106.

Ludovicus Dei gratia Francorum rex et dux Aquitaniae, amicis et hominibus suis de Castello Novo, salutem et gratiam nostram. Consuetudines vestras justas et bonas universitati vestrae concedimus, et si quis eas violare niteretur, non pateremur. Pro amore etiam vestra, saisionem domus et omnes querelas de quibus a nobis fueritis submoniti dimittimus, excepto Bartholomeo, cui etiam satisfacienti nobis et jus prosequenti gratiam nostram reddemus. Preterea, omnium vestrum querentes commodum, precipimus ut si quis nocuerit vobis, vestra aufferendo vel debita non reddendo vel quocunque modo vos infestando, nullum inveniat in tota villa vestra qui ei serviat neque adjuvet neque recipiat; et si quis mandatum nostrum neglexisse deprehensus fuerit, et dampnum emendet, et nobis atque thessaurario legem persolvat pro commisso. Recolentes itaque quam nobis optime servistis soepius, dimissis omnibus querelis, ut nobis liberaliter serviatis expectamus, et sicut amicos nostros rogamus. Ita autem confederati sitis et inter vos ligati, ut si mandatum nostrum laudaveritis, ex ipsa confirmatione et federe amodo relinquere non possitis.

Datum hujus transcripti die Jovis in Penthecosten, anno Domini MCCL. octavo. — Matheus de Haia.

XX.

1212 (entre le 25 mars et le 31 octobre). Paris.

Confirmation par Philippe Auguste d'un accord conclu entre le chapitre de Saint-Martin et les bourgeois de Châteauneuf.

Cop. de Baluze. Bibl. nat., *Coll. Baluze*, t. 77, fol. 232. — Cf. Delisle. *Catalogue*, n° 1313.

In nomine sanctae et individuae Trinitatis, Amen. Philippus Dei gratia Francorum rex. Noverint universi praesentes pariter et futuri quod haec est compositio coram nobis facta inter capitulum et thesaurarium ecclesiae Beati Martini Turonensis ex una parte, et burgenses de Castro Novo ex alia.

1. In primis, decem jurati pro communitate villae et sacramentum aliorum factum illis decem cessabunt in perpetuum, nec de coetero aliquam communiam vel commune sacramentum aut communem obligationem facient.

2. Quando autem continget misiam facere, quod oportebit ad communem utilitatem villae, homines de Castro Novo ad capitulum et thesaurarium vel eorum mandatum accedentes hoc eis proponent causam eis exprimentes.

3. Tunc homines de Castro Novo eligent usque ad vigenti ad plus, prout viderint expedire, ita quod de singulis excubiis unus ad minus eligetur; et illi electi coram capitulo et thesaurario vel eorum mandato jurabunt quod misiam illam bona fide facient in se et in aliis, nec aliquem amore allevabunt vel odio gravabunt. Hoc facto, illi electi infra duos menses misiam illam colligent.

4. Quod si aliquis misiam solvere contradixerit, thesaurarius, si ad ipsum delata fuerit querela, sine emenda solvi faciet vel tradi vadia infra septem dies bona fide; similiter, si ad capitulum delata fuerit de hominibus manentibus in

burgis suis, similiter capitulum tenebitur facere infra septem dies et sine emenda.

5. Collecta misia illa, electi, accedentes ad thesaurarium et capitulum vel eorum mandatum, dicent se ita fecisse et tale residuum superesse; et illud residuum alii duo burgenses reservabunt, donec contigerit pro necessitate ville eas expendi; nec illud residuum poterit ultra trigenta vel quadraginta libras extendi.

6. Hoc facto, totum juramentum et officium illorum electorum prorsus expirabit; et si postea aliam misiam fieri contigerit, secundum formam praenotatam fiet.

7. Et sciendum est quod nullam misiam poterunt facere contra thesaurarium vel capitulum vel aliquem de capitulo, nec etiam pro muris circa villam faciendis, nisi de assensu thesaurarii et capituli.

8. Quando autem oportebit fieri excubias, quae vulgo dicuntur *echaugetes,* burgenses accedentes ad thesaurarium et capitulum vel eorum mandatum hoc eis exponent causam exprimentes.

9. Et tunc singuli de singulis officiis per vices suas successive excubias nocturnas facient, ita quod duo de singulis officiis electi ab aliis, praesentati thesaurario et capitulo vel eorum mandato, fidem dabunt quod bona fide facient fieri excubias illas, nec pro amore aliquem supportabunt nec odio aliquem gravabunt.

10. Et de illis qui excubias facere noluerint quatuordecim denarios illi recipient ad opus excubiarum expendendos.

11. Et ille qui hujusmodi quatuordecim denarios solvet, per totum annum quitus erit et immunis de excubiis faciendis, nisi propter majorem necessitatem villae excubias communes fieri contigerit.

12. Officium autem illorum qui praeerunt excubiis faciendis elapso anno exspirabit, et alii de novo substituentur. Si autem, aliquo praenominatos quatuordecim denarios reddere non volente, inde clamor factus fuerit, sine emenda tam thesaurarius quam capitulum reddi faciet.

13. Omnia vero sacramenta praenotata in capella sancti

Nicolai fient, ubi thesaurarius et capitulum, vel eorum mandatum requisitum a burgensibus, convenient.

14. Quod si capitulum vel thesaurarius contra cartam istam venerint, burgensibus licebit misiam facere ad se defendendos.

15. Thesaurarius autem et capitulum debent jurare burgenses ad jus suum et libertatem suam custodiendam bona fide contra omnes praeterquam contra nos.

16. Et si forte querela emergeret per quam oporteret quod venirent ad nos, thesaurarius et capitulum venirent vel mitterent ad nos tribus vicibus cum propriis expensis pro unaquaque querela.

17. Et si contingeret [quod] amplius quam tribus vicibus ad nos mitterent vel venirent, ad expensas burgensium hoc facerent.

18. Et si burgenses hoc requirerent quod isti mitterent ad curiam Romanam vel alibi pro jure suo custodiendo, ad expensas burgensium hoc facerent; et expensae quae sic ad custum burgensium fierent, ad testimonium ejusdem burgensis fierent quem burgenses ad hoc custodiendum instituerent.

Ut autem omnia ista firma et stabilia permaneant in futurum, praesentem paginam sigilli nostri auctoritate et regii nominis charactere inferius annotato, salvo jure nostro, confirmavimus. Actum Parisius, anno ab incarnato [verbo] M° CC° duodecimo, regni vero nostri anno tricesimo tertio. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Signum Guidonis buticulariii. Signum Bartholomaei camerarii. S. Droconis constabularii. Data vacante cancellaria.

XXI.

1231-1232, janvier. Paris. — 1231-1232, janvier. Vincennes.

Confirmation par Louis IX d'une sentence arbitrale rendue à Paris, en janvier 1231-1232, par Gautier, archevêque de Sens et Jean de Beaumont, dans un différend entre le chapitre de Saint-Martin et les bourgeois de Châteauneuf.

Cop. de dom Housseau, d'après « Titre de l'hôtel de ville de Tours. » Bibl. nat., *Coll. de Touraine*, t. 7, n° 2711.

Ludovicus Dei gratia Francorum rex. Noverint universi praesentes pariter et futuri quod nos litteras dilectorum et fidelium nostrorum Galterii Senonensis archiepiscopi et Johannis de Bellomonte inspeximus sub hac forma :

Galterius Dei gratia Senonensis archiepiscopus et Johannes de Bellomonte, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum discordia verteretur, coram domino rege, inter venerabiles viros, decanum, thesaurarium et capitulum B. Martini Turonensis ex una parte, et burgenses de Castro Turonensi ex alia, super eo quod dictus decanus, thesaurarius et capitulum dicebant quod undecim burgenses de castro Turonensi violenter et de nocte infregerant domum dicti thesaurarii sitam in claustro B. Martini Turonensis; dicebant etiam quod tota communitas praefati castri culpabilis erat in hoc facto, et propter hoc petebant eandem injuriam a supradictis undecim et tota communitate sibi emendari; memoratis burgensibus e contrario dicentibus quod, secundum consuetudinem Castri Turonensis, non debebant trahi in placitum extra Castrum Turonense ; quam consuetudinem prefati decanus, thesaurarius et capitulum eis denegabant; et propter hoc oblata essent gagia de duello a memoratis burgensibus, coram domino rege, super predicta consuetudine probanda; et Renaldus de Pleseyo, miles, procurator decani, thesaurarii et capituli ex adverso gagia sua dedisset, negando consuetudinem memoratam;

tandem, de consilio bonorum virorum, cum assensu domini regis, salvo honore utriusque partis, prenotatae partes super eadem discordia compromiserunt in nos haut et bas. Nos autem ita ordinavimus quod omnis communitas premissa, pro bono pacis, dabit dictis decano, thesaurario et capitulo trecentas marchas argenti ad pondus trecentarum (*sic*) et desuper centum librarum Turonensium, in proximis nundinis Bairi reddendas, apud Turones; predicti vero undecim burgenses jurabunt, coram dicto thesaurario vel mandato suo, quilibet, se tertio bonorum virorum, quod de predicta violentia plenam dicerent veritatem ; sex vero boni viri a tota communitate eligentur qui auctoritate nostra inquirent de dicta violentia, post juramenta supradictorum undecim, et eos quos in culpa inveniunt, secundum quantitatem excessus in prenotatae solutione pecuniae punient, secundum quod eis videbitur expedire, et illi qui inventi fuerint culpabiles in excessu predicto emendam gagiabunt thesaurario; scilicet aliam non levabit emendam quam pecuniam supradictam. Nolumus autem quod processus, coram domino rege et coram nobis habitus sive placitando sive pacificando, super antedicta querela, quantum ad libertates et consuetudines ecclesiae et ville, aliquod commodum vel incommodum alterutri parti possit afferre, nec aliquid de predicta consuetudine declaramus. In cujus rei memoriam et testimonium, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine duximus roborandas. Datum apud Parisios (*sic*), anno Domini M CC. tricessimo primo, mense januario.

Nos autem, in hujus rei memoriam et testimonium, presentibus litteris, ad peticionem utriusque partis, sigillum nostrum duximus apponendum. Actum apud Vincennas, anno Domini M CC tricesimo primo, mense januario.

XXII.

1232, 12 juillet. Saint-Martin de Tours.

Engagement pris par le chapitre de Saint-Martin et par les bourgeois de Châteauneuf de respecter leurs droits réciproques.

Cop. de dom Housseau, d'après « Titre de l'hôtel de ville de Tours. » Bibl. nat., *Coll. de Touraine,* t. 7, n° 2721.

Universis Christi fidelibus, praesentes litteras inspecturis, Alb. decanus, P. Thesaurarius, totumque capitulum ecclesiae Beati Martini Turonensis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod nos promittimus burgensibus Castri Novi Turonensis quod jura et libertates eorum, bona fide, eis observabimus, salvo omni jure ecclesiae nostrae et alieno et salvis omnibus libertatibus nostris et ecclesiae memoratae. Ipsi vero burgenses nobis juraverunt quod amorem et honorem et jura ecclesiae nostrae et nostra nobis, bona fide, observabunt. Et ad amoris unitatem inter nos et ipsos conservandam, tam litterae nostrae quam eorum juramenta, de quinquennio in quinquennium renovabuntur. Datum in crastino octabarum estivalis festi b. Martini, anno Domini M CC XXXII.

XXIII.

1305, 23 septembre. Vernon.

Confirmation par Philippe le Bel d'une sentence rendue contre les habitants de Châteauneuf.

Cop. de dom Housseau. Bibl. nat., *Coll. de Touraine*, t. 8, nº 3433.

Transcriptum. — Philippus Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum dudum, insinuatione decani, thesaurarii et capituli ecclesiae B. Martini Turonensis in nostra gardia specialiter existentium, ad nostrum pervenisset auditum quod habitatores Castri Novi Turonensis, ipsorum decani, thesaurarii et capituli justiciabiles, inique. . . . . [1] nostra et regni nostri generalia instituta, ac ipsorum decani, thesaurarii et capituli privilegia sub ficto velamine confratriae quasi monopola facientes nomenque communiae usurpantes . . . . . collectas, contra etiam eorumdem decani, thesaurarii et capituli bannum, in eodem castro, audientibus ipsis habitatoribus . . . . defferentes arma patenter coadunata ipsorum habitatorum . . . . multitudine armatorum, Dei et b. Martini timore postposito, sic dicta nostra gardia speciali non sine nostro vituperio parvipensa, idem habitatores seu confratres in rebellione. in dictos decanum, thesaurarium et capitulum, eorum familiares et claustrum suum, quod eadem immunitate qua et ecclesia sua gaudere dicitur, conspirationem juramentis firmatam inierant, ac ipsum claustrum clausum, — decano, canonicis et eorum familiaribus metu conjurationis predictae ad tuitionem suam se reclusos intus tenentibus, — introeuntes cum armis patentibus et ad plures portas ipsius

[1] Les lacunes indiquées ici par des points existent dans la copie de dom Housseau.

claustri clausi se dividentes, clamando ad arma et ad mortem in dictos decanum, canonicos et eorum familiares; et claustrum hostiliter intr[aver]ant, ad portas ipsas cum ensibus et aliis ferramentis aeviter percutientes crebro et spisse, infra claustrum lapides projecerant, ad unam de portis ipsis ignem in noctis crepusculo incenderant, nonnullique, cum armis patentibus, per unam de portis, evaginatis ensibus, in claustrum violento impetu intraverant, et inde clericum palam tonsuram clericalem gerentem per violentiam extraxerant, ipsumque multis plagis lethaliter afflixerant, et afflictum in . . . . . turpiter procuraverant; Petrum natum quondam clarae memoriae, Bouchardum . . . . . B. Martini canonicum, claustrum intrare et eos pacificare volentem et quemdam ejus armigerum ausi fuerant interficere, ac dicti Petri pallafredum duabus plagis vulneraverant; quemdam vicarium . . . . . B. Martini, extra claustrum, per vicum publicum licite gradientem, quidam castri satellites, animo ut verisimiliter presumitur interficiendi, cum evaginatis ensibus insequuti fuerant, et in ipsum fugientem enses usque ad murum claustri inaniter projecerant; armati per ecclesiam et claustrum insidias minasque inferendo canonicis et eorum familiis. . . . incesserant contra portas ecclesiae, decano, canonicis, vicariis et aliis ipsius ecclesiae prioribus clericisque divina celebrantibus in ea et supra capitulum decano et canonicis ibidem capitulantibus crociter lapides projecerant; praeterea, dictos decanum et canonicos, vicarios aliosque presbiteros et clericos ecclesiae ac eorum familiares in ecclesia et claustro servatos per plures dies tenentes obsessos, ipsosque fame et inedia nitentes opprimere, inhibuerant publice et patenter ne quis eis victualia vel alia necessaria vendere vel cujusvis humanitatis obsequium presumeret exhibere. Plures ex ipsis decani, thesaurarii et capituli prisionem fregerant, necnon et congregati invicem ad modum communiae, licet corpus vel collegium non habeant jure vel privilegio quocumque subnixum, dictos decanum et canonicos ecclesiae predictae ad faciendum sibi certas personales emendas per concitationem et arctacionem hujusmodi ac per minas, vim et metum qui cadere poterant in constantem vivum, ac etiam ad recipiendum ab eis certam emendam pro hujusmodi excessibus. . . . . . . habitatorum libitum compullerant, atque dictis decano et capitulo, familiis, rebus et bonis ipsorum injurias, violentias, oppressiones, gravamina, hostilles insultus, multa

quoque alia incommoda, vituperia. . . . . in ecclesia, in claustro et extra, dictis et factis enormibus, etiam servientibus nostris presentibus et prohibentibus, habitatores seu confratres praedicti et eorum complices, irrogarant. Nos excessus hujusmodi . . . . . moleste, nec volentes eos, sicut nec debemus, dimittere impunitos, super eis ex officio nostro per dilectos et fideles magistrum R., archidiaconum Algiae in ecclesia Lexoviensi, clericum, et Guillelmum de . . . . . nostros, inquestam, vocatis evocandis, commisimus et mandamus faciendam, qua facta, visa, et nobis et consilio nostro repportata fideliter et diligenter audita, ac consideratis omnibus quae . . . . . movere poterant et debebant, quia sub velamine predictae confratriae, quae confratria sancti Eligii nuncupatur, excessus et delicta hujusmodi commissi fuisse reperti sunt, confratriam ipsam suspendimus per beneplacitum voluntatis, condampnantes nichilominus habitatores Castri Novi predictos, pro praemissis excessibus et delictis, ad emendam decem millium librarum Turonensium, juxta qualitatem excessus vel delicti et quantitatem facultatum uniuscujusque ipsorum, imponendam per nos cuilibet et per manum nostram levandam, cujus emendae tertiam partem predictis decano, thesaurario, capitulo et ecclesiae, et duas partes nobis detinuimus applicandas, reservantes nobis quod habitatoribus ipsis vel illis ex eis de quibus secundum facti exigentiam expedire viderimus, loco emendae pecuniarum sibi impositae, penam corporalem infligere valeamus. Per praemissa autem vel aliqua praemissorum nec volumus nec intendimus libertatibus, immunitatibus vel franchisiis, ecclesiae, decani, thesaurarii et capituli predictorum, aut jurisdictioni vel justiciae quam in dicto burgo ac in predictos homines habere noscuntur, aliquod prejudicium generari. In cujus rei testimonium, praesentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Vernone, die jovis post festum b. Mathaei apostoli et evangelistae, anno Domini millesimo ccc[mo] quinto.

———

XXIV.

1461-1462, Février. Saint-Jean-d'Angély.

Ordonnance de Louis XI relative à l'organisation municipale de Tours.

Cop. du xv[e] siècle. Arch. nat., JJ, 198, n° 326, fol. 287. — Publ.: Jean Chenu, *Recueil des antiquitez et priviléges de la ville de Bourges et de plusieurs autres villes capitales du royaume*, Paris, 1621, in-4°, p. 271, avec l'attache relatant vérification des Trésoriers de France (3 avril 1461-1462), l'attache relatant vérification de la Cour des aides (13 mai 1462), la relation de la publication au bailliage (26 avril 1462), l'injonction de Louis XI aux gens des Comptes (13 décembre 1462), et l'attache relatant la vérification de la Chambre des comptes (28 mai 1464). — *Ordonn.*, t. XV, p. 332. — Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. X, p. 432.

Loys, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons a tous presens et avenir que nous, considerans la notable et ancienne fondacion de nostre ville et cité de Tours, l'assiete d'icelle, et comme elle est grandement adornée et decorée des plus belles et notables eglises de nostre royaume tant metropolitaine et collegialles que abbayes et autres monasteres ; que

---

XXV.

1464-1465, 7 janvier. Tours.

Transaction entre les bourgeois de Tours et les gens d'église modifiant l'ordonnance de 1462.

Copie contemporaine. Arch. de Tours. *Registres des délibérations*, t. XII, fol. 21.

Le lundi VII[e] jour du mois de janvier mil iiij[c] LXiiij., en la presence de Monsieur le Maire de la ville, se sont assemblez : (*Liste des membres du corps de ville et des députés du clergé. — Relation du compromis fait avec le clergé et des pouvoirs des délégués.*)

en nostre jeune aage, en ladicte ville et ou pais de Touraine nous avons esté grant partie du temps nourry et y avons eu et trouvé de grans plaisirs et curialitez, ceulx desdite ville et pais fort enclins a nous complaire et voulans faire choses a nous plaisans et prouffitables; que au chastel dudit lieu de Tours feu nostre tres chier seigneur et pere, que Dieu absoille, print le sacrement de mariage avecques nostre tres chiere et tres amée dame et mere, et nous aussi nostre premier mariage avecques feu Marguerite d'Escoce, dont Dieu vueille avoir l'ame; la joyeuse, bonne, grande et notable recepcion qui nous a esté faicte par lesdits habitans en nostre dicte ville quand depuis nous sommes venuz a noz royaume et couronne, premier avons fait nostre entrée en icelle; les grans ordre et bonne police qui y a esté mis, tant pour les logeiz, provisions, pris de vivre et entretenement de nous, noz parens, gens et officiers et autres qui nous ont acompaigné et suyvis; et aussi des grandes et grosses ambassades des princes et seigneurs estrangers et autres qui illec sont survenuz vers nous. Et par ce et autrement saichans et congnoissans que en nostredicte ville sont grant nombre de notables, hommes, bourgois, marchans et autres qui, comme appert par les vestiges, ont grandement et notablement conduit les euvres et affaires d'icelle et autres choses dessusdites, voulans, pour ce et autres causes et consideracions a ce nous mouvans, augmenter et accroistre les honneurs et prerogatives de nostredicte ville et cité a l'exemple des autres, et pour donner couraige et vouloir aux habitans en icelles de bien et mieulx eulx gouverner, nous, de nostre certaine science, auctorité et puissance royale, a nostredicte ville et cité, pour les bourgoys, marchans et autres manans et habitans en icelle, avons donné et octroyé, donnons et octroyons de grace especial par ces presentes, les droiz, prerogatives, privilleiges, preheminences, franchises, libertez et autres qui s'ensuivent.

1. Et premierement, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons que lesdits bourgoys, manans et habitans laiz de nostredicte ville et cité de Tours puissent eslire par chacun

---

Au premier article. Les gens d'eglise esliront pour la premiere foiz douze d'entre eulx qui seront enregistrez ou livre de la ville et se nommeront Conseillers, lesquelz auront

an l'un d'eulx en maire, avec vingt et quatre eschevins, conseillers perpetuelz a vie, et apres la mort d'icellui, desdits eschevins y en eslire ung autre en lieu du decedé, ainsi et par la forme et maniere que font et ont acoustumé de faire les manans et habitans de nostre ville de La Rochelle, pour gouverner doresnavant les affaires communes de ladite ville et cité de Tours, lequel maire aura seullement les gaiges que lesdits manans et habitans de ladite ville lui ordonneront, et plus grans gaiges ne pourra pour ce avoir ne demander.

---

es assemblées et deliberations de la ville les premieres voix et autres telz droiz, honneurs et prerogatives comme les eschevins laiz; et si l'un desdits XII. cede ou decede, en sera esleu ung autre desdits gens d'eglise, par iceulx maire, gens d'eglise, eschevins, manans et habitans de ladicte ville; et le maire se nommera es mandemens de la ville : *maire de la ville sur le fait du gouvernement, fortification, emparement, garde et deffense de la ville,* et ainsi que paravant se nommoient les esleuz; et les maire et eschevins ne autres gens laiz de ladite ville ne feront aucunes assemblées particulieres ou generales pour traicter et gouverner les affaires communes d'icelle sans le fere assavoir, par l'un des clercs de la ville, aux arcevesque et chappitres des eglises de Tours et de Monsieur saint Martin de Tours ou a leurs commis et depputé a la distribution des deniers et a trois des conseillers desdits gens d'eglise, l'un dudit arcevesque, l'autre de chapitre de Tours, et l'autre de chapitre de Saint-Martin dudit Tours, qui trouver les poura, sinom, es domicilles; et en icelles assemblées, tant esdites afferes communes que es eleccions ou institucions des maire, eschevins, esleuz, receveurs et autres officiers, lesdits gens d'eglise, conseillers et autres chanoynes auront lieux et voix en icelles les premiers et chescun en son ordre, ainsi que paravant l'institucion desdits maire et eschevins avoient acoustumé; et le maire mettra les materes en deliberacion, demandra les oppinions et conclura ainsi qu'il appartendra, et comme paravant faisoit ung des esleuz; et par ce n'auront lesdits maire, conseillers d'eglise et eschevins ne aucun d'eulx en general ne en particulier police, justice, auctorité ou juridiction quelconque sur les hommes habitans en icelles, autres que celles que avoyent les esleuz

2. Et pour accroistre l'onneur desdits maire et eschevins et de leur posterité et leur donner couraige de valoir et mieulx servir a la chose publicque, affin que ce soit exemple a tous, et que chacun mecte peine en soy de valoir, pour parvenir a l'estat de maire ou eschevin, iceulx maire et eschevins ainsi esleuz, combien qu'ilz ne soient nez et extraiz de noble lignie, avons anobliz et anoblissons par ces presentes, et du previlleige de noblesse eulx et leur lignie et posterité née et a naistre en loyal mariage avons decorez et decorons, voulans et concedans que, ou temps avenir, ilz et chascun d'eux, avec toute leur dicte ligniée et posterité née et a naistre en loyal mariage, soient repputez, tenuz et euz pour nobles, et pour telz de tous en tous actes et faiz receuz, et que des privilleiges, franchises et libertez que usent les autres nobles de nostre royaume, ilz joissent et usent, puissent venir et parvenir a

---

paravant l'octroy desdites lettres, et dont ilz usoient et avoient acoustumé de user; et iceulx maire, conseillers d'eglise et eschevins pourront fere assemblées particulières a traicter menues et communes matieres, pourveu que s'il y a difficulté de matiere, laquelle aucuns requierent estre remise a l'assemblée generale de la ville, seront tenuz les dessusdits la y remettre, pour plus seurement y deliberer. Et en icelles assemblées generales la voix ou oppinion de chacun desdits conseillers ou eschevins ne sera compté plus que celle qui ne sera conseiller ou eschevin.

Touteffoiz, si aucun proces ou questions pendaient entre lesdiz gens d'eglise et habitans laiz, lesdits habitans laiz ne seront tenuz appeler iceulx gens d'eglise es assamblées qui se feront pour lesdites questions. Et ledit maire aura xxx. l. t. de gaiges seulement; et chacun conseiller sera tenu au commancement de son institucion jurer qu'il ne consentira que ledit maire ait plus grans gaiges, dons, pensions ou bienffaiz que ladicte somme de xxx. l. t.

Et pour ce que en ce premier article est faicte mencion que lesdits maire et eschevins seront esleuz ainsi et par la forme et maniere que ont acoustumé ceulx de la Rochelle, n'en sera usé autrement que en la forme dessusdite, sans le consentement desdits d'eglise, comme si apres plus a plain sera declairé.

l'estat de chevalerie en temps et en lieu et acquerir en nostre royaume fiefz, juridiccions et seigneuries nobles et noblement tenuz, sans pour ce ne autrement paier a nous [ou a] noz successeurs aucune finance, laquelle en tant que besoing est, pour nous et nosdits successeurs, leur avons donnée, quictée et remise, donnons, quictons et remectons par cesdites presentes, pourveu que les successions qui leur escherront se diviseront entre eulx comme suc[ces]sions de coustumiers, selon la coustume du pais ou elles seront.

3. Et, de plus ample grace, avons donné et octroyé, donnons et octroyons par cesdictes presentes, ausdits habitans de nostredicte ville et cité de Tours, et a chacun d'eulx puissant et qui aura en biens, meubles et heritaiges, la valeur de cinq cens livres tournois, pour une foiz, que pareillement il puisse en nostredit royaume, ou bon leur semblera, acquerir fiefz et autres choses nobles, et iceulx, avec ceulx qu'ilz auront, et par eulx ou leurs predecesseurs ont esté acquis, tenir, sans d'iceulx paier a nous ou a noz successeurs roys de France, aucune finance de franc-fief ou de nouvel acquest ; et laquelle finance leur avons semblablement donnée, quictée et remise, donnons, quictons et remectons par cesdictes presentes.

4. Et d'abondant, d'icelle mesme grace, lesdicts maire, eschevins, bourgoys, manant et habitant de nostredicte ville et cité de Tours, avec leurs femmes, familles, et tous et chacuns leurs biens meubles et immeubles, droiz, choses, possessions et biens quelxconques, avons prins et mis, prenons et mectons par cesdictes presentes en nostre proteccion et sauvegarde especial. A la conservacion de leur droit tant seullement, et pour leur gardiateur en icelle, leur avons commis et depputé, commectons et deppuctons nostre bailly

---

Le ij^e^ et iij^e^ articles sont accordez ; et en iceulx s'il plaist au roy seront emploiez les genz d'eglise ; et pourveu que les droiz feodaulx et seigneuriaulx des eglises et autres soient sauvez et gardez.

Au iiij^e^ article, faisant mencion de la sauvegarde generale, lesdits habitans laiz n'en useront contre ne ou prejudice des fiefs et justices des eglises ne de leurs subgitz, soit en demandant ou en deffendant.

de Touraine des ressors et exempcions d'Anjou et du Maine, ou son lieutenant.

5. Et en oultre, pour ce que nostredicte ville est située et assise en bas pais, circuit de rivieres, et est de grand pourprise et estandue, parquoy chacun jour y eschiet faire plusieurs repparations qui sont de grant coust a entretenir, et y a plusieurs gens de divers estaz qui se dient previllegiez et exemps, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons par cesdictes presentes, que toutes manieres de gens, de quelque estat ou condicion qu'ilz soient, previllegiez et non privileigiez, soient, par lesdicts maire ou ses commis, contrains a paier et contribuer aux charges de ladicte ville, tout ainsi et par la forme et maniere que autres non previllegiez d'icelle, nonobstant quelxconques estaz ou previllegies qu'ilz aient ou puissent avoir, et opposicions ou appelacions quelxconques faites ou a faire.

6. Et pour redimer les vexacions, obvier aux abus qui chascun jour se font en nostredict royaume, et reduire les choses a droit commun, avons aussi voulu et ordonné, voulons et ordonnons que lesdits maire et eschevins quy ainsi seront esleuz, et aussi tous et chascuns les autres manans et habitans de nostredicte ville et cité de Tours, par citacions, monicions, adjournemens ou autrement, par vertu de previlleiges de scolarité ou autres, donnez par noz predecesseurs roys de France et par nous confermez, ou de nouvel donnez ou a donner, ne puissent estre citez, convenuz ne adjournez, ne tirez en aucune jurisdiccion, hors de nostredicte ville de

---

Au ve, pour ce que ledit article fait mencion de contraindre privilegiez et non privilegiez aux charges de la ville, lesdits gens d'eglise ne seront contraints a contribuer aux charges de la ville, sinon ad ce qu'ilz ont consenti ou consentiront, et ne se fera la contraincte sur iceulx sinon en forme et maniere qu'il a esté acoustumé de fere du temps des esleuz paravant l'impetracion desdits privileges.

Au vj^e^, ne joyront lesdits habitans du privilege contenu oudit article ou prejudice des privileges royaux et apostoliques desdites eglises de Tours et Saint-Martin et mesmement d'estre tirez hors de la ville.

Tours, en premiere instance, excepté pour les officiers commensaulx et domesticquez de nous, de nostre tres redoubtée dame et mere, de nostre tres-chiere et tres-amée compaigne la royne, et de noz enffans seulement.

7. Et en oultre iceulx maire et eschevins et tous les autres manans et habitans de nostredicte ville et cité de Tours, pour nous et noz successeurs, a tousjours mais avons quictez, affranchiz et exemptez, et de nostre mesme grace, par cesdictes presentes, quictons, affranchissons et exemptons de tous ostz, chevaucées, bans et [ar]riere-bans, que nous ou nosdicts successeurs pourrions faire et ordonner pour la guerre ou autrement; et avons voulu et voulons qu'ilz ne soient pour ce tenuz ou contrains y aler, ou envoyer, ne a ceste cause faire ou paier aucune composicion, aide ne amende, supposé qu'ilz aient et tiennent fiefz et seigneuries nobles a ce tenuz et obligez.

8. Et aussi avons donné et octroyé, donnons et octroyons ausdicts bourgoys, manans et habitans de nostre ville et cité de Tours, faculté et puissance de lever ou faire lever le droit de barraige ou pavaige, acoustumé lever pour la repparacion des pavez advenues en ladite ville, sur tous charetiers et voicturiers entrans en icelle, soit qu'ils appartiennent a gens d'eglise ou aultres previlleigiez ou non previlleigiez de ladicte ville ou d'ailleurs; et qu'a ce soient contraincts, par lesdicts maire et eschevins, iceulx charetiers et voicturiers, nonobstant quelque empeschement que en ce aient mis ou voulu mectre lesdicts gens d'eglise ou autres previllegiez, soubz couleur de leurs previlleiges et opposicions ou appellacions faictes ou a faire au contraire ; pour, les deniers qui en

---

Au vij^e, accordé par lesditz gens d'eglise.

Au viij^e, ceulx qui voictureront pour les gens d'eglise tant en general que particulier seulement, pour salaire ou sans salaire, ne paieront aucune chose pour barage ou pavage des choses qui seront par eulx voicturées, des charoiz et voictures qui seront lors pour les gens d'eglise des choses de leur creu ou leur provision ; et de ce seront les gens d'eglise creuz par leur parolle ou lettre signée de leur main.

viendront et ystront estre convertis es refection et repparacion desdicts pavez, et non ailleurs.

9. Et pour la singuliere confiance qu'avons esdicts maire eschevins, bourgoys, manans et habitans de ladicte ville, leur avons octroyé et octroyons que, toutes et quanteffois que besoing sera, par l'ordonnance d'iceulx maire et eschevins, ilz se puissent assembler, sans ce qu'ilz soient tenuz a appeller ou convocquer a leur dicte assemblée aucun de noz officiers audict lieu, se bon ne leur semble.

10. Et s'aucuns affaires surviennent a ladicte ville, a quoy lesdicts maire et eschevins congnoissent ne povoir fournir des deniers communs d'icelle, nous leur avons donné et donnons faculté et puissance de mectre sus, et imposer et lever sur toutes marchandises qu'ilz verront estre affaire, entrans en ladicte ville et fauxlbourgs d'icelle, aucun legier subcide dont puisse venir et yssir jusques la somme de mil livres tournois ou au dessoubz, chascun an ; et de contraindre et faire contraindre tous ceulx qui a ce seront tenuz, par prinse et arrest de marchandises et autrement, comme par noz debtes.

11. Et avec ce, avons volu et ordonné que chascun an ilz puissent eslire l'un desdicts habitans, et le faire receveur pour cellui an desdicts deniers communs, lesquelz il distributra par l'ordonnance dudict maire et de ceulx desdicts eschevins qui a ce seroient ordonnez, et non autrement ; et sera tenu d'en rendre compte devant icellui maire et lesdicts eschevins, ou les anciens d'iceulx a ce commis, qui les pourront oyr examiner, clorre et affirmer ainsi qu'il appartient.

Le viiij^{e} est accordé.

Au xe, les mil livres dont mencion est faicte en l'article ne seront mis sus ne exigez sans deliberacion et assentement desdits maire, commis et depputez par les eglises, eschevins et autres gens de la ville et en assemblée générale de ladite ville.

Au xj^{e}, le receveur sera esleu en assemblée generale par lesdits maire, conseillers, eschevins et autres habitans de ladicte ville ; et seront commis par chacun an ung d'eglise et

12. Et d'abondant, avons volu et ordonné, voulons et ordonnons que lesdits maire et eschevins ne soient jamais d'illec en avant mis en commission, ne contrains a en prandre ou recevoir les faiz et charge, pour regir et gouverner terres, seigneuries et autres heritaiges, soubs main de court ou autrement, dont les avons affranchis et exemptez, affranchissons et exemptons par ces presentes, et aussi de lever tailles, imposicions ou autres subsides quelxconques.

13. Et pour ce que nostredicte ville de Tours n'a es temps passez esté gouvernée par maire et eschevins, et que par eulx voulons que doresenavant elle le soit, tout ainsi et par la forme et maniere que a esté et est nostredicte ville de la Rochelle, parquoy les droiz, prerogatives desdicts maire et eschevins sont incongneus ausdicts bourgoys, manans et habitans de nostredicte ville de Tours, avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes, ausdicts maire et eschevins qui ainsi seront esleuz pour le gouvernement de nostredicte ville de Tours, autel pouvoir, semblable justice, prerogatives et preheminences en nostredicte ville de Tours et ailleurs, comme ont ceulx de nostredicte ville de la Rochelle en icelle

---

deux laiz quant a la distribucion des deniers, ainsi comme ledit commis d'eglise a acoustumé, lesquelz signeront avecques ledit maire les mandemens adressans au receveur; et a l'audicion des comptes du receveur lesdits gens d'eglise auront deux commis d'entre eulx, lesquelz, avecques les autres commis de la ville, feront l'examen, clousture et affermement desdits comptes comme paravant ilz faisoient et lesquelz auditeurs ne alloueront aucunes despenses ou payement pour le temps avenir sinon par mandemens expedié par lesdits maire et commis.

Le xij[e] est accordé.

Au xiij[e] article, lesdits habitans ne useront d'aucune justice, police ou privilege ou prejudice desdis gens d'eglise autrement que les esleuz avoient acoustumé de user; ne aussi useront d'aucuns privileges, statuz ou ordonnances de la Rochelle, fors seulement de ceulx qui sont contenuz nommeement es lettres impetrées par lesdiz habitans, si par lesdiz gens d'eglise n'est consenti expressement.

ville et ailleurs ; et que ou fait et excercice desdicts mayrie et eschevinage et en toutes et chascune les choses devantdictes et declairées, ilz, ensemble lesdicts manans et habitans, se reglent et gouvernent ainsi et par la forme et maniere que font ceulx de nostredicte ville de la Rochelle et non autrement ; desquelz droitz et previlleiges dessus declairez et autres quelxconques, que ont ou pevent avoir les maire, eschevins, pers, bourgois et habitans de nostredicte ville de la Rochelle, nous voulons et ordonnons que lesdicts maire eschevins, bourgoys, manant et habitant de nostredicte ville et cité de Tours, et leurs successeurs, joissent et usent doresenavant, tout ainsi et par la forme et maniere que ont fait et font lesdicts de la Rochelle. Et a ce que mieulx et plus certainement le puissent faire, [voulons] que par lesdicts de la Rochelle soient doublez, aux despens desdicts de Tours, les livres et memoires desdicts statuz et ordonnances qu'ilz ont en icelle ville de la Rochelle, et que les doublez, deuement[1] collacionnez aux originaulx, et approuvez par notaires souffisans, soient baillez et delivrez ausdicts de Tours, pour leur servir et valoir au regime et conduite d'iceulx droiz et previlleiges, comme il appartiendra.

14. Et encores, de plus ample grace, ausdicts bourgoys, manans et habitans de nostre dicte ville et cité de Tours, avons octroyé, et octroyons les autres graces, previlleiges et franchises qui s'ensuivent; c'est assavoir, de prandre et lever a tousjours mais, perpetuellement, le dixieme, que on appelle l'appetissement du vin vendu a detail en ladicte ville et cité de Tours, en la banlieue d'icelle, que, par don et octroy de nous, ilz ont acoustumé de prandre, lever et faire lever sur les vendans vin a detail esdicte ville et banlieue.

15. Et pareillement leur avons octroyé et octroyons, que sur chascune pipe de vin, creu hors du pays de Touraine,

---

Au xiiij°, faisant mencion de l'apetissement, consenti a perpetuité.

Au xv° et xvj° articles, ne sera usé du contenu en iceulx sans le consentement desdiz maire, conseillers, eschevins,

[1] Ms. demourent.

mené esdictes ville et banlieue pour vendre en gros ou detail, ilz puissent lever ou faire lever deux solz six deniers tournois.

16. Et d'abondant, voulons que aucun, de quelque estat ou condicion qu'il soit, ne puisse vendre ne exposer vin a vendre en deutail, d'autre creu que de la sienne dudict pais de Touraine, sans le sceu, consentement et voulenté desdicts maire et eschevins.

17. Et affin que lesdicts bourgoys, manans et habitans de ladicte ville puissent mieulx et en grant honneur, conduire les affaires d'icelle, et avoir, lieu propice pour eulx a ce faire, leur avons octroyé qu'ilz puissent acquerir maison, ou lieu a la faire, pour et ou nom de la communauté de ladicte ville, ou bon leur semblera et qu'ilz verront estre convenable.

18. Et aussi, acquerir et achapter places pres des portes hors de ladicte ville pour gecter les fumiers et immondicitez issans d'icelle ville, sans ce qu'ilz soient tenuz lesdites maison et places mectre hors de leurs mains, ne paier aucuns admortissement ou finance; et lesquelles maison et places des a present pour lors avons admortiz et admortissons par cesdictes presentes.

19. Et pource que es temps passez plusieurs bons catholicques ont eu affection de donner aucunes rentes et possessions pour la repparation et entretenement des pons de nostredicte ville, qui sont longs, et sans l'entretenement desquels l'on ne peut bonnement venir en icelle, leur octroyons que telz dons et laiz, soient de deniers, rentes ou heritaiges,

---

manans et habitans de ladite ville en l'assemblée generale de ladite ville.

Au xvij° et xviij° articles, lesdis habitans pourront acquerir es fiefz des eglises et retenir en leurs mains les choses acquises sans estre contrains de les mectre hors de leurs mains, sinom que lesdiz gens d'eglise voulsissent prendre par puissance de fief les choses acquises en leur fief et saisines, leurz droiz de ventes et indempnitez et autres seigneuriaulx.

Au xix°, se consentent les gens d'eglise.

ilz puissent tenir et avoir jusques a la valeur de la somme de quatre cens livres tournois de rente ou au dessoubs, pour convertir en la repparacion desdicts pons et non ailleurs ; et lesquelz dons et laiz qui ainsi et pour ladicte cause seront faiz, des a present pour lors avons semblablement admortiz et admortissons, sans ce que d'iceulx, ilz ou leurs successeurs soient tenuz paier finance, laquelle leur auons donnée et donnons par cesdictes presentes.

20. Et avec ce, avons voulu et voulons que, de par ladicte ville, lesdicts maire et eschevins, au prouffit et utilité d'icelle, puissent doresenavant faire la marchandise de sel, en nostre grenier a sel dudict lieu de Tours, sans ce que autres quelxconques soit receu a la faire, pour les deniers du prouffit qui de ladicte marchandise vendront et ystront, et aussi tous les autres deniers par devant declairez et qui nomeement ne sont designez ne deduiz en lieux prefixe, convertir et emploier a l'ordonnance desdicts maire et eschevins, es repparacions, fortifficacions et emparemens de ladicte ville, des pons d'environ, et autres affaires d'icelle.

21. Et en oultre, pour ce que plusieurs immondicitez se treuvent en ladicte ville et faulxbourgs, par faulte de retraiz es maisons, et du pavé devant icelles, ou autrement, avons audict maire et eschevins donné pouvoir et puissance de contraindre chascun qu'il appartiendra faire faire retraiz en sa maison, et paver devant icelle et autre part en ladicte ville et faulxbourgs, ou besoin sera, et a tenir les ville et faulxbourgs nectes, et oster lesdictes immondicitez, nonobstant opposicions ou appellacions quelxconques, et pugnir et corriger les delinquans et contredisans par amende u autrement, ainsi que sera advisé ; lesquelles admendes se recouvreront et recevront au prouffit de ladicte ville, pour convertir comme dessus.

22. Et voulons et ordonnons que tous les draps de laine

Au xx[e], n'en useront es cloaistres ne es fiefz et justices des eglises.

Au xxi[e], est consenti par lesdis gens d'eglise.

Au xxij[o], la juridiction et visitation ne apartiendra audit

qui se vendront en detail esdictes ville et faulxbourgs de Tours, seroit venduz moilliez et retraiz et aulnés par le feste, ainsi que en nostre ville de Paris, nonobstant quelxconques proces pendans en nostre court de Parlement ou autrement et appellacions quelxconques. Et affin d'entretenir plusieurs mestiers estans en nostredicte ville de Tours, qui ne sont jurez, nous voulons et ordonnons qu'ilz le soient doresenavant.

23. Et pour ce que, pour obvier a plusieurs grans fraiz qui se faisoient es temps passez a prouver plusieurs coustumes et stiles que on alleguoit chascun jour en nostre duchié de Touraine et en nostre court de Parlement avoir lieu oudict duchié, a esté pieça ordonné par feu nostre tres cher seigneur et pere, que Dieu absoille, que les conseilliers du pais, esleuz a ce, redigeroient icelles coustumes et stilles par escript, en ung livre signé desdicts conseilliers, pour en user; et avant qu'elles aient esté confermées est nostredict seigneur et pere alé de vie a trespas, et par deffault de confirmacion plusieurs s'efforcent venir a l'encontre; nous, lesdictes coustumes et stilles ainsi faiz avons confermez et confermons par ces mesmes presentes, et avons volu et voulons que doresenavant il en soit usé par tout nostre duchié de Touraine et en nostredicte court de Parlement, sans ce que aucun soit receu faire ou venir au contraire en aucune maniere, et que lesdictes coustumes soient publiées es sieges dudict bailliage, pour en joyr et user comme par nous confermés et auctorisés, tout ainsi que si par nous et nostredicte court de Parlement estoient decrectées, nonobstant appellacions quelxconques, car tel est nostre plaisir; et ce, sans derroguer, diminuer ou amender les autres previlleiges par noz predecesseurs donnez et par nous confermez et de nouvel octroyez ausdicts bourgoys, manans et habitans de nostredicte ville de Tours, lesquelz sont et demeurent, seront et demeureront a tousjours

---

maire du contenu en icellui, mais a qui il appartiendra de droit.

Au xxiij[e], faisant mencion des coustumes, lesdis des eglises veront lesdites coustumes et s'il y a aucune chose derogant ou prejudiciable ausdites eglises leur sera donné provision par justice.

en leur force et vertu, sans ce que besoing soit, pour ce, avoir ne recouvrer de nous ou noz successeurs autres lectres sur ce.

24. Et pour ce que de ces presentes et aussi du previlleige de ceulx de la Rochelle sera besoing ausdicts maires et eschevins de ladite ville de Tours eulx aider en divers lieux, et que lesdicts de la Rochelle jamais ne bailleroient l'original de leurs dicts previlleiges, nous voulons que aux *vidimus,* faiz soubz seaulx royaulx, plaine foy soit adjoustée comme aux originaulx.

Si donnons en mandement par cesdictes presentes a noz amez et feaulx les tresoriers de France et les generaulx conseilliers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de noz finances, au bailly de Touraine et a tous noz autres justiciers ou a leurs lieuxtenans presens et avenir et a chascun d'eulx, si comme a lui appartiendra, que, de noz presens dons, concessions, octroys et previlleiges cy dessus declairez, facent, seuffrent et laissent lesdits conseilliers, bourgoys et habitans de nostredicte ville de Tours et leurs successeurs joyr et user a tousjours mais, perpetuellement, plainement et paisiblement, sans leur faire mectre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps a venir, aucun destourbier ou empeschement au contraire en quelque maniere que ce soit. Ainçois, se mis ou donné leur estoit, le facent, chascun d'eulx en droit soy, incontinans et sans delay, repparer et remectre au premier estat et deu. Et affin que ce soit chose ferme et

---

Au xxiiij[e] faisant mencion des privileges anciens, en joyront lesdits habitans de ceulx qu'ilz ont acoustumé de joir.

Lesquelz dessusdits ont consenti les modifications desdits articles appointées entre lesdits d'eglise et ladite ville ; et au regard desdis commissaires ont esleu ledit maire Jehan Ruzé, Pierre Brete, Jehan Briçonnet, M[e] Jehan Bouvart et Gilet de Brion a y adviser d'en fere en eulx, et de ce qu'ilz en feront et paieront ausdis commissaires lour sera pour agreable, aux despens des deniers communs de ladite ville.

estable a tousjours, nous avons fait mectre nostre seel a cesdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autruy en toutes.

Donné a Saint Jehan d'Angely, ou moys de fevrier, l'an de grace mil cccc. soixante et ung, et de nostre regne le premier. Ainsi signé : par le Roy, le sires du Lau, de Crussol, de Beauvoir, maistre Estienne Chevalier, tresorier, Guillaume de Barre, general, et autres presens. J. Bourré. Visa contentor. J. Duban.

NIORT.

XXVI.

1204, septembre. Devant Chinon.

Inféodation des revenus de Niort et concession de la garde du château de cette ville à Guillaume le Queux par Philippe Auguste.

Copie du commencement de 1205. Cartul. A. de Philippe-Auguste. Bibl. du Vatican, Ottoboni, 2796, fol. 32 v°. — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 858 [1].

C. GUILLELMI COCI DE NIORCII DONO. — Notum, etc., quod nos Guillelmo Coco et heredibus ipsius donavimus omnes redditus Niorcii et quicquid habebamus in Niorcio, in pertinenciis ejus, in feodum et hominagium ligium. Et idem Guillelmus nobis exinde fecit hominagium ligium contra omnes homines; et heredes illius similiter nobis et heredibus nostris facient hominagium ligium contra omnes homines. Ita tamen quod ipse G. et heredes sui nobis et heredibus nostris exinde reddent annuatim ducentas et quater viginti libras monete civitatis Pictavensis, que sunt nostre proprie quite; scilicet CXL. libras predicte monete ad purificationem beate Marie, et alias CXL. libras ad Pascha, et X. libras pro elemosina regis Ricardi illis tamen quibus elemosina reddi debet. Reddent autem idem G. et heredes sui senescallo Pictavie, pro singulis L. libris quas nobis vel heredibus nostris ipse vel heredes sui reddent de suo proprio, unam marcam argenti ad pondus turonense.

[1] Malgré la note qu'il avait mise au bas de la p. 195, M. Delisle n'a pas publié cet acte dans l'appendice à son *Catalogue*. — C'est grâce aux collations que notre confrère A. Tuetey a faites à Rome en 1876, et qu'il nous a obligeamment communiquées, que nous pouvons publier le meilleur texte de ce document.

Idem vero G. et heredes sui nobis et heredibus nostris exinde facient tale servicium quale feodum debet.

De communia Niorcii sic erit quod nos gentes tocius communie Niorcii poterimus ducere, vel senescallus noster de mandato nostro, in exercitum et equitacionem, per submonicionem G. Coci, quando nos, vel senescallus noster ex parte nostra, eandem communiam summonuerimus; et eam ducere poterimus ubicumque voluerimus.

Preterea nos et heredes nostri habemus demandam nostram in tota communia Niorcii; et G. Cocus demandam illam levabit per manum senescalli Pictavie ad opus nostrum.

Sciendum insuper quod sepedictus G. et heredes sui totam fortericiam Niorcii, quam nos eidem commisimus custodiendam, nobis et heredibus nostris, vel certo mandato nostro qui litteras nostras patentes super hoc attulerit et cui credi debeat, tenentur reddere ad magnam vim et ad parvam, quoscienscumque eandem fortericiam requisierimus et heredes nostri.

Actum ante Chinonem, anno gratie M° CC° quarto, mense septembri.

COGNAC.

XXVII.

1262, mai.

Franchises concédées par Gui de Lusignan à la ville de Cognac.

Manuscrits : **A. Copie du milieu du XIVe siècle. Arch. nat., JJ, 80, n° 405. — B. Copie de 1529. Arch. de Cognac. *Livre rouge*, fol. 7. — *Editions: a.* Ordonn., t. II, p. 341, d'ap. A. — *b.* F. Marvaud, *Chartes de Guy de Lusignan et de Charles d'Espagne en faveur de la ville de Cognac*, dans *Bulletin de la Société archéologique de la Charente*, 3e série, t. III, 1863, p. 126, d'ap. B.**

Guy de Lezzignen [1], sires de Coignac et de Merpins et d'Archeac [2], a touz ceaus qui ceste presente chartre veiront et oiront, saluz [3] et paiz. Sachent tuit cil qui sunt [4] et qui serunt [5], que, cum li chevalier et li vaslet [6] et li clerc et li borgeis [7] de Coignac et l'autre prode gent de la vile [8] se deissent et clamassent estre gregé [9] de ceu que nous avom [10] fait estanc [11] et feissom [12] de vin et de blé en la vile [13] de Coignac, et sus [14] ceu fussen [15] venu a nous, requerant come a seignor [16] que nous ostessom [17] celui grief, et nous disiom encontre que nostre pere et nostre ancessor li aveient [18] ogu et fait por lor dreiture; laquau dreiture lidit chevalier, clerc et borgeis [19] et toute l'autre gent de la ville disant [20] et deffendant et affermant encontre que si lidiz [21] nostre pere li aveit faict [22], il li aveit fait a force, cum nus des nostres

[1] Nous publions le texte de B en donnant en notes les variantes de A. Lezingnen. — [2] Archeat. — [3] verront et orront salut. — [4] sont. — [5] seront. — [6] varlet. — [7] clert et li bourgois. — [8] ville. — [9] gregié. — [10] avon. — [11] estant. — [12] feissum. — [13] ville. — [14] sur. — [15] fussent. — [16] cum a seigneur. — [17] ostessum. — [18] aveent. — [19] clert, borgeis. — [20] dedisant. — [21] lidit. — [22] avent fait.

autres ancessors ne li hont[23] fait ne ogu, sur lesquaus choses il requeissent estre enquis.

1. A la parfin, cum ne vosissom[24] ne non deussom[25] ni encore ne volom[26] ni ne deyom[27] greger noz homes[28] ne toute l'autre gent de la vile[29], si cum dessus est dite, ne tenir ne metre costume[30] a tort en la vile, nous[31] enqueismes et feismes enquerre debonairement ob les plus anciens dau pais, prodes homes[32] et leaus homes[33] et dignes de feiz, sus[34] lesdites choses[35], et, entendue la pure verité, nous trovasmes tout ansi[36] cum lidit chevalier et lidit clerc[37] et lidit borgeis et toute l'autre gent de la vile[38] ou diseent et ou afermeent.

Dont nous, per nous et per noz hers et per nos successors[39], quiptasmes et quiptom lesdiz chevaliers, clers et bourgeis[40] et l'autre gent toute de la vile[41], et lors hers et lor successors et la vile meismes[42], de toute maniere de estanc[43], per nous et per noz hers et per noz successors. Et que, de ci en avant, nous, ne[44] noz hers ne[45] noz successors, nul estanc[46] ne puissum[47] fere, ne autre per nom de nous[48], ne[49] ne ferom estanc[50], ne[51] ne soufferom[52] en nule[53] maniere que autre[54] li facet[55] ne que il seit faiz.

Et si esteit aventure[56] que nous, ou noz hers ou noz successors ou noz ballis ou les lour[57], des ore en avant asseyoent ou asseyavant a fere estanc[58] de vin ou de blé, ou en autre maniere, que no per ceu toute la gent de la vile, chascuns en per sey, ne laissast que ne peust vendre et achapter[59] delivrement, sanz meffere[60] et sans[61] mesprendre, ne por ceu[62] ne peussent estre contraint en nulle maniere a gage[63] ne a reençon, ne a recevre encore aucun autre damage[64].

2. Encore, cum li chevalier et li borgeis et toute l'autre gent de la vile de Coignac venguissent[65] requerant et plaintis[66] a nous[67] de ceu que nostre prevost et nostre bailli de Coignac preneent la gent de Coignac et les enmeneent[68] pris, puis que

[23] ont. — [24] voussissom. — [25] deussiom. — [26] nel voujon. — [27] deyom. — [28] hommes. — [29] vile. — [30] coustume. — [31] nos. — [32] hommes. — [33] hommes. — [34] sur. — [35] lesdictes chouses. — [36] aussi. — [37] clert. — [38] ville. — [39] successeurs. — [40] borgeis. — [41] de la ville toute. — [42] la ville meisme. — [43] estant. — [44],[45] ni. — [46] estant. — [47] puichon. — [48] nos. — [49] ni. — [50] feron estant. — [51] ni. — [52] souffreron. — [53] nulle. — [54] autres. — [55] facent. — [56] avanture. — [57] li lor. — [58] estant. — [59] acheter. — [60] senz mefere. — [61] senz. — [62] perce. — [63] gaige. — [64] dommage. — [65] venguissant. — [66] plainti. — [67] noz. — [68] enmenoent.

il poeent fere dreit, nous, a bone feiz, apreismes[69] et feismes[70] aprendre et avom apris que de ceu que il preneent la gent de la vile ne esteit dreit[71] ne costume, ainz esteit encontre dreit et encontre raison, dont nous voguismes[72] et volom et otreiom et comandom[73] et donom, por nous[74] et por[75] noz hers et por[76] noz successors, que nous[77] ne[78] nostre prevost ne nostre bailli ne nostre commandenz[79] ne prenget, ne ne puchet[80] prendre ne faire prendre, nul home[81] ne nule feme[82], de la vile[83] de Coignac, si donc n'esteit per rayson[84] daus quatre dreiz, per loquaus[85] il ou ele[86] oguist deservi a perdre vie ou membre, qui fust manifez et apareissanz[87], en tau maniere que si nous, ou noz hers ou noz successors[88] ou li bailli de la vile[89] ou nostre comandement[90] quicunques seit ou fust[91], asseyovant ou asseyoent sus[92] ceu a prendre ou preneent[93] aucun ou aucune de la ville, qui peust fere dreit, au dit de dous ou de treis[94], lequau[95] il sereit tenuz a fere devant nous ou devant nostre comandement, il deit estre delivrés[96], ou si il ne puet fere dreit, que il se puchet[97] delivrer por pleige[98].

3. Encore, cum lidit chevalier, clerc et borgeis et toute l'autre gent de la vile, deist ou deissent que la vile de Coignac aveit ça y en arrere esté franche d'iceu que nus estagiers de la ville[99] de Coignac ne fust atermez, fors dau cors de la vile, dont il nous requereient[100], come a seignor, arreavoir ladite franchise, nous, enquise sus[101] ceu la pure verité, aussi cum sus[102] les autres artigles dessusdiz, trovasmes estre ensi entermement et purement cum lidit chevalier, clerc[103] et borgeis et l'autre gent de la vile ou afermoyent et ou disoyent[104], dont nous, per nous et per noz hers et per nos successors, lor rendismes et lor donasmes et lor otreasmes[105] a ceaus[106] et[107] a lor hers et a lor successors, si[108] encore la lor donom[109] et la lor otreyom[110], la davantdite franchise, perpe-

[69] nos a bone fei apreymes. — [70] feimes. — [71] dreiz. — [72] noz vouguimes. — [73] ottroyon et commandom. — [74] per noz. — [75], [76] per. — [77] noz. — [78] ne *manque*. — [79] commendemenz. — [80] puichet. — [81] homme. — [82] famme. — [83] ville. — [84] raison. — [85] lequel. — [86] elle. — [87] appareissanz. — [88] successeurs. — [89] vile. — [90] commandement. — [91] fut. — [92] asseoient sur. — [93] prenoient. — [94] tiers. — [95] loquau dreit. — [96] delivrez. — [97] puechet. — [98] plaige. — [99] vile. — [100] requeroient. — [101] sur. — [102] sur. — [103] clert. — [104] afermoient et ou diseient. — [105] ottreasmes. — [106] caus. — [107] et *manque*. — [108] et. — [109] donon. — [110] ottreyon.

tuaument et durablement, en tau maniere que si nous, ou noz hers ou noz successors ou noz baillis ou li bailli de la vile, atermeient[111] ou poseent terme[112] a aucun estagier de la vile, fors dau cors de la vile, que nuls[113] ne fust tenuz de segre nul terme ou les termes, ne noz successors ne noz baillis de la vile[114] ne puichant sus[115] ceu aucun contraindre ne desgager[116], ne en autre maniere damager, si n'esteit[117] devant nostre persone[118], ou devant nostre certain comandement[119] que nous laissesom[120] en nostre luec mayor sus[121] le prevost.

4. E[122] encore est assaveir[123] que nous volom le creissement et l'amandement de la vile de Coignac a la requeste dausdiz[124] chevaliers et dausdiz clers et dausdiz borgeis et de toute l'autre gent de la vile[125] de Coignac, nous, per nous et per noz hers et per noz successors, lor donasmes et lor otreasmes[126] et lor otreom[127], per nous et per noz hers et per noz successors[128], de nostre liberalité, que il puchent por[129] eos eslire et pouser[130] dous prodehomes[131] de la vile a receure la mautoste[132] de Coignac ores ou deshores[133] en avant, tant cum[134] la mautoste i sera[135], et qu'ele seit mise au profict de la vile. Et quant la mautoste nos[136] sera mestiers a la vile, li prodome de la vile l'an puchent[137] oster et metre[138] et torner quant sera mestiers a la vile; et que le prevost de la vile seit apelez au conte de la recepte et de la mise; et si le prevost ne voleit venir audit conte, que li prodome[139] de la vile de ladite recepte et de ladite mise puechent conter et bailler et finier sans[140] ledit prevost, au profict de la vile. Et quant ladite mautoste nos sera mestiers a la vile, nous volom que i seit[141] mise ne tenue.

Et touz les diz de ceste chartre, chacun en per sei, nous, aus davansdiz[142] chevaliers et ausdiz clers et ausdiz borgeis et a toute l'autre gent de la vile[143], per nous et per noz hers et per noz successors, a eaus et a lor hers et a lor successors, avom promis a bone fei a tenir et a garder bien[144] et leaument,

[111] atermoient. — [112] pouseent termes. — [113] nus. — [114] ville. — [115] sor. — [116] desgaigier. — [117] ne esteit. — [118] personne. — [119] commandement. — [120] laissessom. — [121] sour. — [122] E *manque*. — [123] assaver. — [124] dauxdiz. — [125] ville. — [126] ottreasmes. — [127] ottreiom. — [128] successeurs. — [129] puechant per. — [130] poser. — [131] prodeshommes. — [132] mautouste. — [133] et des ôres. — [134] comme. — [135] mautouse y sera. — [136] maustoste nous. — [137] puechent. — [138] mettre. — [139] prodomme. — [140] finer sus. — [141] soit. — [142] devanzdiz. — [143] ville. — [144] et garder ben.

et que encontre ne vendrom, ne autre por[145] nous ne por[146] nom de nous, en nul temps, et en icest nostre fait nous en avom renoncié[147] et renuncium[148], per nouz[149] et per noz hers et per noz successors, a chascun par sei[150] et a toz[151] ensemble, a toute excepcion de fait et de tricherie et a autre excepcion et a toute condicion et a tout establiment[152] et a toutes costumes et a touz privileges de croiz prise ou a prendre et a tout benefice et a toute aye qui nous peust[153] ayer contre lesdiz ne contre la tenor[154] de ceste chartre en cort[155] ou fors cort per nule raison.

Et por[156] ceu que ceste presente chartre, en touz ses artigles et en chascun por[157] sei, ait durable fermeté, nous, per nous et per noz hers et per noz successors, en avom doné[158] ausdiz chevaliers et ausdiz clers et ausdiz borgeis et a toute l'autre gent de la vile dessusdite et a lor hers et a lor successors durablement ceste presente chartre, saelée[159] de nostre saeau[160] en testimoyne de verité. Ceu fut fait l'an de l'incarnacion Jesu Crist M CC et seissante et dous, ou meis[161] de may.

[145] per. — [146] per. — [147] avons renuncié. — [148] et en renunciom. — [149] par nous. — [150] per sey. — [151] touz. — [152] establissement. — [153] puest. — [154] teneur. — [155] en acort. — [156] per. — [157] per. — [158] donné. — [159] scellée. — [160] seau. — [161] mois.

XXVIII.

1352, Mai. Angoulême.

Franchises accordées à la ville de Cognac par Charles d'Espagne, comte d'Angoulême, connétable de France.

Copie de 1529. Arch. de Cognac, *Livre rouge*, fol. 9. — Publ., Marvaud, *Chartes de Guy de Lusignan et de Charles d'Espagne en faveur de la ville de Cognac*, dans *Bulletin de la Société archéologique de la Charente*, 3e série, t. III, 1863, p. 134.

Carolus de Yspania, comes Engolismensis, constabularius Francie, universis presentes litteras inspecturis et audituris, salutem. Summa rei nostre publice tuicio, a Deo et domino meo rege date, nos inducit ut sub ejus regimine possit feliciter gubernari. Igitur, attendentes communem utilitatem dilectorum nostrorum subditorum ville nostre de Compniaco in Xantonia, qui, propter guerras et eminencia negocia, pluries sepe sepius cupiunt insimul congregare et plures expensas et onera propter hoc sustinent, et quod pejus est, a pluribus injurias paciuntur, dignumque estimantes ut bona facientes nostram laudem et protectionem homines mereantur quorum villa industria ac diligentia custoditur, et ad obediendum Deo, regi ac nobis eorum meritis, vita subditorum informatur quathenus sub regali potestate et speciali nostra dilectione ab omni injuria deffendantur, quod desideramus affectu.

1. Idcirco, praedictis habitantibus presentibus et futuris, privilegia, franchisias, libertatem, communitatem juratam, concedimus per presentes, jurisdicione, modis et condicionibus qui secuntur.

2. Damus siquidem[1] et concedimus quod locum.commu-

[1] Le *Livre rouge* porte *in gracia*, mais il n'est pas douteux que l'original devait porter *siquidem*.

nem habeant, exclavinagium (*sic*) nuncupatum, bursam communem, simbalum vel campanam, ad cujus sonum possint convocaciones, congregaciones et adunaciones eorum facere tociens quociens eis videbitur faciendum. In qua congregacione ad sonum campane, senescallus noster vel ejus locum tenens, qui pro tempore fuerint, insimul aut per se quilibet, habeant interesse, si in villa sit aut in locis unde campana poterit exaudiri. Si autem praedictus senescallus vel ejus locum tenens fuerit absens, convocacionem vel unionem prefati habitantes facere non audebunt, nisi qualitas negocii inter eos proloquendi id exposcat, quo casu, eidem senescallo aut ejus locum tenenti major ville notificare habeat, cum primo potuerit, quid egerunt.

3. Singulis autem annis, illi de communitate eligent quatuor probos viros qui presentabuntur senescallo predicto, et ipse eliget, secundum relacionem juratam trium illorum, quartum ydoneorem, qui creabitur in majorem. Qui jurabit servare utilitatem nostram et subditorum nostrorum et dampnum penitus evitare et contra nos congregationem non facere; et durabit per annum, et in fine anni eligatur alius successive, vel post mortem alicujus morientis.

4. Volumus autem quod predicti habitatores et ipsorum communitas habeant jurisdicionem seu vigeriam mulctandi illos de communitate sua, dumtaxat usque ad sexaginta solidos et unum denarium, in casibus in quibus consuetudo patrie hoc requirit; de quibus habebunt illi de communitate predicta medietatem totius emolumenti provenientis ex emendis sexaginta solidorum inclusive, provenientibus ex facto ipsorum aut alterius eorumdem, et alia medietas nobis plenarie pertinebit; et de minoribus emendis sexaginta solidorum, nichil percipere volumus, sed totum communitati pertinebit.

5. In emendis autem sexaginta solidos excedentibus, major et communitas predicti nichil exigent nec habebunt, nec cognoscent de casibus in quibus talis emenda cadere debeat, de consuetudine patrie vel de jure.

6. Poterunt autem emendas sexaginta solidorum major, senescallus vel ejus locum tenens predicti insimul concordantes minuere et liberaliter moderare, si facti qualitas aut persone paupertas hoc requirat.

7. Major autem sic creatus, collectas, taillias, semel vel

pluries imponere poterit super eos de communitate predicta, et facere, pro tuicione ville et patrie, reparationem pontium et murorum et ceterorum casuum necessariorum.

8. De emolumentis autem que major vel communitas percipiet quovismodo, tenebitur, anno quolibet, senescallo aut receptori nostro, aut eorum loca tenentibus, reddere computum ac etiam racionem; nec de ipsis aliquid poterunt expendere, nisi pro utilitate communi.

9. Si autem aliquis eorumdem contra nos litigium vel discordiam habere contingat, major vel communitas predicta aliquem contra nos vel successores nostros, juvare non poterunt, facto, opere, consilio, pecunia vel loquela, quin, ipso facto, absque alia condemnatione, jus communitatis amittant.

10. Insuper, anno quolibet, major et consiliarii et scabini, nobis vel senescallo nostro vel ejus locum tenenti predictis, prestare tenebitur juramentum superius annotatum, nobis et nostris successoribus specialiter reservato, ne, per concessionem hujusmodi, nostris juribus, redditibus, jurisdicioni, nobilitatibus, aliquod prejudicium futuris temporibus generetur, nisi in casibus superius declaratis, quovis de facto major aut communitas contrarium facere niterentur, possessione vel sasina et lapsu cujuscumque temporis in aliquo nonobstante; proviso enim, cum domini mei regis beneplacito, quod, pro juribus antedicte communitatis servandis, procuratorem regium, nobis invitis, non poterunt adjungere seu etiam advocare.

11. Creato autem majore predicto, nobis, aut senescallo nostro vel ejus locum tenenti predictis pro nobis, et nostris successoribus, homagium ligium cum achaptamento unius annuli aurei ponderis duorum florenorum Florencie et juramento predictis, anno quolibet, tenebitur facere, pro majoritate et communitate predictis.

Ut autem haec omnia plenariam obtineant firmitatem, per dominum meum regem, cum ejus benevolencia, dari facere promittimus ac etiam confirmari, cum clausulis et capitulis antedictis. Mandantes omnibus justiciariis, officiariis et subditis nostris, presentibus et futuris, quatenus habitatores memoratos nostra presenti gratia et concessione perpetuo uti gaudere libere et pacifice faciant et permittant, impedimentis quibuscumque cessantibus penitus et amotis. Quae praemissa

omnia eisdem concessimus sine financia, de nostra sciencia et gracia speciali. In cujus rei testimonium, nostrum presentibus fecimus apponi sigillum. Datum Engolisme, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo secundo, mense maii, salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno.

Datum ut supra. Sic signatum super replicam : Per dominum comitem in consilio suo, presente domino Arnulpho d'Audenehan, marescallo Francie.

SAINT-JEAN-D'ANGELY.

XXIX.

1332. Saint-Jean-d'Angély.

Nomination par le corps de ville de Saint-Jean-d'Angély, de huit élus pour les affaires de la ville[1].

Minute originale. Archives communales de Saint-Jean-d'Angély. Premier registre de délibération, BB, 1, fol. 6.

ELECTI AD NEGOTIA VILLE.

En pleniere mesée, aujourduy, par les pers de nostre commune, du consentement de touz les esclavins et conseils, furent esleues les personnes dessouz escrites a tretier des droiz et des negoices de la commune, ausquieus est donné povoir par tout le commun que toutes chouses que il verront estre bones et proufitables ou necesseres et honorables a la commune il puissent accorder, ordener, procurer et ottroier, sanz appeler le commun, tout aussi comme le commun porroit fere, et que, de ce que il acorderoit et ordeneroit, il porront fere, passer et seller lettres sellées des seaus de la commune, excepté de et ouste de leur pooir que de obligacions ne de taillées, imposicions, subvencions ou grousses mises, a quoy la commune porroit ou devroit estre tenue, lesdictes persones eleues ne pourront riens determiner ne metre a fin ne ....[2], ottroier ne fere saeller, sanz appeler a ce les cent pers ou la greigneur partie, c'est assavoir en mesée ou aussi

[1] Cette délibération a déjà été publiée ainsi que quelques autres, mais très inexactement, par Guillonnet-Merville, dans ses *Recherches .... sur la ville de Saint-Jean-d'Angély*, p. 474.

[2] Un mot illisible.

comme il doivent venir a mesée. Et est acordé que toutes foiz que aucuns desdiz esleuz aura cause necessere de soy absenter de la ville, ou, estanz en la ville, aura excusacion resonable et sanz fraude pour quoy il ne puisse vaquer aveques les autres eleuz a tretier desdites chouses, au jour et lieu ou il s'assembleront au mandement de Monsieur le Maire, celi qui ensi n'y pourra vaquer puisset subrogier et metre aucun autre bonhomme des cent pers, o l'assentement et conseil de Monsieur le Mayre et des autres eleuz a ceu. Et ont juré les davantdiz esleuz sur sainz evangiles que, bien et loyaument et au plus grant proufit de la commune que il porront, il treteront, ordeneront et determineront lesdites chouses selon leur avis et consciences.

Esclavin.	Sire P. Loisseau. Sire Aymar de Lossaut. Sire Estene Boille. Johan Boille.
Conseils.	Johan de Loulet. P. du Meslier.
Pers.	André Pascaut, Guillaume Fradin.

XXX.

1331. 24-27 août.

Procès-verbal d'une réunion à Saint-Jean-d'Angély pour s'opposer aux entraves apportées en Flandre au commerce des vins.

Expédition contemporaine. Archives communales de Saint-Jean-d'Angély, HH, 1.

En nom de Dieu, amen. A touz apparesse par la teneur de cest present public instrument, de part tres haut et tres excellent prince Monsieur Johan par la grace de Dieu, roy de France, l'an de grace mil ccc trente et un, le samedi en la feste S. Berthomé, environ hore de prime, a Saint Johan d'Angeli, en la maison ou l'on tient l'esclavinage de la commune de S. Johan d'Angeli dessusdit, personaument present illuec : sire Pierre Boisseau, maire de ladite commune, et plusieurs bourgois et jurez de ladite commune, d'une partie, Guillaume Javal, mestre Jouffre Moussart, Guillaume Gardrat et Hugue de Combon, parroissiens de Saint Savenien, Aymeri Saussart de Vareie, mestre Pierre, J. de Clynec, Pierre Chopin de Migrez, pour li et pour Hugues Chopin, son pere, et Estene Limony de la Folatere, pour li et pour son frere, d'autre partie, en la presence de moy public notaire et des tesmoins dessouz escriz, ledit maire, pour nom de ladicte commune, dist et declaira aus persones dessus nommées les choses qui s'ensuient : « Beaus seingneurs, il est la verité que les gens de Flandres ont fait mout grans tors, entes et vilanies et damages a nos genz et aus voz et aus marchans de cest pais, si comme vous savez ou poez savoir, et voulent fere et tenir mout fortes coustumes indehues, et qui seroient en grant damage et prejudice des genz et marchanz de cest pais. Si que nous avons escript sus ce aus bourgois et marchans de Bourdeaus, de Libourne, de La Rochelle ; et sus ce il a esté

ordenné et acourdé que de chescun lieu, c'est assavoir de Bourdeaus, de Liborne, de la Rochelle et de Saint Jehan d'Angely, des hommes et sages iront par dela en Flandres et requerront a ceux de Flandres que les chouses davantdites ils veullent mettre et retorner a estat dehu, et qu'il s'en veullent souffrir et corriger. Et s'il ne le voulent fere, les deus prodes homes de chescun des lieuz dessusdiz iront pardevers ceux de Bruges, qui ont promis a noz gens et aus marchans de cest pais fere mout grans graces et courtoisies, franchises et libertez, si nous voulons remuer nostre estable a Bruges. Et a ceu feront acourder et consentir le comte de Flandres, et sus ce leur feront passer bons privileges et bonnes libertez confirmer par le roy nostre sire. Pourquoi il a esté regardé et considéré des bourgois, marchans et jurez de chescun des lieux dessusdiz que il seroit profitable chouse a ceux de tout cest pais de remuer l'estable a Bruges ou la ou il seroit plus profitable, ou cas que ceux de Flandres ne se voudroent retraire des chouses dessusdites. Et tout ce ne se pourra fere sanz gran cous et missions; pourquoi, il a esté ordenné, par le conseil des prodes hommes et sages de nostredite commune, ob le conseil et eyde de vous autres seingneurs de ci environ, que touz ceux de ladite commune qui feront uns atreul et touz les autres d'environ paieront et donneront, pour chescun tonnel de vin qu'il feront en cestes presentes vendanges tant seulement, sis deniers pour eider a fere les cous et missions dessuzdiz, lesquieux sis deniers seront levé par la main de un homme ou de deus, dignes de foy, a ce deputé, qui en rendront leyau compte par leur serement. Et quant lesdis deus prodes hommes, qui iront procurer les chouses dessusdites, seront venuz, se il y avoit residu de ladite recepte, comptez les cous dessusdiz, ledit residu sera restituez a chescun d'iceux qui auront paié selon ce qu'il li apartendra; pour quoi ge vous demant si vous acourdez a ce. » — Desquieux chouses davantdites les persones dessus devisées se alerent conseiller et aviser. Et heue sus ce deliberation l'un ob l'autre, toutes les personnes dessus nommées, par noms que dessus et chescune pour soy, distrent et responsirent que il vouloient et otroyoyent les davantdites chouses et promistrent paier lesdiz sis deniers pour piece, selon la manere dessus devisée. De toutes lesquieux chouses dessusdites einssint dites, faites et accordées, ledit maire, pour nom que dessus, requist a moy public notaire dessouz-escript que je l'en feisse et

otroyasse cest present public instrument, lequel ge li otroyay de mon office souz ceste fourme.

Item, en l'an dessus dit, le mardi avant la feste de la decollation S. Johan Baptiste, environ hore de none, en la vile de Bancs, en la meson Guillaume Grant bourgois de Bancs, en la presence de moy public notaire et des tesmoins dessus escriz, Pierre Assailli, bourgois de la vile S. Johan d'Angeli, dist et declaira, pour nom de ladite commune, audit Guillaume Grant les chouses dessus devisées et declairées et li demanda se il s'i acordoit par la manere que dessus est declairé. Lesquieux chouses oyes, ledit Guillaume Grant dist et responsit en ceste maniere : « Je me acort bien a tout ce et le veul et promet fere en la manere que les prodes hommes de S. Johan le feront. » — Desquelles chouses dessusdites ledit Pierre Assailli, par nom que dessus, me requist instrument public par la manere que dessus.

Ces chouses furent faites en l'an, jours, houres, lieuz, et regnant comme dessus.

ANGOULÊME.

XXXI.

1542-1581.

Extraits des mémoriaux de la ville d'Angoulême.

Archives communales d'Angoulême. Mémoriaux A et B.

1541. — Le dimenche de *judica me,* l'an de grace M V^c XL et ung [1], fut esleu et admis pour maire et cappitaine de ceste ville et cité d'Engoulesme maistre Ithier Jullien, escuier, lequel, en celle année, par sa bonne conduitte, dilligence et poursuitte nous delivra de plusieurs larrons, volleurs et vagabons qui de longtemps auparavant regnoient en ce pays d'Engoulmois y faissant meurtres, volleries et aultres maulx infiniz, par le moyen desquels estoit le pais et tous les passans par icelluy en merveilleuze craincte et dangier. Et desditz volleurs furent entre aultres par ledit maire prins et mis es mains de justice : Pierre Montvoisin dit le Gantier, Jehan Hannequin dit Passepartout et ung nommé le mareschal de Foulquebrunne, lesquelz furent executez, ars et bruslez en la ville de Poitiers, par arrest donné es Grans-Jours lors seans audit lieu.

Et pareil arrest fut donné esditz Grans-Jours contre ung nommé le curé de Foulquebrune, compaignon et complice des dessusditz, mais fut l'execution sursoyée a cause qu'on n'eut le temps pour degrader ledit curé de ses ordres de prestrize [2].

Aussy fit ledit maire executer, ardre et brusler au champt

[1] 26 mars 1542.

[2] La première partie de ce document a été publiée fort incorrectement par l'abbé Michon, *Histoire de l'Angoumois*, p. 117.

sainct Marcial de cestedittc ville ung nommé le Béarnois, boucher, volleur et complice des dessusnommez.

Plus, en laditte année, ledit maire fit executer a mort et decappiter une chambriere nommée Margot Vachier ayant suffocqué et estranglé son enfant sans baptesme.

Et plusieurs autres executions et pugnitions furent faictes par sa bonne dilligence et poursuitte contre les delinquans et malfaicteurs par vertu de ses sentences et jugemens, confirmez et auctorisez par arrest de la court de Parlement de Paris. (*Mémorial* B, fol. 81, v°.)

1542. — En laditte année, pour aulcunes esmotions de guerre estans ou quartier de Languedoc, fut mendé par le Roy le ban et arriere ban d'Angoulmoys faire monstre en armes en ceste ville d'Emgoulesme.

Et pour la conservation des privilleges et franchises de laditte ville et esviter que garnisons n'y fussent mises, comme le bruit estoit qu'on vouloit faire pour la garde d'icelle, ledit maire fit faire monstre des habitans de laditte ville et faulxbourgs, le dimanche xv^e^ d'octobre oudit an, a laquelle monstre se trouverent IV^m^ et V^c^ hommes de deffence bien armez et equippez, c'est assavoir mil et cinq cens hacquebutiers, partie d'iceulx couvers de cotte de maille, quinze cens picquiers, les aulcuns armez de harcretz[1], douze cens halbardiers et le reste arbalestiers, conduictz par quatre cappitaines ou lieutenans dudit maire[2]. (*Mémorial* B, fol. 82 v°.)

1581. — Durant ladite année, ledit sieur maire feit faire grande justice de plusieurs malfaictz et peu apres sa reception condemna Jehanne Georget, chambariere, a estre pandue et estranglée par l'executeur de la haulte justice pour avoir suffoqué, ayant enfenté, son enfent et icelluy geté dans ung privé; et fut la sentence par luy donnée, et executée par ledit executeur de la haulte justice en la place des Jacobins de ladite ville. (*Mémorial* A, fol. 105 v°.)

[1] Corselets de fer.
[2] Ce passage a été également publié par Michon. (*Ibid.*, p. 118.)

POITIERS.

XXXII

1199. Niort.

Privilèges concédés aux habitants de Poitiers par la reine Eléonore.

A. Orig. Archives communales de Poitiers, A, 1. — B. Cop. du XVe siècle, Ms. 145 de la bibl. de Poitiers, fol. 35. — C. Cop. de Dom Fonteneau. Coll. Fonteneau, t. 23, p. 231, d'ap. A. — D. Cop. de M. Rédet. Bibl. nat., mss. Fr. nouv. acq. 3412, fol. 33, d'ap. B. — Publ., Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, éd. de 1840, t. II, p. 417.

Alienor Dei gracia regina Anglie, ducissa Normannie, Aquitanie, comitissa Andegavie, archiepiscopis, episcopis, comitibus, vicecomitibus, baronibus, justiciis, prepositis, bailivis et omnibus fidellibus suis ad quos presens pagina pervenerit, salutem in Domino. Noverit universitas vestra nos reddidisse et presenti carta confirmasse dilectis et fidelibus hominibus nostris de villa Pictavis libertates et jura sua que antecessores eorum habuerunt et tenuerunt tempore avi et patris nostri et aliorum predecessorum nostrorum, videlicet de filiabus suis maritandis et de omnibus aliis feminis que maritande erunt in quocumque loco voluerint, aut extra villam Pictavis aut infra villam.

2. Et etiam concedimus eis ut quando aliquis eorum ad finem vite sue perveniens elemosinam suam divisam habuerit, plenarie et integre teneatur; et qui elemosinam illam violentiam fecerit, a domino ville Pictavis defendatur, custodiatur et teneri cogatur.

3. Adhuc vero eis concedimus quod nulli eorum qui fidejussores stare juri dare voluerint et potuerint de aliquo forisfacto quod in villa fecerint, nisi murtrerii vel proditores

seu latrones fuerint, capiantur nec vi retineantur neque manus in eis vel in rebus suis violenter mittantur.

4. Ad hec illis concedimus quod si aliquis extraneus in villam Pictavis venerit causa manendi ibi, has predictas libertates habeat ita libere et quiete, sicuti alii homines in villa manentes habent et tenent.

Hujus vero donationis et quictationis testes sunt : karissima filia nostra regina Johanna, Petrus Bertini senescallus Pictavie, Lonnus Ogerius, Kalo de Rupeforti, milites nostri, abbas Sancti Maxentii, P. abbas sancti Cypriani, Savaricus de Chiriaco, Ogisius filius suus, Vivianus Beidestrau, Petrus Bonini et frater ejus, Pascaudus de Rupela, David de Podio Liborelli, Santius de Rupela, Gaufridus de Calvinaco, capiscerius miles et multi alii.

Data apud Niorthium anno Verbi incarnati M° C° XC° IX°.

[1] Cf. *Pièces justif.* II, art. 21, note.
[2] Cf. t. I, p. 65, n. 1 et 85.

XXXIII

1199. Niort.

Charte de commune octroyée aux habitants de Poitiers par la reine Eléonore.

A. Cop. de 1298. Arch. communales de Poitiers, A 13. (Dans un vidimus sous le scel du garde du sceau royal dans la sénéchaussée de Poitiers.) — B. Cop. du xv[e] siècle. Ms. 145 de la bibl. de Poitiers, fol. 35 v°. — — C. Cop. de D. Fonteneau, coll. Fonteneau, t. 23, p. 235, d'ap. A. — Publ., Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 418.

Alienor Dei gracia humilis regina Anglie, ducissa Normannie, Aquitanie et comitissa Andegavensis, archiepiscopis, episcopis, comitibus, baronibus, senescallis, prepositis, justiciariis, baillivis et universis tam futuris quam presentibus ad quos littere iste pervenerint, salutem. Sciatis nos concessisse in perpetuum et presenti carta confirmasse dilectis et fidelibus nostris universis hominibus de Pictavi et eorum heredibus communiam juratam apud Pictavim, ut tam nostra quam sua propria jura melius defendere possint et magis integre custodire, salva tamen et retenta fidelitate nostra, salvis tamen juribus nostris et heredum nostrorum et juribus sancte ecclesie.

Volumus igitur et statuimus ut omnes libere et usitate consuetudines ville sue, quas antecessores eorum et ipsi, sub antecessorum nostrorum et nostri dominio, hactenus habuerunt, eisdem et eorum heredibus inviolabiliter observentur, et ut, ad ipsas manutenendas et ad jura sua et nostra et heredum nostrorum defendenda, vim et posse communie sue, quando necesse fuerit, contra omnem hominem, salva fidelitate nostra et jure nostro et heredum nostrorum, salvo etiam jure sancte ecclesie, excerceant et apponant. Ut autem ipsi et eorum heredes communiam suam libere et quiete manuteneant et liberas et usitatas consuetudines ville sue custodiant et defendant, nos, ad perpetue robur

auctoritatis, litteras istas sigillo nostro fecimus sigillari. Datum apud Niortum, anno incarnati Verbi millesimo c° xc° ix°. Testibus : Petro Bertino tunc senescallo Pictavensi, Chalone de Rochaforti, Launo Ogerio, Gaufrido de Chauvigné, domino capicerio, abbate Sancti Maxencii, Petro abbate Sancti Cipriani, Johanne Borser, Savarico, Arnaudo Pingui et multis aliis.

XXXIV

1204, novembre. Dixmont.

Confirmation par Philippe-Auguste des privilèges et de la charte de commune de Poitiers.

A. Copie contemporaine, reg. A de Philippe-Auguste, Bibl. du Vatican, Ottoboni 2796, fol. 25[1]. — B. Cop. de 1241, Archives communales de Poitiers, A. 5 (Dans un vidimus d'Alphonse de Poitiers). — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 876.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen. Ego Philippus Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod[2] Alienor, regina quondam Anglie, reddidit et confirmavit hominibus de villa Pictavis libertates et jura sua que antecessores eorum habuerunt et tenuerunt tempore avi et patris et aliorum antecessorum ejusdem Alienor, videlicet de filiabus suis maritandis et de omnibus aliis feminis que maritande erunt in quocumque loco fuerint, aut extra villam Pictavis aut infra villam.

2. Concessit etiam eis quod quando aliquis eorum, ad finem vite sue perveniens elemosinam suam divisam habuerit, plenarie et integre teneatur ; et qui in elemosinam illam violentiam fecerit, a domino ville Pictavis defendatur, custodiatur et teneri cogatur.

3. Ad hoc etiam eis concessit quod nulli eorum qui fidejussores standi juri dare voluerint et potuerint de aliquo forifacto quod in villa fecerint, nisi mulctrarii seu proditores seu latrones fuerint, capiantur nec vi retineantur, nec manus in eos vel in res eorum violenter mittantur.

[1] Comme pour les autres pièces empruntées au même registre, c'est grâce aux collations faites à Rome, en 1876, par M. Tuetey que nous pouvons publier le meilleur texte de ce document.

[2] Dans A, le début de l'acte est ainsi abrégé : « CARTA COMMUNIE PICTAVENSIS. — Notum, etc., quod... » Bien que nous suivions pour le reste de l'acte le texte de A, nous en donnons le protocole d'après B.

4. Ad hoc, eisdem concessit quod si aliquis extraneus in villam Pictavis venerit causa ibi manendi, quamdiu ibidem manserit, has predictas libertates habeat ita libere et quiete, sicut alii homines in villa manentes habent et tenent [1].

5. Insuper, concessit universis hominibus de Pictavi et eorum heredibus imperpetuum communiam juratam apud Pict[avim], ut tam ipsius jura quam sua propria melius defendere possent et magis integre custodire, salva tamen et retenta fidelitate ipsius Alienor et salvo jure ejus et heredum suorum et jure sancte ecclesie.

6. Preterea, statuit et concessit predictis hominibus Pictavensibus ut omnes libere et usitate consuetudines ville Pictavis, quas antecessores eorum et ipsi, sub ipsius et predecessorum suorum dominio, hactenus habuerunt, eis et eorum heredibus inviolabiliter observentur, et ut, ad ipsas manutenendas et ad jura süa et ipsius Alienor et heredum suorum defendenda, vim et posse communie sue, quando necesse fuerit, contra omnem hominem, salva fidelitate ejusdem Alienor et salvo jure suo et heredum suorum et salvo jure sancte ecclesie, exerceant et apponant [2].

7. Nos autem, ad petitionem predictorum hominum nostrorum de Pictavi, jura et libertates et omnia supradicta jura, salva fidelitate nostra et heredum nostrorum et salvo jure sancte ecclesie et nostro, eis concedimus in perpetuum.

Et ut hoc perpetuum robur [3] obtineat, sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato presentem paginam confirmamus. Actum apud Dymon [4], anno ab incarnatione Domini M° CC° IV°, regni vero nostri anno XXVI°. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subscripta sunt et signa. Dapifero nullo. S. Guidonis buticularii. Signum Mathei camerarii. Signum Droconis constabularii. Data vacante cancellaria, per manum fratris Garini.

---

[1] Ces quatre premiers articles sont la reproduction de la charte d'Eléonore, *P. just.*, XXXII. Pour rendre la comparaison plus facile, nous imprimons en petit texte tout ce qui a été emprunté aux chartes antérieures.

[2] Les art. 5 et 6 sont la reproduction de la charte de commune d'Eléonore. *P. just.*, XXXIII.

[3] La fin de l'acte est abrégée dans A de la manière suivante : « Et » ut hoc perpetuum robur, etc. Actum apud Dymon, anno Domini » millesimo ducentesimo quarto, regni nostri anno vicesimo sexto. »

[4] Nous rétablissons la date de lieu d'ap. A ; le texte de B porte : « apud Dūn. »

XXXV.

1214 (entre le 30 mars et le 31 octobre). Châtelleraud.

Franchises accordées par Philippe-Auguste aux bourgeois de Poitiers.

A. Orig. très endommagé, Arch. communales de Poitiers, A 3. — B. Vidimus de l'official de Poitiers de 1264. Arch. de Poitiers, *Ibid.* — Publ., Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, éd. de 1840, t. II, p. 419, d'après B. — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 1480.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen. Philippus Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos burgensibus nostris Pictavensibus damus et concedimus ut omnes burgenses qui manent apud Pictavim in domanio nostro, et deinceps in domanium nostrum venient ibidem mansuri, sint inmunes prorsus et liberi a venditionibus et pedagiis, salvis nobis exercitu, equitatione, talliata et omni alia justicia nostra.

2. Concedimus etiam eisdem qui manent et deinceps mansuri sunt in domanio nostro, quod nundine Pictavis teneantur a prima dominica quadragesime usque ad dominicam medie quadragesime, in illo puncto et constitutione quibus Richardus, quondam rex Anglie, illas nundinas eis concessit : videlicet quod omnes mercatores qui in domanio nostro non manebunt et venient ad nundinas nostras Pictavis, de singulis pannis viridibus, brunetis, escarlatis, rubicondis et aliis hujusmodi tinctis, quos in eisdem nundinis vendent, dabunt, venditor XII. denarios, et emptor XII. denarios ; de aliis autem pannis, sicuti stanfortibus, sagiis, vergatis, burellis et hujusmodi, debebunt de singulis, venditor VI. denarios, et emptor VI. denarios. Mercatores autem forenses qui non manebunt in domanio nostro, qui vendent pannos ad detallium lineos sive laneos sive pellipariam, dabunt, de singulis libris denariorum, II. denarios, quandiu nundine durabunt ; transacto autem supradicto ter-

mino nundinarum, mercatores qui nunc manebunt in domanio nostro reddent antiquas consuetudines, videlicet de singulis solidis, singulos obolos. Quod ut perpetuum robur obtineat, sigilli nostri auctoritate et regii nominis caractere inferius annotato presentem paginam confirmamus. Actum apud Castrum Eraudi, anno incarnationis dominice M° CC° XIIII°, regni vero nostri anno tricesimo quinto. Adstantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Signum Guidonis buticularii. Signum Bartholomei camerarii. Signum Droconis constabularii. Data vacante (*Monogramme.*) cancellaria.

XXXVI.

1222, novembre. Anet.

Privilèges accordés aux bourgeois de Poitiers par Philippe-Auguste[1].

Orig. Arch. communales de Poitiers A, 4. — Cf. Delisle, *Catalogue*, n° 2178[2].

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen. Philippus Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod, pro bono pacis, concedimus et donamus dilectis nostris burgensibus Pictavensibus communiam infra muros Pictavenses, salvo jure ecclesiarum et dominorum qui terras ibi habent, et curias et justiciam[3].

2. Concedimus eis etiam quitanciam, quantum ad nos pertinet, de propriis mercaturis suis per totam terram quam Henricus, quondam rex Anglie, tenuit, preterquam in comitatu Ebroycensi et in Vulcassino Normannie, et preterquam apud Paciacum, et preterquam in terra Hugonis de Gornayo, et preterquam apud Pontem Archie, et superius versus Franciam[4].

[1] Ce diplôme, ainsi que nous l'avons dit, a été en grande partie calqué sur la charte concédée en 1207 aux bourgeois de Rouen (*Pièces justif.*, II), qui, elle-même, n'est guère composée que de dispositions empruntées à des chartes antérieures. Pour faciliter la comparaison et rendre plus sensibles les ressemblances des deux documents, nous imprimons en petit texte tout ce qui a été textuellement copié sur l'acte de 1207. Nous entendons par là les phrases ou parties de phrases qui reproduisent les mêmes mots dans le même ordre, encore qu'il y ait parfois entre les mots des variantes orthographiques ou même des différences de temps, de nombre ou de cas.

[2] M. Delisle ne signale pas une copie du milieu du XIII[e] siècle (Arch. nat., J 192, n° 3) d'après laquelle ce document a été depuis publié par Teulet dans *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 1553, p. 552.

[3] Ce premier article a beaucoup de rapports avec l'art. 3 de la charte de Rouen de 1207 sans en être cependant la reproduction.

[4] Cf. art. 1 de la charte de Rouen de 1207.

3. Concedimus eciam eis ut habeant placita de hereditatibus et catallis suis et convencionibus factis apud Pictavis, salvis curiis dominorum qui ibi terras habent; qui domini habent curias et justiciam hominum suorum in civitate Pictavensi tenendas[1].

4. Super debitis mutuatis apud Pictavis, si cives Pictavenses debitorem infra Pictavis invenerint, ex quo de equo suo debitor descenderit, catallum et harnesium suum per majorem, propter debitum suum, arrestare poterunt, quousque recognoverit debitum vel negaverit, nisi tamen ita sit quod per submonicionem nostram illuc venerit, vel in exercitum, vel nisi de familia nostra sit. Quod si debitum cognoverit, in communia de eo jus fiet ad diem; si vero illud negaverit, jus de eo fiet coram ballivo nostro apud Pictavis, et ballivus noster de eo securitatem accipiet ad diem veniendi et jus ibi coram ipso faciendi. Et si debitor, vel ille qui convencionem fecerit Pictavis, non venerit Pictavis ad diem, si in justicia et potestate nostra sit, ballivus noster compellet securitatem inde receptam ad veniendum Pictavis et super hoc juri parendum coram ballivo nostro Pictavensi[2].

5. Nullus civium Pictavensium potest appellari ab aliquo latrone, confesso vel convicto, vel deprehenso, vel falsonario, vel ab aliquo qui legem non habeat[3].

6. Contra omnes legitimos homines et legales testes respundebunt sicut alii de Pictavia[4].

7. Preterea, cives Pictavenses cogere non poterimus ad custodiendum prisones in carcere, nec alibi, nisi tantummodo quousque illos tradiderint ballivo nostro, si eos ceperint[5].

8. Nullum insuper ipsorum cogere poterimus ad custodiendum monetam vel vicecomitatum, vel aliud ministerium nostrum, nisi id facere debeat ratione feodi quod inde teneat, vel aliquid habeat propter quod debeat ad hoc compelli[6].

9. Nec nos cogemus eosdem cives ad reddendum nobis talliam per consuetudinem, nisi sponte sua nobis dare voluerint[7].

[1] Cf. art. 3 de la ch. de Rouen de 1207.
[2] Cf. art. 5 *ibid.*
[3] Cf. art. 6 *ibid.*
[4] Cf. art. 7 *ibid.*
[5] Cf. art. 8 *ibid.*
[6] Cf. art. 9 *ibid.*
[7] Cf. art. 10 *ibid.*

10. Preterea, vinum, quod apud Pictavis in tabernis capietur ad opus nostrum, ad forum capietur quo aliis vendetur. Illud autem quod non erit in taberna, per quatuor legitimos homines civitatis super fidem et sacramentum eorum appreciabitur, et precium inde redditur [1].

11. Preterea, cives predicti cum mercaturis suis, de quocumque loco venientes in domania nostra, poterunt eas licite vendere ad detalliumvel alio modo et eas chargiare et dechargiare, portare vel reportare ubicumque voluerint pacifice et quiete, quantum ad nos pertinet, in tota terra quam Henricus, quondam rex Anglie, tenuit, preterquam in terris quas superius excepimus [2].

12. Nullus nisi manens fuerit apud Pictavis poterit dechargiare vinum in cellario, vel in domo apud Pictavis, propter illud revendendum; sed nos poterimus ibidem vina dechargiare ad opus nostrum et garnisionum nostrarum et facere revendi vina garnisionibus pro renovando [3].

13. De mercaturis que de ultra mare veniunt apud Pictavis, nullus extraneus poterit emere ad revendendum nisi per cives Pictavenses. Quod si quis fecerit, medietas mercature erit nostra, et altera medietas civium Pictavensium, pro forisfacto [4].

14. Item, nullum de civibus Pictavensibus cogere poterimus ad contrahendum matrimonium, nisi de voluntate sua [5].

15. Volumus etiam quod nullus eorum possit reptari de usura, nec jureia fiat super eum, vel super heredes ejus post mortem suam [6].

16. Preterea, si quis de communia fuerit in prisonia nostra vel monasterio, vel se absentaverit pro aliquo delicto, volumus quod major custodiat catalla ejus in manu sua, et ballivus noster inde habeat quoddam scriptum et major aliud, donec judicetur; et si da[m]pnatus fuerit, catalla erunt nostra [7].

17. Item, major habebit omnes submoniciones hominum communie sue, et illos habebit ad jus; nec aliquis in eos manum apponat, sine majore vel serviente suo, nisi hoc sit pro placito quod perti-

[1] Cf. art. 12 de la charte de Rouen de 1207.
[2] Cf. art. 13 *ibid.*
[3] Cf. art. 15 *ibid.*
[4] Cf. art. 19 *ibid.*
[5] Cf. art. 21 *ibid.*
[6] Cf. art. 22 *ibid.*
[7] Cf. art. 25 *ibid.*

neat ad comitem Pictavensem; et tunc ballivo nostro debet major auxilium impendere ad justiciam faciendam de hominibus communie, si fuerit exinde requisitus[1].

18. Item, non, nisi per marescallum nostrum, poterunt cives predicti volentibus hospitari apud Pictavis denegare hospicia nostra, nisi ipsi eis forisfecerint, vel nisi cives racionabilem causam ostenderint quare id facere non debeant[2].

19. Cives Pictavenses singulis annis eligere debent majorem et duodecim scabinos et duodecim juratos, qui omnes jurabunt coram nobis vel ballivo nostro quod fideliter custodient nos et vitam nostram et honorem nostrum et membra nostra et jura nostra. Et hec electio fiet in termino quo solet hactenus fieri.

20. Et quando major electus fuerit, veniet ad nos fidelitatem prenotatam nobis facturus; vel si mandaverimus ballivo nostro Pictavensi ut fidelitatem ejus recipiat, major tenetur facere fidelitatem coram ballivo nostro Pictavensi, sicut predictum est.

21. Preterea, sciendum est quod cives predicti nobis debent exercitum et equitacionem ultra Ligerim, in omnibus locis in quibus homines nostri de feodis Pictavie nobis debent exercitum et equitacionem.

22. Libertates autem et inmunitates premissas civibus predictis concedimus quandiu nobis et heredibus nostris adherebunt et quandiu nostram et heredum nostrorum observabunt fidelitatem, salva nobis justicia latronis, homicidii, sanguinis, raptus et multri et salvo conductu curie nostre.

Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato confirmamus. Actum Aneti, anno dominice incarnationis M° CC° vicesimo secundo, regni vero nostri quadragesimo quarto. Astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Buticulario nullo. Signum Bartholomei camerarii. Signum Mathei constabularii. Data vacante (*Monogramme.*) cancellaria.

---

[1] Cf. art. 26 de la ch. de Rouen de 1207.
[2] Cf. art. 27 *ibid.*

XXXVII.

1242-1243, 14 février. Poitiers.

Jugement de la commune de Poitiers[1].

A. Cop. du xv[e] siècle. Ms. 145 de la bibl. de Poitiers. Fol. 55. — B. Cop. de D. Fonteneau, Coll. Fonteneau, t. 23, p. 259, d'ap. A.

Des amandes que le prevoust demandoit a aucuins de la commune. — Cum Johannes de Galardon, prepositus Pictavensis, peteret in jure coram nobis P. de Caritate, majore Pictavensi, emandam a Stephano Picaut, P. Marchant, Stephanus Baysebon, quos dicebat idem prepositus verb[er]asse et amadissenndo (*sic*) gladio G. Anglicum ; et a Jousselino Carpenter de Platea emandam peteret, et quia emiserat sanguinem a quadam Remiscere de Anglia, et eciam a Millo Lobier, eo quod postserat Millum v[i]olent[er] in foro vendicionis Pict[avensis] ; et eciam peteret emandam a Reginaldo Mausacre, eo quod excuserat sanguinem cuidam homini ; et predicti Stephanus Picaut, Petrus Marchant, Stephanus Baysebont, Jousselinus, Millis Lobiere et Reginaldus Mausacre hec predicta et appellacionem a dicto preposito factam denegarent, et nos et scabini nostri, auditis racionibus hinc et inde, requisitis partibus et consencientibus, judicium dari adjudicavimus predictis juratis nostris jujurandis super predicta appellacione. Et in dicto sacramento dictus prepositus remisit et quiptavit eis sacramentum et adjudicavimus de consensu dicti prepositi, quod idem prepositus vel aliquis bailhivus non posset de cetero facere clamorem vel habere emandam a predictis super hoc, de quibus facta fuit appellacio, nec et posset eos de cetero super hiis molestare. Actum die veneris post octabas purificacionis beate Marie virginis, anno Domini M° CC° XL° secundo.

---

[1] Le texte de ce document et celui du suivant ont été très altérés ; nous les reproduisons tels qu'ils se trouvent dans les mauvaises copies qui paraissent nous les avoir seules conservés.

XXXVIII.

1266. Poitiers.

Etablissement d'une confrérie entre les pairs de la commune de Poitiers.

A. Cop. du xv[e] siècle. Ms. 145 de la bibl. de Poitiers, fol. 82 v°. — B. Cop. de Dom. Fonteneau [1], Coll. Fonteneau, t. 23, p. 269, d'ap. A. — C. Cop. de M. Rédet. Bibl. nat. Ms. nouv. acq. Fr. 3412, fol. 39, d'ap. A.

Ordinacio confratrie. — Anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto, majore Girardo de Remis, fuit facta confratria inter pares, et fuit concordatum et compositum inter ipsos quod quilibet ipsorum solveret singulis annis xii. denarios, tempore quo majore esset (?).

2. Item, fuit compositum quod quilibet ipsorum esset ad sepulturam alterius et offerret ad manum sacerdotis vel traderet servienti confratrie unum denarium.

3. Dictum eciam fuit et compositum quod de predictis denariis fiant iiii[or] cerei boni et recipiales qui debent portari ad corpus cujuslibet ipsorum centum parium, quam cito serviens ipsius confratrie certus fuerit de morte ipsius, et erunt ibi ardentes donec corpus tradatur sepulture ecclesiastice.

4. Item, dictum fuit quod octo clerici sint ibi qui legant Psalterium.

5. Dictum eciam fuit et compositum quod quilibet ipsorum centum parium, dum tamen submonitus fuerit per servientem confratrie, veniat ad vigiliam corporis et ad missas et ad sepulturam, dum tamen in villa fuerit, et nisi fuerit in villa, in adventu ejus tenetur reddere unum denarium pro oblacione corporis.

[1] Cette pièce est extraite d'un ms. en vélin écrit en caractères presque gothiques, appartenant à M. de Saint-Hilaire, gentilhomme de Poitiers. (Note de Dom. Fonteneau.) C'est aujourd'hui le ms. 145 de la bibl. de Poitiers.

6. Dictum eciam fuit et compositum quod si quis ipsorum extra civitatem Pictavensem decederet, quod servitium ejus fiat apud Pictavis, ita honorifice sicuti mortui essent (*sic*) in villa Pictavensi.

7. Dictum eciam fuit quod si quis intraverit societatem parium, pagabit dimidiam libram cere pro cereis emandandis.

8. Dictum eciam fuit quod si quis ipsorum ad sepulturam corporis, prout ordinatum est superius, non venerit, quod ipse reddet dimidiam libram cere, et si major deffecerit, reddet dupplum, scilicet unam libram cere.

9. Dictum eciam fuit quod serviens confratrie habeat XII. denarios pro submonitionibus cui[us]libet corporis faciendis.

10. Item [1], die veneris, in festo sancti Marci evvangeliste, majore domino G. Dornere, [XXV.] die mensis [aprilis], fuit concordatum quod quicumque voluerit esse de dicta confratria, dum tamen sit persona sufficiens, quod recipiatur, et quod femine recipiantur in confratria, et quod omnes congregentur in crastinum festi beati Hilarii in domo saccorum, vel alibi si voluerint, et ibi celebrabitur missa pro deffunctis confratrie, et tenebitur ipsa confratria in honore beati Ilarii celebrare.

[1] Cet article est d'une écriture postérieure dans le manuscrit (Note de D. Fonteneau.) — Cette disposition, qui est en effet d'une écriture plus récente que les autres dans le ms. 145, a dû aussi être ajoutée aux statuts primitifs postérieurement à la rédaction des articles précédents. Le maire qui y est cité paraît être Guillaume Doride qui occupa la mairie en 1286-1287 et 1288-1289. Elle serait dès lors du 25 avril 1287.

clericus et Philippus Poverelli, procuratores predicti, die sabbati ante festum omnium Sanctorum (29 *octobre*). Datum die sabbati, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo septimo.

Qua die, Petrus Alemannus, clericus, procurator dictorum majoris et Philippus Poverelli, civis Pictavensis, procurator dictorum capellani et Leprosorum, exhibuerunt coram nobis quoddam memoriale, sigillo curie nostre sigillatum, cujus tenor talis est :

Memoriale est quod de omnibus causis contentionibus et querelis quas habebant et habere poterant major et communia Pictavensis, ex una parte, et capellanus et fratres domus leprosorum Pictavensium ex altera, occasione seu ratione nundinarum que appellantur nundine leprosorum Pictavensium, de quibus compromiserant dicte partes coram nobis in venerabilem virum subdecanum ecclesie Pictavensis et Guillelmum Barbitonsorem, civem Pictavensem, et promiserunt dicte partes, fide data in manu nostra, attendere, prosequi et servare quicquid per dictos arbitros super premissis infra octabas Pasche dictum, factum, ordinatum pace vel judicio esset seu etiam arbitratum de consensu partium. Prorogatum fuit dictum compromissum coram nobis usque ad dominicam qua cantatur ; *Misericordia Domini* (*1er mai*), prout dicte partes coram nobis hec omnia et singula confesse fuerunt. Datum die sabbati post Pascha Domini (*23 avril*), anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo septimo ; et in hujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

XL.

1335, 8 Juillet. Poitiers.

Règlement municipal relatif à l'élection du maire.

A. Cop. du xve siècle. Ms. 145 de la bibl. de Poitiers, fol. 24. — B. Cop. de D. Fonteneau, coll. Fonteneau, t. 23, p. 309, d'ap. A. — C. Cop. de M. Rédet, Bibl. nat, ms. fr. nouv. acq. 3412, fol. 51, d'ap. A.

Le jour du samedi avant la Saint Ciprien, l'an mil trois cens trente et cinq, lequel jour estoit assigné pour la eleccion du mayre, comme contens et debat fust en la eleccion entre les soixante quinze qui sont dessouz en la chambre des plaitz et les doze qui sont en la chambre dessus, sur ce que les doze de ladicte chambre dessus disoient que a eulx appartenoit a nommer le maire et la eleccion d'iceli par le tout, et icelli nommé et esleu entreulx il devoient porter a ceulx de dessus ladicte eleccion, telle comme ilz l'avoient faicte et que ilz la vourroient recevoir ou ce que la personne fust suffisant ad ce, sans ce qu'il y puissant autre chouse dire au contraire. Ceulx de ladicte chambre de dessus disans que les autres dessouz ne devoient mes que le nommer et ycellui nommé a leur rapporter, et s'il voyent que la personne soit suffisant et il n'y heust cause ne raison, il le devoient recevoir, et si nom ilz leur devoient ordenner. Ampres plusieurs altercacions heues sur ce, fut ordenné et declairé par sire Johan Guischart comme maire, Guillaume Coindé, sire Ytier Bernart, maistre Denis, Johan Morin, Gervaix de Tiffauges, Guillaume Gargoilhea, Guillaume Croleboys, Guillaume de Taunay, Barthomé le Lombart, esclavins de ceans, en la maniere qui s'ensuit :

1. C'est assavoir que des ores en avant, le Cent se partira en trois parties, ainsi comme il est acostumé, et ceulx de la chambre des plaiz auront a nonmer la personne de celuy qu'ilz vouldront, qui sera maire, et ycellui nonmé de leur commun assentement et accort, ilz doyvent porter ladicte nommée a ceulx de dessus, lesquiex doyvent regarder et consi-

MARVAUD, *Chartes de Guy de Lusignan et de Charles d'Espagne en faveur de la ville de Cognac,* dans *Bulletin de la Soc. archéol. de la Charente,* 3e série, t. III, 1863.

— *Etudes historiques sur la ville de Cognac.* Niort, 1870, 2 vol. in-8.

MAS-LATRIE (René de), *Le droit de Marque.* Paris, 1875, in-8.

Mémoire sur les privilèges des Rochelois, en réponse au manifeste ou discours de la prise des armes de M. de Soubise, dans *Mercure François,* t. XI, 1626, in-12, pp. 311-335.

MENESTRIER (Cl.-Fr.), *Histoire civile ou consulaire de la ville de Lyon.* Lyon, 1696, in-fol.

MEYER (Paul), *La chanson de la croisade contre les Albigeois.* Paris, 1875-1879, 2 vol. in-8. (*Soc. de l'hist. de France.*)

MICHON (l'abbé J.-H.), *Histoire de l'Angoumois;* par François VIGIER DE LA PILE, ... *suivie du recueil en forme d'histoire de ce qui se trouve par écrit de la ville et des comtes d'Angoulême,* par François de CORLIEU, *annoté par Gabriel de* LA CHALOUZE, *et des noms et ordre des maires, échevins et conseillers de la maison commune d'Angoulême, par M. J.* SANSON. *publiée avec des documents inédits.* Paris, 1846, in-4.

MOLINIER (Emile), *Etude sur la vie d'Arnoul d'Audrehem, maréchal de France* (130.-1370), dans *Mém. présentés par divers savants à l'Acad. des inscr. et belles-lettres,* 2e série, t. VI, 1re partie, 1883.

MOLINIER (Victor), *De la répression des attentats aux mœurs et du suicide suivant les anciens usages de Toulouse,* dans *Mémoires de l'Académie des sciences de Toulouse,* 6e série, t. V, pp. 117-131, 1867, in-8.

MONSNYER (R.), *Celeberrimae sancti Martini Turonensis ecclesiae... historia generalis... De statu sancti Martini.* s. l. n. d. (1663), in-fol.

MONSTIER (Art. du), *Neustria pia.* Rouen, 1663, in-fol.

MORET (Jos.), *Annales del reyno de Navarra.* Pampelune, 1684-1715, 5 vol. in-fol.

NEUVILLE (Didier), *Le Parlement royal à Poitiers,* dans *Revue historique,* t. VI, 1878.

OESTERLEY, *Gesta Romanorum.* Berlin, 1871-1872, 2 vol. in-8.

ORDERICI VITALIS *Historiae ecclesiasticae libri XIII,* ed. Aug. Le Prevost et L. Delisle. Paris, 1838-1855, 5 vol. in-8. (*Soc. de l'hist. de France.*)

Ordonnances des rois de France de la troisième race. Paris, 1723-1847, 22 vol. in-fol.

ORELLI ET HENZEN, *Inscriptionum latinarum selectarum amplissima collectio.* Zurich, 1828-1856, 3 vol. in-8.

OUVRÉ, *Essai sur l'histoire de la Ligue à Poitiers,* dans *Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest,* t. XXI, 1854.

— *Essai sur l'histoire de la ville de Poitiers, depuis la fin de la Ligue jusqu'au ministère de Richelieu,* dans *Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, t. XXI, 1855, p. 367-528.

Pardessus, *Collection de lois maritimes antérieures au* XVIII[e] *siècle.* Paris, 1828-1845, 6 vol. in-4.

Paris (Gaston), *La légende de Trajan*, dans *Mélanges publiés par la section historique et philologique de l'Ecole des Hautes-Etudes.* (*Bibl. de l'Ecole des Hautes-Etudes*, fasc. 35, 1878.)

Paris (Matth.), *Abbreviatio chronichorum Angliae,* t. III, de l'*Historia Anglorum*, p. 151-348, éd. de Fr. Madden.

— *Chronica majora*, ed. by Henry Richards Luard. Londres, 1876-1882, 6 vol. in-8. (*Collection du maître des rôles.*)

— *Historia Anglorum sive ut vulgo dicitur historia minor*, ed. by sir Frederic Madden. Londres, 1866-1869, 3 vol. in-8. (*Coll. du maître des rôles.*)

Pasquier (F.), *Grands jours de Poitiers de* 1454 *à* 1634. Paris, 1874, in-8. (Extrait de la *Revue de législation française et étrangère.*)

Perroud (Cl.), *Des origines du premier duché d'Aquitaine.* Paris, 1881, in-8.

Port (Célestin), *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire.* Paris et Angers, 1869-1878, 3 vol. in-8.

— *Inventaire analytique des archives anciennes de la mairie d'Angers.* Paris et Angers, 1861, in-8.

Privilèges (les), franchises, libertés, immunités et statuts de la ville, faubourgs et banlieue d'Angoulême, confirmés par les rois et vérifiés par les lettres patentes. Angoulême, 1627, in-4.

Radulfus de Diceto, *Imagines historiarum,* dans *Histor. de France,* t. XIII, p. 183-205.

Raynal (Louis), *Histoire du Berry depuis les temps les plus anciens jusqu'en* 1789. Bourges, 1845-1847, 4 vol. in-8.

Recueil de fac-similés à l'usage de l'École des Chartes, fasc. I et II. Paris, 1880-1881, in-fol.

Recueil de lettres de Louis VII. *Epistolarum regis Ludovici VII et variorum ad eum volumen,* dans *Recueil des histor. de France,* t. XVI, pp. 1-170.

Rédet, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers.* Poitiers, 1874, in-8. (*Arch. hist. du Poitou*, t. III.)

— *De quelques établissements industriels formés à Poitiers au* XV[e] *siècle*, dans *Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, t. IX, 1842, pp. 349-367.

— *Documents pour l'histoire de l'église de Saint-Hilaire de Poitiers* (768-1790). Poitiers, 1847-1852, 2 vol. in-8. (*Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, t. XIV et XV.)

— *Extraits des comptes de dépenses de la ville de Poitiers aux* XIVe *et* XVe *siècles,* dans *Mémoires de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, t. VI, 1839, pp. 385-411 et t. VII, 1840, pp. 380-446.

— *Mémoire sur les halles et les foires de Poitiers*, dans *Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, t. XII, 1845, pp. 61-97.

— *Rapport sur les archives de la ville de Poitiers* (8 octobre 1844), dans *Mélanges historiques,* t. III, pp. 230-257. (*Documents inédits sur l'histoire de France.*)

Registres consulaires de la ville de Limoges publiés sous la direction de M. Emile Ruben (1re partie, 1504-1552; 2e partie, 1552-1581). Limoges, 1867-1869, 2 vol. in-8.

RIGORD, *Gesta Philippi Augusti*, dans *Histor. de Fr.*, t. XVII, pp. 1-62.

RIVAIN (Camille), *Notice sur le Consulat et l'administration consulaire d'Aurillac.* Aurillac, 1874, in-8.

ROGER DE HOVEDEN, *Rogerus de Hovedene chronica,* vols. I-IV, ed. by W. Stubbs. Londres, 1868-1871, in-8. (*Collect. du Maître des Rôles.*)

Roman de la Rose, par Guillaume de Lorris et Jean de Meung, publ. par J. Croissandeau. Paris, 1878-1880, 5 vol. in-16. (*Bibliothèque elzévirienne.*)

Rotuli chartarum in turri Londinensi asservati, accurante Thoma Duffus-Hardy, t. I, pars I (seule parue). Londres, 1837, in-fol.

Rotuli litterarum clausarum in turri Londinensi asservati, accurante Thoma Duffus-Hardy, t. I (1204-1224), t. II (1224-1227). Londres, 1833-1844, in-fol.

Rotuli litterarum patentium in turri Londinensi asservati, accurante Thoma Duffus-Hardy, t. I, pars I (seule parue. — 1201-1216). Londres, 1835, in-fol.

Royal and other historical letters illustrative of the reign of Henry III (1216-1272), ed. by W. Shirley. Londres, 1862-1866, 2 vol. in-8. (*Collect. du Maître des Rôles.*)

RYMER (Th.), *Foedera, conventiones, literae et cujuscunque generis acta publica ... ab ineunte saeculo* XII *ad nostra usque tempora,* 3e éd. La Haye, 1745, 10 vol. in-fol.

SALMON ET GRANDMAISON, *Le livre des serfs de Marmoutier*. Tours, 1864, in-8. (T. XVI des publications de la *Société archéologique de Touraine.*)

SALMON (André), *Recueil de chroniques de Touraine.* Tours, 1854, in-8. (*Soc. archéol. de Touraine*, t. I des *Documents sur l'hist. de Touraine.*)

SANSON, *Les noms et ordre des maires, eschevins et conseillers de la maison commune d'Angoulesme* (1651), dans Michon, *Histoire de l'Angoumois,* 1846.

SAUDAU, *Saint-Jean-d'Angely en 1612 (1601-1631)*, dans *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. IV, 1877, pp. 231-261.

Scripta de feodis ad regem spectantibus ... e Philippi Augusti regestis excerpta, dans *Histor. de Fr.*, t. XXIII, pp. 605-723.

SÉNEMAUD (Ed.), *Documents inédits sur l'histoire de l'Angoumois*, dans *Bulletin de la Soc. archéol. de la Charente*, 3e série, t. I, 1859, pp. 227-239.

SICKEL (Th.), *Acta regum et imperatorum karolinorum digesta et enarrata. Die Urkunden der Karolinger.* Vienne, 1867-1868, 2 vol. in-8.

STROBEL (A. G.), *Vaterländische Geschichte des Elsasses.* Strasbourg, 1841-1849, 6 vol. in-8.

STUBBS (W.), *Outline itinerary of Henri II*, dans *Benoit de Peterborough*, t. II, pp. cxxix-cxlviij. (*Collection du Maître des rôles.*)

SUGER, *Œuvres complètes*, publ. par A. Lecoy de la Marche. Paris, 1867, in-8. (*Société de l'histoire de France.*)

— *Fragment inédit de la vie de Louis VII*, publ. par J. Lair, dans *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. XXXIV, 1873.

TACITE, *Germania.*

TARDIF (Joseph.), *Coutumiers de Normandie. Première partie. Le très ancien coutumier de Normandie. Texte latin.* Rouen, 1881, in-8.

TEULET (A.), Voy. *Layettes du Trésor des Chartes.*

THIBAUDEAU, *Histoire du Poitou.* Niort, 1839-1840, 3 vol. in-8. (*Bibliothèque poitevine*, t. I-III.)

THIERRY (Augustin), *Considérations sur l'histoire de France* (t. VII des *Œuvres complètes*). Paris, Furne, 1865, in-12.

— *Tableau de l'ancienne France municipale* (t. IX des *Œuvres complètes*). Paris, Furne, 1864, in-12.

TOCQUEVILLE (A. de), *L'ancien régime et la Révolution*, 6e éd. Paris, 1877, in-8. (T. IV des *Œuvres complètes.*)

TUETEY (Alexandre), *Journal d'un bourgeois de Paris* (1405-1449). Paris, 1881, in-8. (Public. de la *Soc. de l'hist. de Paris.*)

VALERIUS MAXIMUS, *De dictis et factis memorabilibus.*

Vie de Louis VII. *Historia gloriosi regis Ludovici VII*, dans *Histor. de Fr.*, t. XII, pp. 124-133.

Vie de Saint-Eloi. *Vita S. Eligii Noviomensis episcopi, auctore B. Audoëno Rothomagensi episcopo*, dans *Histor. de Fr.*, t. III, pp. 553-561.

Vie de Saint-Léger. *Vita S. Leodegarii*, dans *Histor. de Fr.*, t. II, pp. 611-632.

VIGIER DE LA PILE, *Histoire de l'Angoumois.* Voy. Michon.

VIOLLET, Compte-rendu critique des ouvrages de M. Béchard, intitulés : *Droit municipal au moyen-âge* et *Droit municipal dans les temps modernes*, dans *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. XXX, 1869.

WARNKŒNIG (L.-A.), *Histoire constitutionnelle et administrative de la ville de Bruges*, trad. par A.-E. Gheldorf. Bruxelles, 1851, in-8.

WARNKŒNIG UND STEIN, *Französische Staats- und Rechtsgeschichte*. Bâle, 1875, 3 vol. in-8.

WAUTERS (Alphonse), *Les libertés communales; essai sur leur origine et leurs premiers développements en Belgique, dans le Nord de la France et sur les bords du Rhin*. Bruxelles, 1878, 3 vol. in-8.

YANGUAS Y MIRANDA (D. Jose), *Diccionario de antigüedades del reino de Navarra*. Pampelune, 1840-1843, 4 vol. in-4.

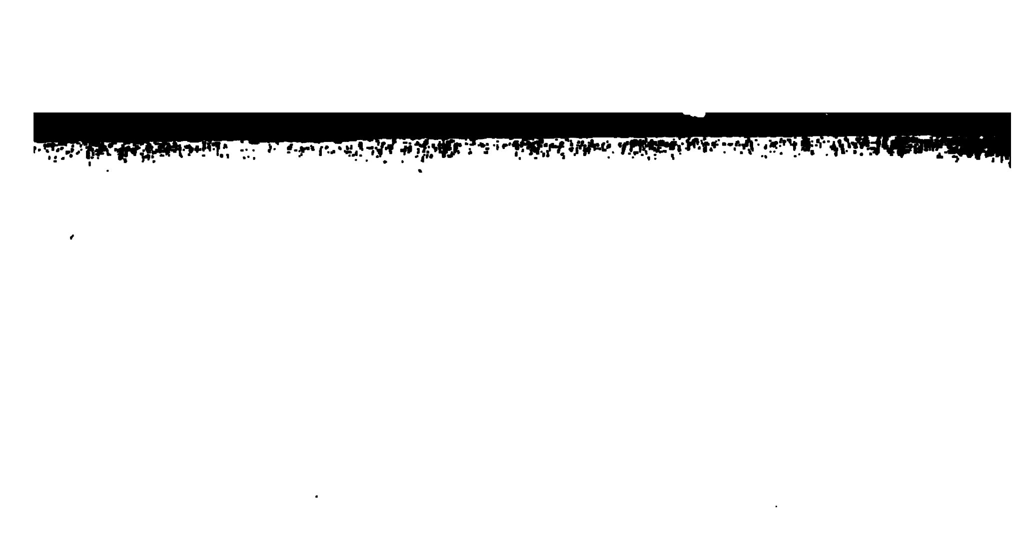
TABLE ANALYTIQUE

Les chiffres renvoient aux pages; l'indication *n* aux notes; les chiffres I et II aux volumes; les autres chiffres romains aux pages de la préface. — ET. = Etablissements de Rouen; les chiffres qui suivent cette indication renvoient aux articles du texte. ANGOUL. = Angoulême; BAY. = Bayonne; CHAT. = Châteauneuf; LA ROCH. = La Rochelle; OL. = Oleron; S. J. D'A. = Saint-Jean-d'Angely.

ERRATUM DE LA TABLE

Aragon. *Ce mot qui se trouve entre:* Arles et Armes *devrait être placé entre:* Aquitaine et Arbert.
Bailli. (TOURS), *ajouter* : I, 216.
Ban et arrière-ban. (POITIERS), *ajoutez :* I, 375 *n.*
Bayonne. *Ajouter à la fin de l'article:* Porte Marine, I, 122.
Blois (États de), *au lieu de:* 1576, *lisez :* 1588. *Ajouter :* Voy. Étienne.
Charles VIII, *ajouter :* rétablit l'ancienne administration de Limoges, II, vj.
Charles d'Orléans, *ajouter à la fin de l'article :* confirme au maire d'Angoul. en 1430 le droit de garder les clefs de la ville, I, 336.
Cognac. Prieuré et bourg de S.-Léger, *ajouter :* I, 281.
Dupuy (Barthélemy), sénéchal en 1214, *ajouter :* I, 272.
Établissements, règlements municipaux de Bay., *ajouter :* II, 14 *n*, 16 *n*, 22 *n*, 42 *n*, 44 *n*, 46 *n*, 48 *n*, 51 *n*, 52 *n*.
Guarinus, au lieu de : Vasallus, lisez: vasallus.
Guillaume VI, duc d'Aquitaine, *ajouter:* ses violences à S.-J.-d'A., I, 289.
Jean-Baptiste (Saint), son chef à S.-J.-d'A., I, 288, 289.
Limoges, ville de France, influence des Et. sur son organisation municipale au XVe s. II, VI.
Louis XI, *ajouter :* (1470 et 1476), réforme l'organisation de Limoges, II, vj.
Royan, *ajouter* : n'a pas été régie par les Et., II, x.

Chartres. Imp. DURAND, rue Fulbert.






Stanford University Libraries
3 6105 127 187 677